

# Premier trimestre de 2024



## Banque Royale du Canada – Résultats du premier trimestre de 2024

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés selon la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Le 1<sup>er</sup> novembre 2023, nous avons adopté IFRS 17 *Contrats d'assurance* (IFRS 17). Les montants correspondants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment. Notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024 ainsi que notre document d'information financière complémentaire sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), et sur SEDAR+, à l'adresse [sedarplus.ca](http://sedarplus.ca).

<b>Bénéfice net</b> <b>3,6 milliards de dollars</b> <i>Hausse de 14 % d'un exercice à l'autre</i>	<b>Bénéfice dilué par action<sup>(1)</sup></b> <b>2,50 \$</b> <i>Hausse de 12 % d'un exercice à l'autre</i>	<b>Total de la DPPC<sup>(1)</sup></b> <b>813 millions de dollars</b> <i>Ratio de la DPPC liée aux prêts<sup>(1)</sup> en hausse de 3 p.b.<sup>(1)</sup> d'un trimestre à l'autre</i>	<b>RCP<sup>(1), (2)</sup></b> <b>13,1 %</b> <i>Hausse de 50 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	<b>Ratio CET1<sup>(1)</sup></b> <b>14,9 %</b> <i>Supérieur au seuil réglementaire</i>
<b>Bénéfice net ajusté<sup>(3)</sup></b> <b>4,1 milliards de dollars</b> <i>Baisse de 5 % d'un exercice à l'autre</i>	<b>Bénéfice dilué par action ajusté<sup>(3)</sup></b> <b>2,85 \$</b> <i>Baisse de 6 % d'un exercice à l'autre</i>	<b>Total de la CVPC<sup>(1)</sup></b> <b>5,7 milliards de dollars</b> <i>Ratio de la CVPC liée aux prêts<sup>(1)</sup> en hausse de 3 p.b. d'un trimestre à l'autre</i>	<b>RCP ajusté<sup>(3)</sup></b> <b>14,9 %</b> <i>Baisse de 230 p.b. d'un exercice à l'autre</i>	<b>Ratio de liquidité à court terme<sup>(1)</sup></b> <b>132 %</b> <i>Hausse par rapport à 131 % au trimestre précédent</i>

**TORONTO, le 28 février 2024** – La Banque Royale du Canada<sup>(4)</sup> (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3,6 milliards de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2024, soit une hausse de 449 millions, ou 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, laquelle reflétait l'incidence de 1 050 millions du Dividende pour la relance du Canada (DRC) et des autres ajustements fiscaux connexes. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,50 \$, ayant progressé de 12 % par rapport à la période correspondante. Le bénéfice net ajusté<sup>(3)</sup> de 4,1 milliards de dollars et le bénéfice dilué par action ajusté<sup>(3)</sup> de 2,85 \$ affichent une baisse respective de 5 % et 6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Nos résultats consolidés reflètent une augmentation de 281 millions de dollars du total de la dotation à la provision pour pertes de crédit par rapport à il y a un an, principalement attribuable à la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux, contrebalancée en partie par la diminution des dotations du secteur Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts s'est établi à 37 p.b., marquant une hausse de 12 p.b. par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux s'est établi à 31 p.b., en hausse de 14 p.b. par rapport à il y a un an, les dotations ayant poursuivi leur remontée du fait de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt et de chômage.

Les résultats reflètent également l'incidence d'éléments spécifiés liés à l'acquisition prévue de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada), y compris les coûts de transaction et d'intégration (265 millions de dollars avant impôt et 218 millions après impôt) ainsi que les coûts liés à la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture (286 millions avant impôt et 207 millions après impôt). Les coûts de la cotisation spéciale de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) de 159 millions avant impôt (115 millions après impôt) ont également eu une incidence sur les résultats.

Le bénéfice avant dotation et impôt<sup>(5)</sup> s'est élevé à 5,2 milliards de dollars, en baisse de 607 millions, ou 11 %, par rapport à il y a un an, du fait essentiellement de l'augmentation des charges et d'une diminution des revenus du secteur Marchés des Capitaux, ce qui s'explique principalement par le recul des revenus tirés des activités de négociation comparativement à de solides résultats enregistrés un an plus tôt. Ces facteurs ont été atténués par la progression du résultat des placements d'assurance découlant du rendement des placements favorables associé au repositionnement de notre portefeuille aux fins de la transition à IFRS 17. Les résultats ont été favorisés par l'amélioration du revenu net d'intérêt attribuable à la forte croissance des volumes, ainsi que par l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation des marchés et des ventes nettes du secteur Gestion de patrimoine.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a reculé de 9 %, reflétant en partie une hausse du taux d'imposition effectif attribuable au fait que le trimestre précédent rendait compte de l'incidence favorable de l'élément spécifié relativement à certains ajustements au titre de l'impôt différé, et une augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux. Le recul des résultats des secteurs Services de soutien généraux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a été contrebalancé en partie par l'amélioration des résultats des secteurs Gestion de patrimoine, Marchés des Capitaux et Assurances. Le bénéfice net ajusté<sup>(3)</sup> a augmenté de 8 % par rapport à la période correspondante. Le bénéfice avant dotation et impôt<sup>(5)</sup> a progressé de 12 %, la hausse des revenus ayant plus que neutralisé la croissance des dépenses.

Notre position de capital demeure forte, avec un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1) de 14,9 %, soutenant la forte croissance des volumes et le versement de dividendes sur les actions ordinaires de 1,9 milliard de dollars.

« Comme en attestent les résultats de notre premier trimestre, RBC s'est dotée de la bonne stratégie pour assurer sa croissance dans l'immédiat, tout en générant une valeur à long terme pour les actionnaires. Grâce à notre bilan solide, à notre gestion prudente des risques et à notre modèle d'affaires diversifié, nous avons généré une forte croissance des volumes axée sur les clients et poursuivi nos efforts de contrôle des coûts. Alors que nous nous apprêtons à conclure l'acquisition prévue de HSBC Canada, nous demeurons déterminés à agir à titre de conseillers de confiance auprès de nos clients en offrant des expériences bancaires nouvelles et uniques. »

– Dave McKay, président et chef de la direction de la Banque Royale du Canada

	Données présentées :		Montants ajustés <sup>(3)</sup> :	
T1 2024 par rapport au T1 2023	• Bénéfice net de 3 582 millions de dollars	↑ 14 %	• Bénéfice net de 4 066 millions de dollars	↓ 5 %
	• Bénéfice dilué par action de 2,50 \$	↑ 12 %	• Bénéfice dilué par action de 2,85 \$	↓ 6 %
	• RCP de 13,1 %	↑ 50 p.b.	• RCP de 14,9 %	↓ 230 p.b.
	• Ratio CET1 de 14,9 %	↑ 220 p.b.		
T1 2024 par rapport au T4 2023	• Bénéfice net de 3 582 millions de dollars	↓ 9 %	• Bénéfice net de 4 066 millions de dollars	↑ 8 %
	• Bénéfice dilué par action de 2,50 \$	↓ 9 %	• Bénéfice dilué par action de 2,85 \$	↑ 8 %
	• RCP de 13,1 %	↓ 180 p.b.	• RCP de 14,9 %	↑ 70 p.b.
	• Ratio CET1 de 14,9 %	↑ 40 p.b.		

(1) Se reporter au glossaire du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024 pour une définition de cette mesure.

(2) RCP : Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR). Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024.

(3) Il s'agit de mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024.

(4) Les expressions « nous », « notre », « la banque » ou « RBC » désignent la Banque Royale du Canada et ses filiales, le cas échéant.

(5) Le bénéfice avant dotation et impôt correspond au bénéfice (3 582 millions de dollars au 31 janvier 2024; 3 939 millions au 31 octobre 2023; 3 133 millions au 31 janvier 2023) avant impôt (766 millions au 31 janvier 2024; (33) millions au 31 octobre 2023; 2 103 millions au 31 janvier 2023) et avant dotation à la provision pour pertes de crédit (813 millions au 31 janvier 2024; 720 millions au 31 octobre 2023; 532 millions au 31 janvier 2023). Il s'agit d'une mesure hors PCGR. Le bénéfice avant dotation et impôt n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et pourrait ne pas être comparable aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières. Nous nous servons du bénéfice avant dotation et impôt pour évaluer notre capacité à faire croître notre bénéfice de façon continue, compte non tenu des pertes de crédit, lesquelles sont touchées par le caractère conjoncturel du cycle du crédit. Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance.

## Table des matières

1	<b>Faits saillants du premier trimestre</b>	12	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	45	<b>Gestion des fonds propres</b>
2	<b>Rapport de gestion</b>	16	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	51	<b>Questions en matière de comptabilité et de contrôle</b>
2	<b>Mise en garde au sujet des déclarations prospectives</b>	18	Gestion de patrimoine	51	Résumé des méthodes comptables et estimations
3	<b>Vue d'ensemble et perspectives</b>	20	Assurances	51	Changements de méthodes comptables et d'informations à fournir
3	À propos de la Banque Royale du Canada	21	Marchés des Capitaux	52	Contrôles et procédures
4	Faits saillants financiers et autres	22	Services de soutien généraux	52	<b>Transactions entre parties liées</b>
5	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	23	<b>Analyse des résultats trimestriels et des tendances</b>	53	<b>Glossaire</b>
6	<b>Événements importants</b>	25	<b>Situation financière</b>	56	<b>Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements</b>
6	<b>Rendement financier</b>	25	Bilans résumés	57	<b>États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)</b>
6	Vue d'ensemble	26	Arrangements hors bilan	62	<b>Notes annexes (non audité)</b>
11	<b>Résultats des secteurs d'exploitation</b>	26	<b>Gestion du risque</b>	86	<b>Renseignements à l'intention des actionnaires</b>
11	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	26	Risque de crédit		
		30	Risque de marché		
		35	Risque de liquidité et de financement		

## Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2024 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2023. Le présent rapport de gestion, daté du 27 février 2024, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2024 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2023. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers présentés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2023, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, SEDAR+, à l'adresse [sedarplus.com](http://sedarplus.com) et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

## Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. En outre, nos représentants peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, britannique, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, à la mise en œuvre d'IFRS 17 *Contrats d'assurance*, à la clôture attendue de la transaction avec HSBC Canada, y compris les plans de regroupement de nos activités avec HSBC Canada, aux incidences de la transaction sur les finances, l'exploitation et les fonds propres, aux coûts de transaction et d'intégration, à la clôture attendue de la transaction avec l'antenne britannique de RBC Investor Services Trust, au contexte de gestion des risques, y compris notre risque de crédit, notre risque de marché et notre risque de liquidité et de financement, ainsi que l'efficacité de notre surveillance des risques, et comprennent les déclarations de notre président et chef de la direction et d'autres membres de la direction. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document reflètent les points de vue de la direction et sont présentées afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision, nos objectifs et priorités stratégiques et notre performance financière attendue, et pourraient ne pas convenir à d'autres fins. Les mots et expressions « croire », « s'attendre à », « laisser supposer », « chercher », « prévoir », « se proposer », « estimer », « viser », « s'engager à », « avoir comme but ou objectif », « s'engager », « cibler », « objectif », « planifier », « perspectives », « échéancier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables, y compris sous leur forme négative et toutes leurs variantes grammaticales, dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques de nature aussi bien générale que particulière qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, que nos objectifs en matière de rendement financier, nos objectifs environnementaux, sociaux ou autres, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas, et que nos résultats réels diffèrent de façon significative de ces prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions.

Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent, entre autres, les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, d'assurance et de non-conformité à la réglementation (ce qui pourrait faire en sorte que nous fassions l'objet de procédures juridiques et réglementaires dont l'issue potentielle pourrait notamment mener à des restrictions, sanctions et amendes réglementaires), le risque de réputation, les risques liés au cadre juridique et réglementaire, à la concurrence et aux modèles, ainsi que les risques opérationnel, stratégique et systémique, et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2023 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024. Ces autres risques incluent ceux qui concernent le contexte commercial et la conjoncture économique des secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, le marché de l'habitation et l'endettement des ménages au Canada, les technologies de l'information et les cyberrisques et les risques liés aux tierces parties, l'incertitude géopolitique, les risques environnementaux et sociaux (y compris les changements climatiques), les bouleversements numériques et l'innovation, les risques liés à la confidentialité et aux données, les changements de la réglementation, les risques liés à la culture et à la conduite, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, ainsi que sur notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques liés aux facteurs susmentionnés. D'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont présentés dans la rubrique portant sur les risques de notre rapport annuel 2023 et dans la rubrique Gestion des risques du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque Royale du Canada doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels, ainsi que l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024 sont présentées à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, aux sections Priorités stratégiques et Perspectives de notre rapport annuel 2023, mises à jour à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents. L'estimation des coûts de transaction et d'intégration a exigé que nous posions des hypothèses concernant l'échéancier et la complexité des avancées technologiques, les coûts de clôture estimés et ceux nécessaires à la création de synergies postérieures à la clôture. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements complémentaires sur ces facteurs et d'autres sont fournis aux rubriques portant sur le risque de notre rapport annuel 2023 ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024, lesquelles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels subséquents.

## Vue d'ensemble et perspectives

### À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est une institution financière mondiale définie par sa raison d'être, guidée par des principes et orientée vers l'excellence en matière de rendement. Notre succès est attribuable aux quelque 94 000 employés qui mettent à profit leur créativité et leur savoir-faire pour concrétiser notre vision, nos valeurs et notre stratégie afin que nous puissions contribuer à la prospérité de nos clients et au dynamisme des collectivités. Selon la capitalisation boursière, nous sommes la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Nous avons adopté un modèle d'affaires diversifié axé sur l'innovation et l'offre d'expériences exceptionnelles à nos plus de 17 millions de clients au Canada, aux États-Unis et dans 27 autres pays. Pour en savoir plus, visitez le site [rbc.com](http://rbc.com).

## Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les			Pour les trimestres clos	
	31 janvier 2024	31 octobre 2023 (1)	31 janvier 2023 (1)	T1 2024 par rapport au T4 2023	T1 2024 par rapport au T1 2023
Total des revenus	13 485 \$	12 685 \$	13 357 \$	800 \$	128 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	813	720	532	93	281
Frais autres que d'intérêt	8 324	8 059	7 589	265	735
Bénéfice avant impôt	4 348	3 906	5 236	442	(888)
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 582 \$</b>	<b>3 939 \$</b>	<b>3 133 \$</b>	<b>(357)\$</b>	<b>449 \$</b>
<b>Bénéfice net ajusté (2)</b>	<b>4 066 \$</b>	<b>3 773 \$</b>	<b>4 262 \$</b>	<b>293 \$</b>	<b>(196)\$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 061 \$	2 091 \$	2 126 \$	(30)\$	(65)\$
Gestion de patrimoine (3)	606	215	830	391	(224)
Assurances	220	97	67	123	153
Marchés des Capitaux (3)	1 154	987	1 241	167	(87)
Services de soutien généraux	(459)	549	(1 131)	(1 008)	672
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 582 \$</b>	<b>3 939 \$</b>	<b>3 133 \$</b>	<b>(357)\$</b>	<b>449 \$</b>
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – de base	2,50 \$	2,77 \$	2,23 \$	(0,27)\$	0,27 \$
– dilué	2,50	2,76	2,23	(0,26)	0,27
Bénéfice ajusté par action – de base (2)	2,85	2,65	3,05	0,20	(0,20)
– dilué (2)	2,85	2,65	3,04	0,20	(0,19)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4), (5)	13,1 %	14,9 %	12,6 %	(180)p.b.	50 p.b.
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (2)	14,9 %	14,2 %	17,2 %	70 p.b.	(230)p.b.
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	107 100 \$	103 250 \$	97 300 \$	3 850 \$	9 800 \$
Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net (5)	1,41 %	1,51 %	1,47 %	(10)p.b.	(6)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,37 %	0,34 %	0,25 %	3 p.b.	12 p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,06 %	0,09 %	0,08 %	(3)p.b.	(2)p.b.
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,31 %	0,25 %	0,17 %	6 p.b.	14 p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,48 %	0,42 %	0,31 %	6 p.b.	17 p.b.
Ratio de liquidité à court terme (5), (6)	132 %	131 %	130 %	100 p.b.	200 p.b.
Ratio de liquidité à long terme (5), (6)	113 %	113 %	112 %	– p.b.	100 p.b.
<b>Ratios de fonds propres, ratio de levier et ratios de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) (5), (7), (8)</b>					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (CET1)	14,9 %	14,5 %	12,7 %	40 p.b.	220 p.b.
Ratio de fonds propres de première catégorie	16,3 %	15,7 %	13,9 %	60 p.b.	240 p.b.
Ratio du total des fonds propres	18,1 %	17,6 %	15,7 %	50 p.b.	240 p.b.
Ratio de levier	4,4 %	4,3 %	4,4 %	10 p.b.	– p.b.
Ratio TLAC	31,4 %	31,0 %	28,2 %	40 p.b.	320 p.b.
Ratio de levier TLAC	8,5 %	8,5 %	9,0 %	– p.b.	(50)p.b.
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements (9)</b>					
Total de l'actif	1 974 405 \$	2 006 531 \$	1 934 580 \$	(32 126)\$	39 825 \$
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable	405 813	409 730	320 553	(3 917)	85 260
Prêts, déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts	858 316	852 773	823 794	5 543	34 522
Actifs liés aux dérivés	105 038	142 450	130 120	(37 412)	(25 082)
Dépôts	1 241 168	1 231 687	1 203 842	9 481	37 326
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	108 360	107 734	97 923	626	10 437
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (5), (7), (8)	590 257	596 223	614 250	(5 966)	(23 993)
Biens sous gestion (5)	1 150 100	1 067 500	1 051 300	82 600	98 800
Biens administrés (5), (10), (11)	4 490 100	4 338 000	5 783 900	152 100	(1 293 800)
<b>Information sur les actions ordinaires</b>					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 406 324	1 399 337	1 382 754	6 987	23 570
– moyenne diluée	1 407 641	1 400 465	1 384 536	7 176	23 105
– à la fin de la période	1 408 257	1 400 511	1 382 818	7 746	25 439
Dividendes déclarés par action ordinaire	1,38 \$	1,35 \$	1,32 \$	0,03 \$	0,06 \$
Rendement de l'action (5)	4,5 %	4,5 %	4,0 %	– p.b.	50 p.b.
Ratio de distribution (5)	55 %	49 %	59 %	600 p.b.	(400)p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (12)	131,21 \$	110,76 \$	136,16 \$	20,45 \$	(4,95)\$
Capitalisation boursière (TSX) (12)	184 777	155 121	188 284	29 656	(3 507)
<b>Renseignements généraux liés aux activités</b>					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	90 166	91 398	92 662	(1 232)	(2 496)
Nombre de succursales	1 248	1 247	1 265	1	(17)
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 341	4 341	4 363	–	(22)
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (13)	0,745	0,732	0,745	0,013	–
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,744	0,721	0,752	0,023	(0,008)

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur l'incidence de l'adoption d'IFRS 17, y compris la description des méthodes comptables sélectionnées, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Il s'agit de mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR. Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la base de présentation de cette mesure hors PCGR.

(3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2023, nous avons déplacé les activités de prêt des Services aux investisseurs de notre secteur Gestion de patrimoine à notre secteur Marchés des Capitaux. Par conséquent, les résultats correspondants du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles comprennent la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(5) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.

(6) Le ratio de liquidité à court terme et le ratio de liquidité à long terme sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Le ratio de liquidité à court terme correspond à la moyenne du trimestre compris dans chaque période. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

(7) Les ratios de fonds propres et l'actif pondéré en fonction des risques sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF, le ratio de levier l'est conformément à celle sur les exigences de levier de ce même organisme, et le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont établis conformément à la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity [TLAC]) du BSIF. Les périodes closes le 31 janvier 2024 et le 31 octobre 2023 reflètent l'adoption des lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et le ratio de levier qui sont entrées en vigueur au cours du deuxième trimestre de 2023, et qui ont été mises à jour le 20 octobre 2023, dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III par le BSIF. La période close le 31 janvier 2024 reflète également l'adoption des cadres révisés de rajustement de la valeur de crédit et du risque de marché, qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

(8) Comme le BSIF n'exige pas le retraitement des périodes précédentes, l'adoption d'IFRS 17 n'a pas eu d'incidence sur les fonds propres réglementaires, l'actif pondéré en fonction des risques, les ratios de fonds propres, le ratio de levier, la TLAC disponible et les ratios TLAC pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2023.

(9) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(10) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14 milliards de dollars et de 6 milliards (13 milliards et de 7 milliards au 31 octobre 2023; 15 milliards et 6 milliards au 31 janvier 2023).

(11) Les montants correspondants au 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(12) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.

(13) Les moyennes sont calculées selon les cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données au 27 février 2024

Les projections et prévisions de la présente rubrique sont fondées sur des informations et hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

### Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives

La croissance du PIB ralentit dans la plupart des pays développés, freinée par l'effet décalé de la hausse des taux d'intérêt. Le taux de chômage demeure faible, mais il a augmenté considérablement au Canada depuis le printemps 2023. L'économie américaine dépasse encore les attentes, mais la réduction des embauches et du nombre de postes à pourvoir laisse présager un affaiblissement du marché de l'emploi. Les pressions inflationnistes se sont estompées à l'échelle mondiale, la résorption des problèmes de la chaîne d'approvisionnement observée plus tôt se traduisant par une diminution du coût des intrants des entreprises, et l'étendue des biens et services de consommation touchés par l'inflation s'étant réduite. L'effet décalé de la hausse des taux d'intérêt devrait continuer de ralentir l'activité économique pendant l'année civile 2024. Dans la plupart des pays développés, nous ne nous attendons pas à ce que les banques centrales imposent de nouvelles hausses des taux d'intérêt, l'inflation montrant des signes d'essoufflement et la croissance économique ayant ralenti. Dans la mesure où les pressions inflationnistes perdent encore en vigueur, la Réserve fédérale des États-Unis et la Banque du Canada devraient commencer à réduire les taux d'intérêt vers le milieu de l'année civile 2024.

#### Canada

Le PIB du Canada devrait avoir progressé de 0,3 %<sup>1</sup> et 1,4 %<sup>1</sup> aux premier et deuxième trimestres civils de 2024, respectivement, après avoir progressé légèrement au quatrième trimestre civil de 2023. Dans un contexte de croissance démographique rapide, la production par habitant devrait continuer de diminuer et le taux de chômage, d'augmenter. Le taux de chômage s'est accru, passant de 5,1 % en avril 2023 à 5,7 % en janvier 2024, et il devrait poursuivre sur sa lancée pendant la première moitié de l'année civile 2024, la hausse du coût de service de la dette des ménages continuant d'éroder le pouvoir d'achat des ménages. La Banque du Canada ne devrait pas relever davantage les taux d'intérêt. Le taux d'inflation demeure supérieur à la cible de 2 % de la Banque du Canada, mais l'étendue des hausses de prix s'est graduellement rétrécie; et l'effet décalé de la hausse de 475 p.b. du taux à un jour depuis le début du mois de mars 2022 devrait encore ralentir l'activité économique et freiner la montée des prix. La croissance du PIB devrait se raffermir, mais demeurer à un creux historique pour la deuxième moitié de l'année civile 2024, soutenue par une transition vers des baisses de taux d'intérêt par la Banque du Canada vers le milieu de l'année civile 2024, ainsi que par les niveaux élevés d'immigration et de croissance démographique.

#### États-Unis

La croissance du PIB des États-Unis s'est révélée plus tenace que celle des autres pays développés. Le PIB devrait toutefois ralentir au premier trimestre civil de 2024 et demeurer stable au deuxième trimestre civil de 2024. Le taux de chômage est demeuré très faible, à 3,7 % en janvier 2024, mais il devrait augmenter à mesure que les taux d'intérêt plus élevés ralentiront la croissance du PIB. La croissance de l'emploi aux États-Unis est demeurée solide, mais le nombre de postes vacants a continué de diminuer par rapport au début de l'année civile 2022, et le taux des embauches a reculé en deçà des niveaux prépandémiques. Même si la conjoncture économique résiste toujours, l'inflation a commencé à s'essouffler et l'éventail des biens et services touchés s'est rétréci. Dans un contexte de modération de l'activité économique et de ralentissement de l'inflation, la Réserve fédérale ne devrait pas relever davantage la fourchette cible des taux des fonds fédéraux et nous nous attendons même à ce qu'elle commence à réduire les taux d'intérêt dès le milieu de l'année civile 2024.

#### Europe

Le PIB de la zone euro ne devrait pas changer pour le premier trimestre de l'année civile 2024, après avoir connu un léger repli et une stabilisation, respectivement, pour les troisième et quatrième trimestres de l'année civile 2023. Les marchés de l'emploi sont demeurés solides, les taux de chômage se maintenant à des creux, mais l'inflation a ralenti. Compte tenu du manque de tonus de l'environnement économique, nous ne nous attendons pas à de nouvelles hausses des taux d'intérêt de la part de la Banque centrale européenne et nous entrevoyons des réductions de taux d'intérêt avant le milieu de l'année civile 2024. Le PIB du Royaume-Uni devrait également demeurer stable pour le premier trimestre de l'année civile 2024, après avoir subi de légères baisses pendant deux trimestres d'affilée au cours de la deuxième moitié de 2023. L'inflation a ralenti au Royaume-Uni, mais elle se maintient au-dessus de la cible de la Banque d'Angleterre. Nous nous attendons d'ailleurs à ce que la Banque d'Angleterre maintienne le taux bancaire à son niveau actuel pour le premier semestre de l'année civile 2024, puis qu'elle abaisse les taux au troisième trimestre civil.

#### Marchés financiers

Les rendements des obligations fléchissent depuis la fin de 2023, sous l'effet du ralentissement de l'inflation et des attentes voulant que les banques centrales abaissent les taux d'intérêt plus tôt que prévu. L'écart entre les rendements des obligations à long et à court terme, un indicateur de récession couramment utilisé, demeure inversé. L'inflation montre des signes d'essoufflement, mais sans ralentissement prononcé de l'économie, ce qui a propulsé les marchés boursiers, notamment l'indice S&P 500 qui a atteint de nouveaux sommets au début de l'année civile 2024.

<sup>1</sup> Taux annualisé

## Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller de près l'évolution de la réglementation et de nous y préparer de manière à assurer le respect des nouvelles exigences qui pourraient nous être imposées, tout en atténuant les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois et de règlements nouveaux ou modifiés ou des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Un sommaire des principaux changements de réglementation qui pourraient accroître ou réduire nos coûts et la complexité de nos activités est présenté à la rubrique Risque lié au cadre juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2023 et dans les mises à jour figurant ci-dessous.

### *Incertitude à l'échelle mondiale*

En janvier 2024, le Fonds monétaire mondial prévoyait une croissance mondiale de 3,1 % pour l'année civile 2024, soit 0,2 % de plus que ce qu'il avait prévu en octobre, en raison notamment d'une amélioration de la confiance des consommateurs associée au constat de plus en plus répandu que les banques centrales ont réussi à freiner l'inflation en évitant une récession profonde ou un « atterrissage brutal ». Il subsiste toutefois des incertitudes importantes qui soulèvent des risques pour les perspectives économiques à l'échelle mondiale, notamment en ce qui concerne les tensions géopolitiques grandissantes, comme le conflit entre la Russie et l'Ukraine, le conflit au Moyen-Orient et les tensions entre la Chine et l'Occident; des difficultés économiques croissantes en Chine qui pourraient avoir une incidence sur la croissance mondiale; la persistance de l'inflation et des taux d'intérêt élevés, et l'incidence sur la croissance économique; les événements météorologiques extrêmes; et la possible réémergence de l'instabilité du secteur financier, alors que les banques doivent composer avec une réforme réglementaire aux États-Unis. Notre modèle d'affaires diversifié, notre présence dans diverses régions et notre offre de produits variée contribuent toujours à l'atténuation des risques qu'engendre l'incertitude à l'échelle mondiale.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces changements et d'autres faits nouveaux qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques portant sur les risques de notre rapport annuel 2023. Pour plus de détails sur notre cadre et nos activités de gestion des risques, se reporter aux rubriques portant sur la gestion du risque et des fonds propres du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024.

## Événements importants

### Banque HSBC Canada

Le 29 novembre 2022, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada) pour un prix d'achat entièrement au comptant de 13,5 milliards de dollars. HSBC Canada est une banque canadienne de premier plan au service de particuliers et d'entreprises axée sur les clients connectés du monde entier. De plus, nous achèterons toutes les actions privilégiées et les titres d'emprunt subordonnés existants de HSBC Canada qui sont détenus directement ou indirectement par HSBC Holdings plc à leur valeur nominale.

L'entente prévoit un mécanisme de prix fixe selon lequel le bénéfice de HSBC Canada pour la période allant du 30 juin 2022 à la date de clôture de la transaction revient à RBC et sera reflété dans l'actif net acquis à la clôture. Dans le même ordre d'idées, nous verserons un montant supplémentaire, accumulé entre le 30 août 2023 et la date de clôture de la transaction et calculé en fonction du prix d'achat entièrement au comptant des actions ordinaires de HSBC Canada et du taux des opérations de pension à un jour.

Le 21 décembre 2023, nous avons obtenu l'approbation du ministre des Finances du Canada pour procéder à l'acquisition prévue de HSBC Canada, qui devrait être conclue le 28 mars 2024, sous réserve des conditions de clôture d'usage.

L'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs financiers à taux fixe de HSBC Canada est sensible aux variations des taux d'intérêt du marché. Les hausses de taux d'intérêt réduiront la juste valeur nette des actifs et passifs financiers qui seront acquis, ce qui aura pour effet d'augmenter le goodwill comptabilisé à la clôture et de réduire nos ratios de fonds propres. Pour gérer ce risque, nous avons auparavant annulé la désignation de certains swaps de taux d'intérêt dans des relations de couverture des flux de trésorerie de telle sorte que les profits (pertes) liés à l'évaluation à la valeur de marché seront comptabilisés en résultat net plutôt que dans les autres éléments du résultat global, ce qui permet d'atténuer la volatilité du ratio de fonds propres de clôture.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024, nous avons comptabilisé des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché de 338 millions de dollars dans les Revenus autres que d'intérêt – Autres au titre des swaps et de 52 millions dans le Revenu net d'intérêt au titre du reclassement de montants qui étaient auparavant inscrits dans les autres éléments du résultat global, deux éléments qui sont traités comme des éléments spécifiés et reflétés dans notre secteur Services de soutien généraux.

Les résultats ajustés excluant les éléments spécifiés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Rendement financier

### Vue d'ensemble

#### Premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023

Le bénéfice net s'est dégagé à 3 582 millions de dollars, en hausse de 449 millions, ou 14 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,50 \$, ayant progressé de 0,27 \$, ou 12 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 13,1 %, contre 12,6 % il y a un an. Notre ratio CET1 s'est établi à 14,9 %, en hausse de 220 p.b. sur un an.

Le bénéfice net ajusté s'est dégagé à 4 066 millions de dollars, en baisse de 196 millions, ou 5 %, par rapport à il y a un an. Le bénéfice ajusté dilué par action s'est établi à 2,85 \$, ayant régressé de 0,19 \$, ou 6 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 14,9 %, en baisse par rapport à 17,2 % un an plus tôt.

Notre bénéfice a augmenté par rapport à il y a un an, les résultats de l'exercice précédent reflétant l'incidence du Dividende pour la relance du Canada (DRC) et des autres ajustements fiscaux connexes, qui a été traité comme un élément spécifié et reflété dans le secteur Services de soutien généraux. Le bénéfice de la période à l'étude reflète également les éléments spécifiés liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada dans le secteur Services de soutien généraux. Nos résultats reflètent également la hausse du bénéfice du secteur Assurances. Ce facteur a été contrebalancé en partie par le recul du bénéfice des secteurs Gestion de patrimoine, Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le bénéfice net s'est chiffré à 3 582 millions de dollars, en baisse de 357 millions, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,50 \$, en baisse de 0,26 \$, ou 9 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 13,1 %, en baisse par rapport à 14,9 % au trimestre précédent. Notre ratio CET1 de 14,9 % a augmenté de 40 p.b. en regard du trimestre précédent.

Le bénéfice net ajusté de 4 066 millions de dollars s'est accru de 293 millions, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice ajusté dilué par action a atteint 2,85 \$, en hausse de 0,20 \$, ou 8 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 14,9 %, en hausse de 70 p.b. par rapport à 14,2 % au trimestre précédent.

Notre bénéfice a diminué par rapport au dernier trimestre, en raison principalement des éléments spécifiés liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada, qui sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux. Les résultats du secteur Services de soutien généraux du trimestre précédent reflétaient l'incidence favorable de l'élément spécifié lié à certains ajustements au titre de l'impôt différé. Nos résultats reflètent également la diminution des résultats du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, qui a été contrebalancée en partie par l'augmentation des résultats des secteurs Gestion de patrimoine, Marchés des Capitaux et Assurances.

Pour plus de détails sur nos résultats des secteurs d'exploitation et le ratio CET1, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

### Résultats ajustés

Les résultats ajustés excluent les éléments spécifiés, ainsi que l'incidence après impôt de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition. Les résultats ajustés sont des mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Incidence du change

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux postes de l'état du résultat net.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	T1 2024 par rapport au T1 2023	T1 2024 par rapport au T4 2023
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus	36 \$	(96)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	2	(2)
Frais autres que d'intérêt	28	(52)
Impôt sur le résultat	–	(4)
Bénéfice net	6	(38)
<i>Incidence sur le bénéfice par action</i>		
De base	– \$	(0,03)\$
Dilué	–	(0,03)

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités.

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2024	le 31 octobre 2023	le 31 janvier 2023
Dollar américain	0,745	0,732	0,745
Livre sterling	0,588	0,594	0,612
Euro	0,683	0,687	0,698

(1) Les moyennes sont calculées selon les cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

## Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2024	le 31 octobre 2023 (1)	le 31 janvier 2023 (1)
Revenu d'intérêt et de dividende	25 609 \$	24 502 \$	19 337 \$
Charge d'intérêt	19 277	17 960	13 135
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>6 332 \$</b>	<b>6 542 \$</b>	<b>6 202 \$</b>
<b>Marge nette d'intérêt</b>	<b>1,41 %</b>	<b>1,51 %</b>	<b>1,47 %</b>
Résultat des activités d'assurance	187 \$	137 \$	192 \$
Résultat des placements d'assurance (2)	141	64	(73)
Revenus tirés des activités de négociation	804	408	1 069
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 185	2 106	2 056
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 030	1 014	1 015
Commissions de courtage en valeurs mobilières	388	363	361
Frais bancaires	554	548	511
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	606	563	512
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	262	248	433
Revenus sur cartes	326	302	325
Commissions de crédit	395	411	379
Profits nets sur les titres de placement	70	2	53
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	12	(223)	29
Autres	193	200	293
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>7 153</b>	<b>6 143</b>	<b>7 155</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>13 485 \$</b>	<b>12 685 \$</b>	<b>13 357 \$</b>
<b>Information supplémentaire sur les activités de négociation</b>			
Revenu net d'intérêt (3)	344 \$	345 \$	186 \$
Revenus autres que d'intérêt	804	408	1 069
<b>Total des revenus tirés des activités de négociation</b>	<b>1 148 \$</b>	<b>753 \$</b>	<b>1 255 \$</b>

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Les résultats retraités de 2023 pourraient ne pas être entièrement comparables à ceux de la période considérée, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs conformément aux dispositions d'IFRS 17.

(3) Tient compte du revenu net d'intérêt découlant des positions liées aux activités de négociation, y compris les actifs et passifs qui sont classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

## Premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023

Le total des revenus a augmenté de 128 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à un an plus tôt, en raison principalement de la hausse du résultat des placements d'assurance, du revenu net d'intérêt et des commissions de gestion de placements et de services de garde. La progression des commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation, des revenus de change, des revenus tirés des activités de négociation et des autres revenus.

Le revenu net d'intérêt a progressé de 130 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de la croissance moyenne des volumes dans le secteur Services bancaires canadiens, et de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été atténués par la diminution des revenus de nos services de trésorerie du secteur Marchés des Capitaux.

La marge nette d'intérêt s'est repliée de 6 p.b. par rapport à il y a un an, ce qui s'explique essentiellement par la diminution des résultats des activités de négociation dans le secteur Marchés des Capitaux, y compris l'incidence de données correspondantes solides un an plus tôt, et par le repli des marges dans le secteur Services bancaires canadiens. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence favorable de la hausse des taux d'intérêt dans la plupart de nos secteurs et par celle associée à la vente partielle des activités de RBC Investor Services®.

Le résultat des placements d'assurance a augmenté de 214 millions de dollars, ce qui tient essentiellement au rendement favorable des placements associé au repositionnement de notre portefeuille aux fins de la transition à IFRS 17. La période à l'étude a également été favorisée par des conditions de marché favorables.

Les revenus tirés des activités de négociation ont diminué de 265 millions de dollars, ou 25 %, en raison essentiellement du recul des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation dans la plupart des régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 129 millions de dollars, ou 6 %, ce qui est attribuable essentiellement à l'accroissement des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation des marchés et des ventes nettes.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont augmenté de 94 millions de dollars, ou 18 %, en raison principalement des originations de titres de créance, surtout aux États-Unis.

Les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, ont diminué de 171 millions de dollars, ou 39 %, du fait essentiellement des profits de change de l'exercice précédent associés à certains financements libellés en monnaies étrangères, ce qui a été contrebalancé par l'incidence des couvertures économiques dans les autres revenus. L'incidence de la vente partielle des activités de RBC Investor Services a également contribué à la baisse précitée.

Les autres revenus ont reculé de 100 millions de dollars, ou 34 %, en raison principalement de l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à l'acquisition prévue de HSBC Canada, qui a été traitée comme un élément spécifié. Ce facteur a été contrebalancé en partie par l'incidence des couvertures économiques, qui sont compensées en grande partie dans les revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation, et les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui sont compensées en grande partie dans les Frais autres que d'intérêt.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le total des revenus a augmenté de 800 millions de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation et de la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées reflétant l'incidence d'un élément spécifié au trimestre précédent. L'accroissement des commissions de gestion de placements et de services de garde et du résultat des placements d'assurance a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une baisse du revenu net d'intérêt. L'incidence du change a réduit le total des revenus de 96 millions de dollars.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 210 millions de dollars, ou 3 %, ce qui reflète essentiellement l'incidence d'un ajustement comptable favorable au trimestre précédent dans le secteur Services de soutien généraux, compensée dans les autres revenus. Ce facteur a été atténué par l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans le secteur Marchés des Capitaux, ainsi que par la croissance moyenne des volumes et l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le résultat des placements d'assurance a augmenté de 77 millions de dollars, en raison principalement du rendement favorable des placements associé au repositionnement de notre portefeuille aux fins de la transition à IFRS 17. La période à l'étude a également été favorisée par des conditions de marché favorables. La diminution des coûts de financement a également contribué à l'augmentation.

Les revenus tirés des activités de négociation ont bondi de 396 millions de dollars, ou 97 %, du fait essentiellement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, principalement en Europe et aux États-Unis, et de l'accroissement des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation dans la plupart des régions.

Les commissions de gestion de placements et de services de garde ont augmenté de 79 millions de dollars, ou 4 %, ce qui reflète essentiellement l'accroissement des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation des marchés.

La quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées a augmenté de 235 millions de dollars, le trimestre précédent reflétant l'incidence de pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée, qui avait été traitée comme un élément spécifié.

Les autres revenus ont reculé de 7 millions de dollars, ou 4 %, ce qui tient en grande partie à l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à l'acquisition prévue de HSBC Canada au cours du trimestre à l'étude, qui a été traitée comme un élément spécifié. Le trimestre précédent reflétait en outre l'incidence favorable d'éléments fiscaux et des profits dans nos portefeuilles d'activités autres que de négociation. Ces facteurs ont été contrebalancés pour l'essentiel par les variations de la juste valeur des couvertures liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été annulées pour l'essentiel dans les frais autres que d'intérêt, et par l'incidence des couvertures économiques dans le secteur Services de soutien généraux, ce qui a été neutralisé dans le revenu net d'intérêt.

### Dotation à la provision pour pertes de crédit <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2024	le 31 octobre 2023	le 31 janvier 2023
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	149 \$	104 \$	140 \$
Gestion de patrimoine	(27)	63	24
Marchés des Capitaux	10	27	9
Services de soutien généraux et autres <sup>(2)</sup>	1	–	–
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>133</b>	<b>194</b>	<b>173</b>
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	486 \$	358 \$	262 \$
Gestion de patrimoine	38	69	42
Marchés des Capitaux	161	112	53
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>685</b>	<b>539</b>	<b>357</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>818</b>	<b>733</b>	<b>530</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments <sup>(3)</sup></b>	<b>(5)</b>	<b>(13)</b>	<b>2</b>
<b>Total de la dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>813 \$</b>	<b>720 \$</b>	<b>532 \$</b>
La dotation à la provision pour pertes de crédit comprend ce qui suit :			
Prêts de détail	137 \$	65 \$	134 \$
Prêts de gros	(4)	129	39
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>133</b>	<b>194</b>	<b>173</b>
Prêts de détail	359	293	239
Prêts de gros	326	246	118
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>685</b>	<b>539</b>	<b>357</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>818 \$</b>	<b>733 \$</b>	<b>530 \$</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>0,37 %</b>	<b>0,34 %</b>	<b>0,25 %</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations</b>	<b>0,31 %</b>	<b>0,25 %</b>	<b>0,17 %</b>

(1) L'information sur les prêts englobe celle sur les prêts, les acceptations et les engagements.

(2) Comprend la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée dans les secteurs Services de soutien généraux et Assurances.

(3) La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux autres éléments inclut les montants liés aux titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières et achetées.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 281 millions de dollars, ou 53 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux, laquelle a été contrebalancée en partie par la baisse des dotations du secteur Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a progressé de 12 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a reculé de 40 millions de dollars, ou 23 %, ce qui s'explique surtout par les contrepassations au cours du trimestre à l'étude dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), lesquelles sont principalement attribuables à des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques, contrebalancés en partie par des changements défavorables dans la qualité du crédit, alors que des dotations avaient été constituées à l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 328 millions de dollars, en raison surtout de l'accroissement des dotations constituées dans nos portefeuilles des secteurs Services bancaires canadiens et Marchés des Capitaux, principalement dans le secteur d'activités de l'immobilier et autres.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le total de la dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 93 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'accroissement des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Marchés des Capitaux, en partie compensé par la diminution des dotations du secteur Gestion de patrimoine. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts a augmenté de 3 p.b.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a fléchi de 61 millions de dollars, ou 31 %, ce qui découle en grande partie des contrepassations au cours du trimestre à l'étude, comparativement à des dotations constituées au trimestre précédent, dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), ainsi que de la baisse des dotations dans le secteur Marchés des Capitaux, facteurs qui étaient essentiellement attribuables à des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques, contrebalancés en partie par des changements dans nos perspectives concernant la qualité du crédit. Ces facteurs ont été annulés partiellement par l'augmentation des dotations dans nos portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, qui tient principalement aux changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques au cours du trimestre précédent, comparativement aux changements défavorables du trimestre à l'étude, facteur qui a été atténué par des changements moins défavorables concernant la qualité du crédit.

La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 146 millions de dollars, ou 27 %, en raison principalement de l'accroissement des dotations des portefeuilles de notre secteur Services bancaires canadiens.

### Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2024	le 31 octobre 2023 (1)	le 31 janvier 2023 (1)
Salaires	2 078 \$	2 239 \$	2 010 \$
Rémunération variable	2 083	1 955	2 026
Avantages du personnel et conservation du personnel	605	489	544
Rémunération fondée sur des actions	397	(17)	270
Ressources humaines	5 163	4 666	4 850
Matériel	619	612	569
Frais d'occupation	407	401	404
Communications	321	344	278
Honoraires	624	692	382
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	352	357	362
Autres	838	987	744
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>8 324 \$</b>	<b>8 059 \$</b>	<b>7 589 \$</b>
<b>Ratio d'efficacité (2)</b>	<b>61,7 %</b>	<b>63,5 %</b>	<b>56,8 %</b>
<b>Ratio d'efficacité ajusté (3), (4)</b>	<b>57,9 %</b>	<b>60,1 %</b>	<b>56,1 %</b>

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Il s'agit d'un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons révisé la composition de ce ratio hors PCGR. Les montants ajustés correspondants ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023

Les frais autres que d'intérêt sont en hausse de 735 millions de dollars, ou 10 %, sur un an, du fait surtout des coûts de transaction et d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada, qui est traitée comme un élément spécifié, et du coût de la cotisation spéciale de la FDIC de 159 millions (115 millions après impôt). L'augmentation des coûts liés au personnel, la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus, ainsi que l'augmentation des honoraires ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la réduction des frais par suite de la vente partielle des activités de RBC Investor Services.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 61,7 %, soit une hausse de 490 p.b. en regard de 56,8 % un an plus tôt. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 57,9 %, soit une hausse de 180 p.b. par rapport à 56,1 % un an auparavant.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 265 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, et ce, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée pour l'essentiel dans les autres revenus. Le coût de la cotisation spéciale de la FDIC de 159 millions (115 millions après impôt) et l'accroissement des coûts de rémunération variable ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence de réserves légales dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au cours du trimestre précédent ainsi que par la diminution des honoraires.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 61,7 %, soit un recul de 180 p.b. en regard de 63,5 % pour le trimestre précédent. Notre ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 57,9 %, soit un repli de 220 p.b. par rapport à 60,1 % pour le trimestre précédent.

Le ratio d'efficacité ajusté est un ratio hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2024	le 31 octobre 2023 (1)	le 31 janvier 2023 (1)
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>766 \$</b>	<b>(33)\$</b>	<b>2 103 \$</b>
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>4 348</b>	<b>3 906</b>	<b>5 236</b>
<b>Taux d'imposition effectif</b>	<b>17,6 %</b>	<b>(0,8)%</b>	<b>40,2 %</b>
<b>Résultats ajustés (2), (3)</b>			
Impôt sur le résultat ajusté	<b>913</b>	<b>670</b>	<b>1 071</b>
Résultat avant impôt ajusté	<b>4 979</b>	<b>4 443</b>	<b>5 333</b>
Taux d'imposition effectif ajusté	<b>18,3 %</b>	<b>15,1 %</b>	<b>20,1 %</b>

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Il s'agit de mesures hors PCGR. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons révisé la composition de ces mesures hors PCGR. Les montants ajustés correspondants ont été révisés afin qu'ils soient conformes à la présentation actuelle.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023

La charge d'impôt a diminué de 1 337 millions de dollars, ou 64 %, par rapport à il y a un an, en raison principalement de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes, qui constituait un élément spécifié pour l'exercice précédent. La baisse du bénéfice avant impôt a également contribué à la diminution. La charge d'impôt ajustée a reculé de 158 millions, ou 15 %, par rapport à il y a un an.

Le taux d'imposition effectif a diminué de 2 260 p.b. pour s'établir à 17,6 %, en raison principalement de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes susmentionnés. Le taux d'imposition effectif ajusté a reculé de 180 p.b. pour s'établir à 18,3 %.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

La charge d'impôt a augmenté de 799 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, qui reflétait l'incidence de certains ajustements au titre de l'impôt différé, qui constituait un élément spécifié. L'augmentation du bénéfice avant impôt a également contribué à l'augmentation. La charge d'impôt ajustée a augmenté de 243 millions, ou 36 %, par rapport au trimestre précédent.

Le taux d'imposition effectif a augmenté de 1 840 p.b. pour s'établir à 17,6 %, du fait principalement de l'incidence de certains ajustements au titre de l'impôt différé mentionnés plus haut. Le taux d'imposition effectif ajusté a augmenté de 320 p.b. pour s'établir à 18,3 %.

Pour plus de détails sur les éléments spécifiés, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Résultats des secteurs d'exploitation

### Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité. Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2023, nous avons révisé prospectivement notre méthode d'attribution du capital de manière à inclure la répartition de la dette entre nos secteurs d'exploitation, et afin que nos processus d'attribution suivent davantage l'évolution des exigences relatives aux fonds propres réglementaires. La méthode que nous utilisons pour attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation vise à mesurer de façon constante les coûts économiques et à les harmoniser avec les avantages et risques sous-jacents aux activités de chaque secteur d'exploitation, et fournit ainsi une mesure du rendement uniforme pour l'ensemble de nos secteurs d'exploitation, ce qui aide la direction à établir la répartition des ressources en tenant compte d'autres facteurs. Pour le secteur Assurances, l'attribution du capital demeure inchangée et continue d'être établie en fonction du capital économique, celui-ci devant être pleinement diversifié.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2023.

## Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

**Mesures de rendement**

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres financiers, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Certaines mesures financières, incluant le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, n'ont pas de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues que présentent d'autres institutions financières.

**Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires**

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires consolidé est égal au bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Le calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs repose sur le bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le capital attribué moyen pour la période. Pour chaque secteur, exception faite du secteur Assurances, la moyenne du capital attribué tient compte du capital et du levier nécessaires pour contrer les divers risques et montants investis dans le goodwill et les immobilisations incorporelles et d'autres déductions réglementaires. Pour le secteur Assurances, la répartition du capital est fondée sur le capital économique, celui-ci devant être pleinement diversifié.

L'attribution du capital suppose le recours à des hypothèses, à des jugements et à des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction, selon les besoins. Pour plus de détails sur les modifications apportées à notre méthode d'attribution du capital, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Toute modification de ces hypothèses, jugements et méthodes peut avoir une incidence significative sur l'information relative au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur d'exploitation que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements semblables sur des mesures d'attribution et de rendement connexes peuvent faire appel à d'autres hypothèses, jugements et méthodes.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos						le 31 octobre	le 31 janvier
	le 31 janvier 2024						2023	2023
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises (1)	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux	Total	Total (2)	Total (2)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 042 \$	595 \$	219 \$	1 137 \$	(471)\$	3 522 \$	3 870 \$	3 087 \$
Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3), (4)	31 200	22 550	2 150	31 050	20 150	107 100	103 250	97 300
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5)	26,0 %	10,5 %	40,5 %	14,6 %	n.s.	13,1 %	14,9 %	12,6 %

(1) Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2023, notre méthode d'attribution du capital intègre les exigences de levier afin d'attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails sur les changements apportés à notre méthode d'attribution du capital, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(3) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(4) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué.

(5) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

**Mesures hors PCGR**

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR (dont les ratios hors PCGR) sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre performance financière pour le trimestre clos le 31 janvier 2024 par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 octobre 2023. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

**Résultats ajustés**

Nous sommes d'avis que la communication de résultats ajustés ainsi que de certaines mesures et certains ratios qui ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments spécifiés décrits ci-après et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition améliore la comparabilité avec les périodes précédentes et permet au lecteur de mieux évaluer les tendances liées aux activités sous-jacentes.

Nos résultats de toutes les périodes présentées ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Les coûts de transaction et d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada.

Nos résultats du trimestre clos le 31 janvier 2024 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- La gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à l'acquisition prévue de HSBC Canada. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

Nos résultats du trimestre clos le 31 octobre 2023 ont été ajustés de manière à refléter les éléments spécifiés suivants :

- Les pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée;
- Certains ajustements au titre de l'impôt différé : ces ajustements reflètent la comptabilisation d'actifs d'impôt différé liés aux pertes réalisées relativement à City National au titre de la vente intragroupe de certains titres de créance.

Nos résultats du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été ajustés de manière à refléter l'élément spécifié suivant :

- Le DRC et les autres ajustements fiscaux connexes : cela reflète l'incidence du DRC et l'augmentation du taux d'imposition des sociétés canadiennes de 1,5 % applicable à l'exercice 2022, déduction faite des ajustements au titre de l'impôt différé, qui ont été annoncés dans le budget 2022 du gouvernement du Canada et adoptés au premier trimestre de 2023.

**Résultats consolidés, montants présentés et ajustés**

Le tableau qui suit présente un rapprochement des résultats ajustés et des résultats présentés et illustre le calcul des mesures ajustées présentées. Les résultats et mesures ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres d'actions et les pourcentages)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2024	31 octobre 2023 (1)	31 janvier 2023 (1)
<b>Total des revenus</b>	<b>13 485 \$</b>	<b>12 685 \$</b>	<b>13 357 \$</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	813	720	532
Frais autres que d'intérêt	8 324	8 059	7 589
Bénéfice avant impôt	4 348	3 906	5 236
Impôt sur le résultat	766	(33)	2 103
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 582 \$</b>	<b>3 939 \$</b>	<b>3 133 \$</b>
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 522 \$	3 870 \$	3 087 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 406 324	1 399 337	1 382 754
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,50 \$	2,77 \$	2,23 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 407 641	1 400 465	1 384 536
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,50 \$	2,76 \$	2,23 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	13,1 %	14,9 %	12,6 %
Taux d'imposition effectif	17,6 %	(0,8)%	40,2 %
<b>Total des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net (avant impôt)</b>	<b>631 \$</b>	<b>537 \$</b>	<b>97 \$</b>
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (3)	265	203	11
Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à l'acquisition prévue de HSBC Canada (3), (4)	286	-	-
Élément spécifié : Pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée (5)	-	242	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (6)	80	92	86
<b>Total de l'impôt sur le résultat au titre des ajustements ayant une incidence sur le bénéfice net</b>	<b>147 \$</b>	<b>703 \$</b>	<b>(1 032) \$</b>
Élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (3)	47	36	3
Élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à l'acquisition prévue de HSBC Canada (3), (4)	79	-	-
Élément spécifié : Pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée (5)	-	65	-
Élément spécifié : Certains ajustements au titre de l'impôt différé (3)	-	578	-
Élément spécifié : DRC et autres ajustements fiscaux connexes (3), (7)	-	-	(1 050)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (6)	21	24	15
<b>Résultats ajustés (8)</b>			
Bénéfice avant impôt – ajusté	4 979	4 443	5 333
Impôt sur le résultat – ajusté	913	670	1 071
<b>Bénéfice net – ajusté</b>	<b>4 066 \$</b>	<b>3 773 \$</b>	<b>4 262 \$</b>
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires – ajusté	4 006 \$	3 704 \$	4 216 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 406 324	1 399 337	1 382 754
Bénéfice de base par action (en dollars) – ajusté	2,85 \$	2,65 \$	3,05 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 407 641	1 400 465	1 384 536
Bénéfice dilué par action (en dollars) – ajusté	2,85 \$	2,65 \$	3,04 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – ajusté	14,9 %	14,2 %	17,2 %
Taux d'imposition effectif ajusté	18,3 %	15,1 %	20,1 %
<b>Ratio d'efficacité ajusté (9)</b>			
Total des revenus	13 485 \$	12 685 \$	13 357 \$
Plus élément spécifié : Gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à l'acquisition prévue de HSBC Canada (avant impôt) (3), (4)	286	-	-
Plus élément spécifié : Pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée (avant impôt) (5)	-	242	-
Total des revenus – ajusté	13 771 \$	12 927 \$	13 357 \$
Frais autres que d'intérêt	8 324 \$	8 059 \$	7 589 \$
Moins élément spécifié : Coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) (3)	265	203	11
Moins : Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (avant impôt) (6)	80	92	86
Frais autres que d'intérêt – ajusté	7 979 \$	7 764 \$	7 492 \$
Ratio d'efficacité	61,7 %	63,5 %	56,8 %
Ratio d'efficacité – ajusté	57,9 %	60,1 %	56,1 %

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

(3) Ces montants ont été comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux.

(4) Depuis le premier trimestre de 2024, nous incluons la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à l'acquisition prévue de HSBC Canada à titre d'élément spécifié dans le calcul des mesures et ratios hors PCGR. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principaux événements au sein de l'organisation.

(5) Au cours du quatrième trimestre de 2023, nous avons comptabilisé des pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée. Ce montant a été comptabilisé dans le secteur Gestion de patrimoine.

(6) Représente l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition (excluant l'amortissement des logiciels), et de toute dépréciation du goodwill.

(7) L'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes ne tient pas compte d'un montant de 0,2 milliard de dollars comptabilisé dans les autres éléments du résultat global.

(8) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons inclus les coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition à titre d'éléments donnant lieu à des ajustements dans le calcul des mesures et ratios hors PCGR. Par conséquent, les résultats ajustés correspondants du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la base de présentation de cette mesure hors PCGR. Au 31 janvier 2024, le cumul des coûts de transaction et d'intégration de HSBC Canada (avant impôt) engagés s'élevait à 0,6 milliard de dollars et il est actuellement estimé qu'un montant additionnel de 0,9 milliard sera engagé, pour un total avoisinant 1,5 milliard.

(9) Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2023, nous avons révisé la composition de ce ratio hors PCGR, qui est calculé en divisant les frais autres que d'intérêt ajustés par le total des revenus ajustés. Par conséquent, les résultats ajustés correspondants du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la base de présentation de ce ratio hors PCGR.

**Résultats sectoriels, présentés et ajustés**

Le tableau qui suit présente un rapprochement des résultats ajustés et des résultats présentés du secteur Gestion de patrimoine pour le trimestre clos le 31 octobre 2023. Les résultats et mesures ajustés présentés ci-après sont des mesures ou ratios hors PCGR.

	Pour le trimestre clos		
	le 31 octobre 2023 (1)		
	Montants présentés	Élément exclu	
Élément spécifié (2)		Montants ajustés	
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
<b>Total des revenus</b>	4 188 \$	242 \$	4 430 \$
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	132	–	132
Frais autres que d'intérêt	3 749	–	3 749
<b>Bénéfice net avant impôt</b>	307	242	549
<b>Bénéfice net</b>	215 \$	177 \$	392 \$
<b>Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires</b>	200	177	377
<b>Total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3), (4)</b>	23 600		23 600
<b>Revenus par secteur</b>			
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 867 \$	242 \$	2 109 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US)	1 369	175	1 544
<b>Principaux ratios</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5)	3,4 %		6,3 %
Marge avant impôt (6)	7,3 %		12,4 %

- (1) Il n'y avait aucun élément spécifié ayant une incidence sur le secteur Gestion de patrimoine pour les trimestres clos le 31 janvier 2024 et le 31 janvier 2023.
- (2) Au cours du quatrième trimestre de 2023, nous avons comptabilisé des pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée.
- (3) Les chiffres ayant trait au total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.
- (4) Les montants se rapportant aux divers secteurs sont désignés à titre de capital attribué.
- (5) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.
- (6) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

## Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2024	31 octobre 2023	31 janvier 2023
Revenu net d'intérêt	4 216 \$	4 188 \$	4 007 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 578	1 530	1 534
<b>Total des revenus</b>	<b>5 794</b>	<b>5 718</b>	<b>5 541</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	150	103	141
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	484	348	260
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>634</b>	<b>451</b>	<b>401</b>
Frais autres que d'intérêt	2 339	2 410	2 229
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>2 821</b>	<b>2 857</b>	<b>2 911</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 061 \$</b>	<b>2 091 \$</b>	<b>2 126 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Services bancaires canadiens	5 516 \$	5 434 \$	5 284 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	278	284	257
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	26,0 %	26,7 %	29,8 %
Marge nette d'intérêt	2,77 %	2,77 %	2,76 %
Ratio d'efficacité (2)	40,4 %	42,1 %	40,2 %
Levier d'exploitation (2)	(0,3)%	(0,7)%	5,2 %
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	605 500 \$	599 400 \$	575 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	614 100	607 200	581 800
Moyenne des dépôts	630 600	621 000	579 800
Biens administrés (3), (4)	362 700	336 800	353 400
Moyenne des biens administrés	357 200	341 700	343 500
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,31 %	0,23 %	0,18 %
<b>Autres informations – Services bancaires canadiens</b>			
Bénéfice net	1 967 \$	1 998 \$	2 056 \$
Marge nette d'intérêt	2,72 %	2,71 %	2,73 %
Ratio d'efficacité	39,2 %	40,9 %	39,0 %
Levier d'exploitation	(0,7)%	(1,4)%	5,1 %

(1) Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2023, notre méthode d'attribution du capital intègre les exigences de levier afin d'attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails sur les changements apportés à notre méthode d'attribution du capital, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Se reporter au glossaire pour une définition de cette mesure.

(3) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, respectivement, de 14 milliards de dollars et 6 milliards au 31 janvier 2024 (13 milliards et 7 milliards au 31 octobre 2023; 15 milliards et 6 milliards au 31 janvier 2023).

(4) Les montants correspondants du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

## Rendement financier

### Premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023

Le bénéfice net a diminué de 65 millions de dollars, ou 3 %, sur un an, reflétant essentiellement l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit et la hausse des frais autres que d'intérêt. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 7 % du secteur Services bancaires canadiens et l'élargissement des écarts.

Le total des revenus a augmenté de 253 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus du secteur Services bancaires canadiens ont progressé de 232 millions de dollars, ou 4 %, du fait surtout d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 9 % pour les dépôts et de 5 % pour les prêts, ainsi que des avantages découlant de la hausse des taux d'intérêt.

Les revenus du secteur Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis ont augmenté de 21 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant l'amélioration des écarts.

La marge nette d'intérêt a augmenté de 1 p.b., en raison surtout de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt, qui a été en grande partie contrebalancée par des pressions concurrentielles sur les prix et des changements dans la composition des produits.

La dotation à la provision pour pertes de crédit s'est accrue de 233 millions de dollars, ou 58 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens dans certains secteurs d'activité, dont celui de l'automobile. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 13 p.b.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 110 millions de dollars, ou 5 %, ce qui est imputable en grande partie à la hausse des frais de commercialisation, associée pour l'essentiel aux campagnes visant l'ajout de nouveaux clients, aux coûts liés au personnel et aux investissements en cours dans la technologie.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le bénéfice net s'est replié de 30 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes de crédit. Ce facteur a été contrebalancé en grande partie par la baisse des frais autres que d'intérêt, l'augmentation des revenus sur cartes, ainsi que par la hausse du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 1 % et l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires canadiens.

Le total des revenus a progressé de 76 millions de dollars, ou 1 %, du fait surtout d'une augmentation du revenu net d'intérêt reflétant la croissance moyenne des volumes de 1 % et l'élargissement des écarts dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que de l'augmentation des revenus sur cartes. L'accroissement des revenus de change, qui reflète l'intensification des activités des clients, a également contribué à l'augmentation.

La marge nette d'intérêt est demeurée inchangée, l'incidence de la hausse des taux d'intérêt ayant été contrebalancée par les pressions concurrentielles sur les prix.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a progressé de 183 millions de dollars, ou 41 %, en raison principalement de l'augmentation des dotations liées aux prêts douteux de nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens dans quelques secteurs d'activité, y compris ceux de l'automobile et des autres services. Cette progression est également attribuable à l'accroissement des dotations liées aux prêts productifs, principalement dans les portefeuilles du secteur Services bancaires canadiens, qui reflètent essentiellement les changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques qui tranchent avec les changements défavorables du trimestre à l'étude, ce qui a été compensé en partie par une baisse des changements défavorables concernant la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont repliés de 71 millions de dollars, ou 3 %, reflétant en grande partie le calendrier des honoraires et la baisse des coûts liés au personnel, ce qui est essentiellement attribuable à l'incidence des indemnités de départ du trimestre précédent.

## Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2024	31 octobre 2023	31 janvier 2023 (1)
Revenu net d'intérêt (2)	1 150 \$	1 143 \$	1 216 \$
Revenus autres que d'intérêt (2)	3 387	3 045	3 344
<b>Total des revenus</b>	<b>4 537</b>	<b>4 188</b>	<b>4 560</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	(27)	63	24
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	38	69	42
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>11</b>	<b>132</b>	<b>66</b>
Frais autres que d'intérêt	3 768	3 749	3 434
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>758</b>	<b>307</b>	<b>1 060</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>606 \$</b>	<b>215 \$</b>	<b>830 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Gestion de patrimoine – Canada	1 177 \$	1 127 \$	1 111 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	2 158	1 867	2 128
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains)	1 609	1 369	1 585
Gestion mondiale d'actifs	725	674	683
Gestion de patrimoine – International	317	338	288
Services aux investisseurs (3)	160	182	350
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	10,5 %	3,4 %	13,4 %
Marge nette d'intérêt	3,07 %	2,91 %	2,73 %
Marge avant impôt (5)	16,7 %	7,3 %	23,2 %
Nombre de conseillers (6)	6 125	6 169	6 199
Moyenne du total des actifs productifs, montant net	149 000 \$	156 000 \$	177 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	111 900	114 200	114 200
Moyenne des dépôts (3)	155 400	156 600	185 600
Biens administrés (3), (7)	4 108 400	3 981 500	5 412 000
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (7)	803 400	752 700	713 100
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars américains) (7)	597 800	542 800	536 100
Services aux investisseurs (7)	2 508 700	2 488 600	3 974 100
Biens sous gestion (7)	1 141 200	1 058 900	1 042 900
Moyenne des biens administrés (3)	4 065 000	4 056 200	5 423 100
Moyenne des biens sous gestion	1 122 100	1 070 100	1 027 300
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,14 %	0,24 %	0,14 %
<b>Résultats ajustés (8)</b>			
Total des revenus ajusté	s.o. \$	4 430 \$	s.o. \$
Bénéfice avant impôt ajusté	s.o.	549	s.o.
Bénéfice net ajusté	s.o.	392	s.o.
Revenu ajusté de Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	s.o.	2 109	s.o.
Revenu ajusté de Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US)	s.o.	1 544	s.o.
<b>Principaux ratios ajustés (8)</b>			
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté (4)	s.o.	6,3 %	s.o.
Marge avant impôt ajustée	s.o.	12,4 %	s.o.

Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos	
	T1 2024 par rapport au T1 2023	T1 2024 par rapport au T4 2023
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	17 \$	(38) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	–	–
Frais autres que d'intérêt	17	(31)
Bénéfice net	1	(6)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	– %	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(4) %	(1) %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(2) %	(1) %

- (1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2023, nous avons déplacé les activités de prêt des Services aux investisseurs de notre secteur Gestion de patrimoine à notre secteur Marchés des Capitaux. Par conséquent, les résultats correspondants du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
  - (2) Les montants du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
  - (3) Nous avons conclu la vente partielle des activités de RBC Investor Services en Europe (autres que le Royaume-Uni) et à Jersey à CACEIS le 3 juillet 2023 et le 1<sup>er</sup> décembre 2023, respectivement. La conclusion de la vente des activités de l'antenne britannique de RBC Investor Services Trust demeure assujettie aux conditions de clôture d'usage. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.
  - (4) Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2023, notre méthode d'attribution du capital intègre les exigences de levier afin d'attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails sur les changements apportés à notre méthode d'attribution du capital, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.
  - (5) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.
  - (6) Représente les conseillers en contact direct avec les clients au sein de tous nos services du secteur Gestion de patrimoine.
  - (7) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
  - (8) Il s'agit de mesures et de ratios hors PCGR. Il n'y avait aucun élément spécifié pour les trimestres clos le 31 janvier 2023 et le 31 janvier 2024. Au cours du trimestre clos le 31 octobre 2023, nous avons comptabilisé des pertes de valeur de 177 millions de dollars (242 millions avant impôt) liées à notre participation dans une entreprise associée. Pour plus de détails, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- s.o. sans objet

## Rendement financier

### Premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023

Le bénéfice net a diminué de 224 millions de dollars, ou 27 %, par rapport à il y a un an, en raison essentiellement du coût de la cotisation spéciale de la FDIC de 115 millions (159 millions avant impôt) au cours du trimestre à l'étude. La hausse de la rémunération variable proportionnelle à celle des revenus donnant droit à commissions, l'augmentation des coûts liés au personnel et des honoraires, qui reflètent essentiellement nos investissements continus dans l'infrastructure opérationnelle de City National, et la baisse du revenu net d'intérêt ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation des marchés et des ventes nettes.

Le total des revenus a reculé de 23 millions de dollars, ou 1 %. Les revenus tirés des services aux investisseurs ont diminué par suite de la vente partielle des activités de RBC Investor Services au troisième trimestre de 2023.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 66 millions de dollars, ou 6 %, en raison surtout de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. L'augmentation des revenus tirés des transactions, essentiellement attribuable aux activités des clients, a également contribué à la hausse précitée. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution du revenu net d'intérêt découlant du recul des volumes des dépôts et du rétrécissement des écarts.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 30 millions de dollars, ou 1 %. En dollars américains, ils ont affiché une hausse de 24 millions, ou 2 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés et les ventes nettes. Ce facteur a été atténué par la baisse du revenu net d'intérêt et par le recul des revenus tirés des dépôts dans des comptes de passage.

Les revenus du secteur Gestion mondiale d'actifs ont progressé de 42 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de l'augmentation des revenus tirés des services tarifés, qui reflète la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, essentiellement attribuable à l'appréciation des marchés, et de la hausse des honoraires liés au rendement.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont augmenté de 29 millions de dollars, ou 10 %, et ce, principalement en raison de l'incidence du change et de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète l'appréciation des marchés.

Les revenus du secteur Services aux investisseurs ont diminué de 190 millions de dollars, ou 54 %, en raison principalement de la réduction des revenus par suite de la vente partielle des activités de RBC Investor Services.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a diminué de 55 millions de dollars, ou 83 %, principalement pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), en raison surtout de contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude, du fait essentiellement de changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques, qui ont été compensées en partie par des changements défavorables concernant la qualité du crédit, alors que des dotations avaient été constituées un an plus tôt.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 334 millions de dollars, ou 10 %, en raison principalement du coût de la cotisation spéciale de la FDIC susmentionnée et de la hausse de la rémunération variable proportionnelle à celle des revenus donnant droit à commissions. Cette augmentation est également attribuable à la hausse des coûts liés au personnel et des honoraires, qui reflète essentiellement nos investissements continus dans l'infrastructure opérationnelle de City National, et à nos investissements en cours dans la technologie. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la réduction des dépenses par suite de la vente partielle des activités de RBC Investor Services.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le bénéfice net a augmenté de 391 millions de dollars, car le trimestre précédent reflétait l'incidence de l'élément spécifié au titre des pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée et de réserves légales. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par le coût de la cotisation spéciale de la FDIC au cours du trimestre à l'étude, comme il est mentionné plus haut.

Le total des revenus a augmenté de 349 millions de dollars, ou 8 %, car le trimestre précédent reflétait l'incidence des pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée, comme il est décrit ci-dessus. La croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, qui reflète essentiellement l'appréciation des marchés, a également contribué à l'augmentation.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a reculé de 121 millions de dollars, du fait principalement des contrepassations de dotations liées aux prêts productifs au cours du trimestre à l'étude pour le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), en raison essentiellement des changements favorables dans nos perspectives macroéconomiques, ce qui a été contrebalancé en partie par des changements défavorables concernant la qualité du crédit, alors que des dotations avaient été constituées au cours du trimestre précédent. Le recul des dotations liées aux prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) a également contribué à la diminution.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 19 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement du coût de la cotisation spéciale de la FDIC mentionnée plus haut. La hausse de la rémunération variable proportionnelle à celle des revenus donnant droit à commissions a également contribué à l'augmentation. Cette augmentation a été contrebalancée en grande partie par l'incidence des réserves légales dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) au cours du trimestre précédent.

Pour plus de détails sur les éléments spécifiés, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

## Assurances

	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2024	31 octobre 2023 (1), (2)	31 janvier 2023 (1), (2)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>			
Résultat des activités d'assurance	187 \$	137 \$	192 \$
Résultat des placements d'assurance	141	64	(73)
Autres revenus	35	47	35
<b>Total des revenus</b>	<b>363</b>	<b>248</b>	<b>154</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	1	–	–
Frais autres que d'intérêt	71	89	70
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>291</b>	<b>159</b>	<b>84</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>220 \$</b>	<b>97 \$</b>	<b>67 \$</b>
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	40,5 %	17,1 %	12,7 %
Primes et dépôts (3)	1 346 \$	1 297 \$	1 239 \$
Marge sur services contractuels (4)	1 977	1 956	1 767

- (1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.
- (2) Les résultats retraités de 2023 pourraient ne pas être entièrement comparables à ceux de la période considérée, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs conformément aux dispositions d'IFRS 17.
- (3) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance individuelle et collective, et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur des assurances.
- (4) Représente la marge sur services contractuels des actifs et passifs sur contrats d'assurance, déduction faite des actifs et passifs au titre des contrats de réassurance détenus. Pour les contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (rentées nettes) au titre de la fourniture de couvertures d'assurance. Pour les contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net lié à l'achat de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels ne s'applique pas aux contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes.

**Rendement financier****Premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023**

Le bénéfice net a progressé de 153 millions de dollars, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique surtout par la hausse du résultat des placements d'assurance découlant du rendement favorable des placements associé au repositionnement de notre portefeuille aux fins de la transition à IFRS 17. La période à l'étude a également bénéficié de conditions de marché favorables. Les résultats de la période correspondante de l'exercice précédent ne sont pas entièrement comparables, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs conformément aux dispositions d'IFRS 17.

Le total des revenus a augmenté de 209 millions de dollars, en raison surtout de la hausse du résultat des placements d'assurance, tel que décrit plus haut.

Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables.

**Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023**

Le bénéfice net a augmenté de 123 millions de dollars, par rapport au trimestre précédent, celui du trimestre précédent reflétant l'incidence de changements défavorables des hypothèses actuarielles annuelles dans le résultat des activités d'assurance. Le résultat des placements d'assurance s'est accru en raison principalement du rendement des placements favorable associé au repositionnement de notre portefeuille aux fins de la transition à IFRS 17. La période à l'étude a également été avantagée par des conditions de marché favorables. Les résultats de la période précédente ne sont pas pleinement comparables, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs conformément aux dispositions d'IFRS 17.

Le total des revenus a augmenté de 115 millions de dollars, ou 46 %, car le trimestre précédent reflétait l'incidence de changements défavorables des hypothèses actuarielles annuelles dans le résultat des activités d'assurance. La hausse du résultat des placements d'assurance, comme il est indiqué plus haut, et la diminution des coûts de financement ont également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 18 millions de dollars, ou 20 %, en raison de la baisse des coûts liés au personnel.

## Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	Aux ou pour les trimestres clos les		
	31 janvier 2024	31 octobre 2023	31 janvier 2023 (1)
Revenu net d'intérêt (2)	661 \$	729 \$	792 \$
Revenus autres que d'intérêt (2)	2 290	1 835	2 354
<b>Total des revenus (2)</b>	<b>2 951</b>	<b>2 564</b>	<b>3 146</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs	6	25	12
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs dépréciés	161	112	53
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b>	<b>167</b>	<b>137</b>	<b>65</b>
Frais autres que d'intérêt	1 642	1 678	1 701
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>1 142</b>	<b>749</b>	<b>1 380</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>1 154 \$</b>	<b>987 \$</b>	<b>1 241 \$</b>
<b>Revenus par secteur d'activité</b>			
Grande entreprise et services de banque d'investissement	1 369 \$	1 414 \$	1 323 \$
Marchés mondiaux	1 742	1 251	1 885
Autres	(160)	(101)	(62)
<b>Principales données figurant au bilan et autres renseignements</b>			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	14,6 %	14,1 %	17,1 %
Moyenne du total de l'actif	1 194 900 \$	1 140 600 \$	1 192 800 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	204 100	187 400	155 100
Moyenne des prêts et acceptations, montant net	142 100	143 100	146 600
Moyenne des dépôts	292 500	277 900	306 900
Dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,45 %	0,31 %	0,14 %

### Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état du résultat net, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Pour les trimestres clos	
	T1 2024 par rapport au T1 2023	T1 2024 par rapport au T4 2023
<b>Augmentation (diminution) :</b>		
Total des revenus	20 \$	(40) \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit	—	(2)
Frais autres que d'intérêt	11	(13)
<b>Bénéfice net</b>	<b>7</b>	<b>(23)</b>
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	— %	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	(4)%	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	(2)%	(1)%

- (1) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2023, nous avons déplacé les activités de prêt des Services aux investisseurs de notre secteur Gestion de patrimoine à notre secteur Marchés des Capitaux. Par conséquent, les résultats correspondants du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.
- (2) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2024 s'est élevée à 54 millions de dollars (117 millions au 31 octobre 2023; 116 millions au 31 janvier 2023). Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2023.
- (3) Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2023, notre méthode d'attribution du capital intègre les exigences de levier afin d'attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation. Pour plus de détails sur les changements apportés à notre méthode d'attribution du capital, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

### Rendement financier

#### Premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023

Le bénéfice net a diminué de 87 millions de dollars, ou 7 %, sur un an, et ce, principalement en raison de la baisse des revenus du secteur Marchés mondiaux et de l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les impôts moins élevés reflétant les changements dans la composition du bénéfice.

Le total des revenus a reculé de 195 millions de dollars, ou 6 %.

Les revenus du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 46 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de l'augmentation des revenus tirés du financement des activités de titrisation, de l'amélioration des marges sur nos services bancaires transactionnels, et de l'intensification des activités de fusion et acquisition dans la plupart des régions. L'incidence du change a également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des revenus tirés de prêts dans la plupart des régions.

Les revenus du secteur Marchés mondiaux ont diminué de 143 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, surtout au Canada, comparativement à des revenus élevés un an plus tôt, et d'une réduction des revenus tirés des services de trésorerie. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse de l'origination de titres de créance, surtout aux États-Unis.

Les autres revenus se sont repliés de 98 millions de dollars, ce qui rend compte de l'augmentation des coûts de financement résiduels et de l'incidence des variations de la juste valeur de nos portefeuilles existants aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 102 millions de dollars, rendant surtout compte de la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans le secteur d'activité de l'immobilier et autres, ce qui s'est traduit par une hausse de 31 p.b. du ratio de la dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 59 millions de dollars, ou 3 %, et ce, principalement en raison de la diminution de la rémunération découlant de résultats inférieurs.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le bénéfice net a augmenté de 167 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des revenus du secteur Marchés mondiaux, laquelle a été contrebalancée en partie par des impôts plus élevés.

Le total des revenus a progressé de 387 millions de dollars, ou 15 %, sous l'effet essentiellement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titres de participation dans la plupart des régions, ainsi que de la croissance des revenus tirés des activités de négociation du change dans toutes les régions. Les profits à la cession de titres de participation ont également contribué à l'augmentation.

La dotation à la provision pour pertes de crédit a augmenté de 30 millions de dollars, ou 22 %, ce qui rend surtout compte de la hausse des dotations liées aux prêts douteux dans quelques secteurs d'activité, y compris le secteur d'activité de l'immobilier et autres, facteur qui a été compensé en partie par la diminution des dotations liées aux prêts productifs. La baisse des dotations liées aux prêts productifs est principalement attribuable à des changements favorables concernant nos perspectives macroéconomiques et à une croissance moins vigoureuse du portefeuille, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par des changements défavorables dans nos perspectives concernant la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 36 millions de dollars, ou 2 %, et ce, principalement en raison de la baisse des taxes sur le capital, des coûts liés à la technologie et des coûts d'exécution des transactions. L'incidence du change a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'augmentation de la rémunération découlant de résultats supérieurs tandis que le trimestre précédent reflétait des cotisations de rattrapage liées à nos régimes de rémunération variable, ainsi que des indemnités de départ.

### Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2024	le 31 octobre 2023	le 31 janvier 2023
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1), (2)	305 \$	482 \$	187 \$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1), (2), (3)	(465)	(515)	(231)
<b>Total des revenus</b> (1), (3)	<b>(160)</b>	<b>(33)</b>	<b>(44)</b>
Frais autres que d'intérêt (3)	504	133	155
<b>Bénéfice (perte) avant impôt</b> (1)	<b>(664)</b>	<b>(166)</b>	<b>(199)</b>
Charge (économie) d'impôt (1)	(205)	(715)	932
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>(459)\$</b>	<b>549 \$</b>	<b>(1 131)\$</b>

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Les montants du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(3) Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024, les revenus ont inclus des profits de 222 millions de dollars (pertes de 150 millions et profits de 121 millions, respectivement, au 31 octobre 2023 et au 31 janvier 2023) sur les couvertures économiques liées à nos régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), et les frais autres que d'intérêt ont inclus une charge de rémunération fondée sur des actions de 206 millions ((128) millions et 100 millions, respectivement, au 31 octobre 2023 et au 31 janvier 2023), laquelle a découlé des variations de la juste valeur des passifs liés aux régimes de rémunération fondée sur des actions du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative des périodes n'est pas utile.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2024 s'est établi à 54 millions de dollars, comparativement à 117 millions au trimestre précédent et à 116 millions au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs, outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent déjà mentionnée, qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

### Premier trimestre de 2024

La perte nette a été de 459 millions de dollars, en raison principalement de l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de 218 millions et de l'incidence après impôt de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture de 207 millions, facteurs qui sont tous deux liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada et traités comme des éléments spécifiés.

### Quatrième trimestre de 2023

Le bénéfice net s'est établi à 549 millions de dollars, en raison essentiellement d'un élément spécifié lié à certains ajustements au titre de l'impôt différé de 578 millions, ainsi que de l'incidence favorable d'éléments fiscaux. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence après impôt des coûts de transaction et d'intégration de 167 millions liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada, qui est considérée comme un élément spécifié.

## Premier trimestre de 2023

La perte nette s'est chiffrée à 1 131 millions de dollars, en raison surtout de l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux connexes de 1 050 millions, qui est un élément spécifié. Les activités de gestion des actifs/passifs et des éléments non affectés résiduels ont également contribué à la perte nette.

Pour plus de détails sur les éléments spécifiés, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

### Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

#### Résultats trimestriels (1), (4)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2024	2023 (2)			2022			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	5 794 \$	5 718 \$	5 563 \$	5 298 \$	5 541 \$	5 419 \$	5 182 \$	4 739 \$
Gestion de patrimoine (3)	4 537	4 188	4 402	4 394	4 560	4 287	3 997	3 973
Assurances (4)	363	248	336	272	154	644	1 233	234
Marchés des Capitaux (3), (5)	2 951	2 564	2 679	2 662	3 146	2 505	1 889	2 531
Services de soutien généraux (5)	(160)	(33)	(3)	(181)	(44)	(288)	(169)	(257)
<b>Total des revenus</b>	<b>13 485</b>	<b>12 685</b>	<b>12 977</b>	<b>12 445</b>	<b>13 357</b>	<b>12 567</b>	<b>12 132</b>	<b>11 220</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	813	720	616	600	532	381	340	(342)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance (6)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	116	850	(180)
Frais autres que d'intérêt	8 324	8 059	7 765	7 400	7 589	7 209	6 386	6 434
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>4 348</b>	<b>3 906</b>	<b>4 596</b>	<b>4 445</b>	<b>5 236</b>	<b>4 861</b>	<b>4 556</b>	<b>5 308</b>
Impôt sur le résultat	766	(33)	736	765	2 103	979	979	1 055
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 582 \$</b>	<b>3 939 \$</b>	<b>3 860 \$</b>	<b>3 680 \$</b>	<b>3 133 \$</b>	<b>3 882 \$</b>	<b>3 577 \$</b>	<b>4 253 \$</b>
Bénéfice par action – de base	2,50 \$	2,77 \$	2,73 \$	2,60 \$	2,23 \$	2,75 \$	2,52 \$	2,97 \$
– dilué	2,50	2,76	2,73	2,60	2,23	2,74	2,51	2,96
Taux d'imposition effectif	17,6 %	(0,8)%	16,0 %	17,2 %	40,2 %	20,1 %	21,5 %	19,9 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période	0,745 \$	0,732 \$	0,750 \$	0,737 \$	0,745 \$	0,739 \$	0,783 \$	0,789 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

(2) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(3) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2023, nous avons déplacé les activités de prêt des Services aux investisseurs de notre secteur Gestion de patrimoine à notre secteur Marchés des Capitaux. Par conséquent, les résultats correspondants du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(4) Le 1<sup>er</sup> novembre 2023, nous avons adopté IFRS 17. La tendance trimestrielle du secteur Assurances ne sera pas entièrement comparable d'une période à l'autre puisqu'elle a été établie selon une méthode comptable différente. Les résultats de 2023 ont été retraités dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, alors que les résultats des périodes de l'exercice 2022 sont présentés conformément à IFRS 4 *Contrats d'assurance*.

(5) Majoration au montant imposable équivalent. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2023.

(6) Dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ne s'appliquent plus. Les montants de 2023 ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment.

s.o. sans objet

#### Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités des clients ralentissent habituellement, ce qui peut affaiblir les résultats des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux.

## Analyse des tendances

Le bénéfice de la période a été touché par les facteurs décrits ci-dessous.

La forte croissance des volumes des prêts et des dépôts pendant la période a accru les revenus du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Dans la majeure partie de la période, la marge nette d'intérêt a été favorisée par la hausse des taux d'intérêt. La marge nette d'intérêt a cependant subi le contrecoup d'une variation dans la composition des dépôts au cours de l'exercice 2023.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont généralement été favorisés par la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle était tributaire des conditions de marché, et la croissance des volumes des prêts pendant la période. Les revenus ont également été favorisés par la hausse des taux d'intérêt au cours de la majeure partie de la période. Les revenus de RBC Brewin Dolphin sont inclus depuis la clôture de l'acquisition, le 27 septembre 2022. Le 3 juillet 2023, nous avons conclu la vente des activités européennes d'administration d'actifs de RBC Investor Services et de son centre d'excellence associé situé en Malaisie. Les résultats du quatrième trimestre de 2023 rendaient compte des pertes de valeur liées à notre participation dans une entreprise associée.

Dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023, les fluctuations des revenus du secteur Assurances reflètent dorénavant les conditions de marché et l'expérience en matière d'assurance, tandis que les profits sur les nouvelles activités sont différés par l'intermédiaire de la marge sur services contractuels.

Les revenus du secteur Marchés des Capitaux dépendent fortement des conditions de marché, qui influent sur les activités des clients. Au cours de la seconde moitié de l'exercice 2022, les honoraires tirés des services bancaires mondiaux ont commencé à diminuer, dans un contexte de conditions de marché difficiles, y compris l'incidence des réductions de souscriptions de prêts au troisième trimestre. L'intensification des activités des clients en 2023 a toutefois stimulé les ventes et les revenus tirés des activités de négociation, augmentation qui s'est poursuivie au premier trimestre de 2024.

La dotation à la provision pour pertes de crédit est composée de dotations constituées à l'égard des actifs productifs et des actifs dépréciés. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux actifs productifs a varié au cours de la période puisqu'elle est touchée par les changements concernant la qualité du crédit, les conditions macroéconomiques et les risques. Au cours du deuxième trimestre de 2022, nos prévisions macroéconomiques et celles concernant la qualité du crédit se sont améliorées, les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 s'étant atténuées dans la plupart des régions, ce qui a mené à la contrepassation de dotations liées aux actifs productifs. Pour le reste de la période, les dotations liées aux actifs productifs reflétaient généralement les changements défavorables dans nos prévisions concernant la qualité du crédit et nos prévisions macroéconomiques. La dotation à la provision pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a été faible au début de la période, mais affichait une hausse pour le restant de celle-ci.

Dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ne s'appliquent plus, et les montants de 2023 ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment (se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés pour plus de détails sur ces modifications).

Les frais autres que d'intérêt ont été touchés par les fluctuations de la rémunération variable au cours de la période, fluctuations qui ont été en phase avec celles des revenus et du bénéfice. Les variations de la juste valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, lesquelles sont largement compensées dans les revenus, ont également contribué aux fluctuations durant la période et sont touchées par les conditions de marché. Même si nous continuons de porter une attention à nos activités de gestion de l'efficience, les charges de la période reflètent également nos investissements dans nos ressources humaines et la technologie. Les frais autres que d'intérêt de RBC Brewin Dolphin sont inclus depuis la clôture de l'acquisition, le 27 septembre 2022. Depuis l'exercice 2023, les frais comprennent également les coûts de transaction et d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, et ce, en raison surtout de niveaux d'ajustements fiscaux variables et des changements dans la composition du bénéfice. Le premier trimestre de 2023 reflète l'incidence du DRC et des autres ajustements fiscaux. Le quatrième trimestre de 2023 reflète également la comptabilisation des actifs d'impôt différé liés aux pertes réalisées par City National associées à la vente intragroupe de certains titres de créance.

## Situation financière

## Bilans résumés

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2024	31 octobre 2023 (1)
<b>Actif</b>		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	74 347 \$	61 989 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	61 080	71 086
Titres, déduction faite de la correction de valeur applicable (2)	405 813	409 730
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	347 871	340 191
Prêts		
Prêts de détail	569 894	569 951
Prêts de gros	293 721	287 826
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 299)	(5 004)
Autres – Dérivés	105 038	142 450
– Autres	121 940	128 312
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 974 405 \$</b>	<b>2 006 531 \$</b>
<b>Passif</b>		
Dépôts	1 241 168 \$	1 231 687 \$
Autres – Dérivés	106 974	142 629
– Autres	498 250	505 682
Déventures subordonnées	11 525	11 386
<b>Total du passif</b>	<b>1 857 917</b>	<b>1 891 384</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>	<b>116 391</b>	<b>115 048</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	97	99
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>116 488</b>	<b>115 147</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 974 405 \$</b>	<b>2 006 531 \$</b>

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

(2) Inclut les titres de placement et les titres détenus à des fins de transaction.

## Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le total de l'actif a diminué de 32 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au 31 octobre 2023. L'incidence du change a réduit le total de l'actif de 70 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 20 %, sous l'effet principalement de l'augmentation des dépôts auprès de banques centrales, ce qui rend compte de nos activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont reculé de 10 milliards de dollars, ou 14 %, du fait principalement de la baisse des dépôts auprès de banques centrales, ce qui reflète les activités de gestion de la trésorerie à court terme.

Les titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, ont fléchi de 4 milliards de dollars, ou 1 %, en raison surtout de l'incidence du change et de la baisse des titres de créance d'entités gouvernementales. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des créances de sociétés et des titres de participation détenus à des fins de transaction en raison des conditions de marché favorables.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et les titres empruntés ont augmenté de 8 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'accroissement de la demande des clients et de nos activités de gestion de trésorerie, ce qui a été neutralisé en partie par l'incidence du change.

Les prêts (déduction faite de la correction de valeur pour pertes sur prêts) se sont accrus de 6 milliards de dollars, ou 1 %, en raison surtout de la croissance des volumes des prêts de gros, contrebalancée en partie par l'incidence du change.

Les actifs dérivés ont diminué de 37 milliards de dollars, ou 26 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la baisse de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt. Ces facteurs ont été atténués par l'augmentation de la juste valeur des contrats de change.

Les autres actifs ont diminué de 6 milliards de dollars, ou 5 %, ce qui rend surtout compte de la diminution des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le total du passif a baissé de 33 milliards de dollars, ou 2 %. L'incidence du change a réduit le total du passif de 70 milliards de dollars.

Les dépôts ont augmenté de 9 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement d'une augmentation dans l'émission de billets à long terme pour les exigences de financement et d'un accroissement des dépôts à terme associés aux préférences des clients en termes d'investissement. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change et une baisse des dépôts à vue.

Les passifs dérivés ont diminué de 36 milliards de dollars, ou 25 %, en raison principalement de l'incidence du change et de la baisse de la juste valeur des contrats de taux d'intérêt. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la juste valeur des contrats de change.

Les autres passifs ont baissé de 7 milliards de dollars, ou 1 %, en raison essentiellement de l'incidence du change.

## Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, des fonds propres et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'achat ou de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché, de crédit, de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024. Nos principales transactions hors bilan comprennent celles décrites aux pages 66 à 68 de notre rapport annuel 2023.

## Gestion du risque

### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité possible ou la réticence d'un débiteur à s'acquitter de ses obligations contractuelles au moment opportun et il peut découler directement du risque de défaillance d'un débiteur principal (p. ex., émetteur, débiteur, contrepartie, emprunteur ou titulaire de police), être indirect et associé à un débiteur secondaire (p. ex., garant ou réassureur) et relever d'un risque hors bilan, d'un risque de crédit éventuel, d'un risque de crédit connexe ou d'un risque transactionnel. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie qui découle des activités de négociation et des activités autres que de négociation.

Notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise ainsi que les politiques qui le sous-tendent ont pour objet de définir clairement les rôles et les responsabilités, les pratiques acceptables, les limites et les contrôles clés. Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque de crédit d'entreprise, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2023.

**Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés) (1)**

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Les tableaux ci-après présentent la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2024					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (4)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 448 \$	44 %	10 840 \$	56 %	19 288 \$	1 637 \$
Québec	11 708	27	31 778	73	43 486	3 137
Ontario	30 167	15	169 410	85	199 577	16 744
Alberta	18 714	45	22 602	55	41 316	4 352
Saskatchewan et Manitoba	8 473	42	11 846	58	20 319	1 741
Colombie-Britannique et territoires	11 737	16	62 374	84	74 111	7 083
<b>Total – Canada (5)</b>	<b>89 247</b>	<b>22</b>	<b>308 850</b>	<b>78</b>	<b>398 097</b>	<b>34 694</b>
États-Unis	–	–	32 374	100	32 374	1 986
Autres pays	–	–	3 093	100	3 093	1 582
<b>Total – Autres pays</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>35 467</b>	<b>100</b>	<b>35 467</b>	<b>3 568</b>
<b>Total</b>	<b>89 247 \$</b>	<b>21 %</b>	<b>344 317 \$</b>	<b>79 %</b>	<b>433 564 \$</b>	<b>38 262 \$</b>

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2023					
	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
<b>Secteur géographique (4)</b>						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	8 474 \$	44 %	10 765 \$	56 %	19 239 \$	1 630 \$
Québec	11 831	27	31 741	73	43 572	3 111
Ontario	30 359	15	168 264	85	198 623	16 558
Alberta	18 840	45	22 596	55	41 436	4 403
Saskatchewan et Manitoba	8 546	42	11 803	58	20 349	1 749
Colombie-Britannique et territoires	11 911	16	62 475	84	74 386	7 048
<b>Total – Canada (5)</b>	<b>89 961</b>	<b>23</b>	<b>307 644</b>	<b>77</b>	<b>397 605</b>	<b>34 499</b>
États-Unis	–	–	33 683	100	33 683	2 090
Autres pays	–	–	3 213	100	3 213	1 538
<b>Total – Autres pays</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>36 896</b>	<b>100</b>	<b>36 896</b>	<b>3 628</b>
<b>Total</b>	<b>89 961 \$</b>	<b>21 %</b>	<b>344 540 \$</b>	<b>79 %</b>	<b>434 501 \$</b>	<b>38 127 \$</b>

- (1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).
- (2) Comprend des marges de crédit sur valeur nette assurées et non assurées totalisant 38 242 millions de dollars et 20 millions, respectivement (38 108 millions et 19 millions, respectivement, au 31 octobre 2023), et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Les montants indiqués pour les États-Unis et les autres pays comprennent les prêts à terme garantis par des immeubles résidentiels.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.
- (4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.
- (5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 398 milliards de dollars (398 milliards au 31 octobre 2023) comprend des prêts hypothécaires commerciaux de 12 milliards (12 milliards au 31 octobre 2023) dans le secteur Services bancaires canadiens, dont une tranche de 9 milliards (9 milliards au 31 octobre 2023) est assurée, et des prêts hypothécaires résidentiels de 18 milliards (18 milliards au 31 octobre 2023) dans le secteur Marchés des Capitaux, dont une tranche de 18 milliards (18 milliards au 31 octobre 2023) est détenue à des fins de titrisation. Tous les prêts hypothécaires résidentiels détenus à des fins de titrisation sont assurés (tous assurés au 31 octobre 2023).

**Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement (1)**

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Aux					
	31 janvier 2024			31 octobre 2023		
	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total	Canada (2)	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	58 %	27 %	55 %	57 %	26 %	55 %
De 25 à 30 ans	21	73	25	20	74	24
De 30 à 35 ans	1	–	1	1	–	1
Plus 35 ans	20	–	19	22	–	20
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Selon notre politique, les nouveaux prêts hypothécaires sont accordés avec des périodes d'amortissement de 30 ans ou moins. Les périodes d'amortissement de plus de 30 ans indiquent l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur nos portefeuilles de prêts hypothécaires à taux variables. Pour ces prêts, la période d'amortissement est ramenée au calendrier d'amortissement initial lors du renouvellement. Nous n'offrons pas de produits hypothécaires dont la structure entraînerait un amortissement négatif, car les paiements sur les prêts hypothécaires à taux variables augmentent automatiquement pour assurer la couverture des intérêts courus.

**Ratio prêt-valeur moyen (1)**

Le tableau ci-après présente un sommaire de nos ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio RBC® par secteur géographique, ainsi que les ratios prêt-valeur respectifs pour le total de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens en cours.

	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2024		le 31 octobre 2023	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (2)	Produits de la gamme Marge Proprio RBC (3)
<b>Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période, par secteur géographique (4)</b>				
Provinces de l'Atlantique	70 %	69 %	71 %	71 %
Québec	69	68	69	69
Ontario	70	62	70	62
Alberta	72	68	72	70
Saskatchewan et Manitoba	71	71	72	72
Colombie-Britannique et territoires	67	61	67	62
États-Unis	72	n.s.	73	n.s.
Autres pays	73	n.s.	66	n.s.
<b>Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour la période (5), (6)</b>	<b>70 %</b>	<b>64 %</b>	<b>70 %</b>	<b>65 %</b>
<b>Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (7)</b>	<b>58 %</b>	<b>48 %</b>	<b>55 %</b>	<b>47 %</b>

(1) Information fournie conformément aux exigences énoncées dans la ligne directrice B-20 du BSIF (Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels).

(2) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio RBC.

(3) Les produits de la gamme Marge Proprio RBC comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio RBC sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors de l'origination.

(6) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio RBC, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(7) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice de prix des maisons Teranet – Banque Nationale<sup>†</sup>.

n.s. non significatif

**Risque net lié au financement de gros des autres pays par région, par type d'actif et par type de client** (1), (2)

Le tableau qui suit présente une ventilation de notre exposition au risque de crédit par région, par type d'actif et par type de client.

(en millions de dollars canadiens)	Aux								31 octobre 2023
	31 janvier 2024								
	Type d'actif				Type de client				
Prêts en cours	Titres (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Organismes souverains	Grandes entreprises	Total	Total (7)	
Europe (hors Royaume-Uni)	14 918 \$	24 967 \$	5 661 \$	3 367 \$	22 001 \$	11 175 \$	15 737 \$	48 913 \$	43 766 \$
Royaume-Uni	12 435	26 966	3 193	2 397	14 289	19 860	10 842	44 991	42 104
Antilles	5 428	11 984	1 539	1 141	9 720	4 083	6 289	20 092	21 592
Asie-Pacifique	5 279	38 732	4 432	1 142	17 508	28 131	3 946	49 585	47 774
Autres (4)	2 525	1 853	2 357	65	2 283	1 825	2 692	6 800	6 726
<b>Risque net des autres pays (5), (6)</b>	<b>40 585 \$</b>	<b>104 502 \$</b>	<b>17 182 \$</b>	<b>8 112 \$</b>	<b>65 801 \$</b>	<b>65 074 \$</b>	<b>39 506 \$</b>	<b>170 381 \$</b>	<b>161 962 \$</b>

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les risques sont calculés selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 383 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (374 milliards au 31 octobre 2023) et 15 milliards à l'égard des dérivés (17 milliards au 31 octobre 2023).
- (3) Les titres comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 14 milliards de dollars (13 milliards au 31 octobre 2023), des dépôts de 50 milliards (44 milliards au 31 octobre 2023) et des titres de placement de 41 milliards (38 milliards au 31 octobre 2023).
- (4) Comprend les expositions au risque au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.
- (5) Exclut un risque de 5 789 millions de dollars (5 686 millions au 31 octobre 2023) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Reflète une tranche de 2 211 millions de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont généralement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (2 533 millions au 31 octobre 2023).
- (7) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment. Les montants des garanties sont désormais présentés déduction faite des décotes, conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF.

**Rendement au chapitre de la qualité du crédit**

Les tableaux et analyses suivants, qui portent sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit, fournissent de l'information sur les prêts, lesquels englobent les prêts, les acceptations et les engagements, ainsi que sur les autres actifs financiers.

**Montant brut des prêts douteux**

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Aux et pour les trimestres clos les	
	31 janvier 2024	31 octobre 2023
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	2 402 \$	1 905 \$
Gestion de patrimoine	554	514
Marchés des Capitaux	1 242	1 285
<b>Total du montant brut des prêts douteux</b>	<b>4 198 \$</b>	<b>3 704 \$</b>
Prêts douteux, solde au début de la période	3 704 \$	3 284 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (1)	1 494	1 063
Remboursements nets (1)	(165)	(166)
Montants sortis du bilan	(610)	(466)
Autres (2)	(225)	(11)
Prêts douteux, solde à la fin de la période	4 198 \$	3 704 \$
<b>Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations</b>		
Total du montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations	0,48 %	0,42 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,39 %	0,31 %
Services bancaires canadiens	0,35 %	0,26 %
Services bancaires dans les Antilles	3,29 %	3,45 %
Gestion de patrimoine	0,50 %	0,44 %
Marchés des Capitaux	0,85 %	0,89 %

- (1) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux remboursements nets et à certaines autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.
- (2) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour la période, des recouvrements au titre des prêts et avances sortis du bilan précédemment, des prêts vendus et des écarts de change et autres variations.

**Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023**

Le total du montant brut des prêts douteux a augmenté de 494 millions de dollars, ou 13 %, par rapport au trimestre précédent, et le ratio total du montant brut des prêts douteux s'est accru de 6 p.b., en raison principalement de la hausse des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accru de 497 millions de dollars, ou 26 %, en raison principalement de la hausse des prêts douteux de nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens. L'augmentation des prêts douteux dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises du secteur Services bancaires canadiens a surtout touché les secteurs d'activité de l'automobile et de l'immobilier et autres.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine s'est hissé de 40 millions de dollars, ou 8 %, principalement en raison de l'augmentation des prêts douteux dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), surtout dans nos portefeuilles de prêts de détail.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 43 millions de dollars, ou 3 %, surtout en raison de la diminution des prêts douteux dans certains secteurs d'activité, notamment ceux de la consommation discrétionnaire et du transport, ce qui a été atténué par la hausse des prêts douteux dans le secteur d'activité des services financiers.

### Correction de valeur pour pertes de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2024	31 octobre 2023
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	3 980 \$	3 718 \$
Gestion de patrimoine	548	618
Marchés des Capitaux	1 101	1 012
Services de soutien généraux et autres	1	–
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts</b>	<b>5 630</b>	<b>5 348</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers (1)</b>	<b>20</b>	<b>18</b>
<b>Total de la correction de valeur pour pertes de crédit</b>	<b>5 650 \$</b>	<b>5 366 \$</b>
La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts comprend ce qui suit :		
Prêts de détail	2 725 \$	2 591 \$
Prêts de gros	1 605	1 609
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs</b>	<b>4 330 \$</b>	<b>4 200 \$</b>
<b>Correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux</b>	<b>1 300</b>	<b>1 148</b>

(1) La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux autres actifs financiers représente principalement la correction de valeur pour les titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti, les débiteurs et les garanties financières.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le total de la correction de valeur pour pertes de crédit a augmenté de 284 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète principalement une hausse de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts de 282 millions.

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts productifs a augmenté de 130 millions de dollars, ou 3 %, et ce, en raison essentiellement de l'accroissement de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, principalement en ce qui concerne nos portefeuilles de prêts de détail du secteur Services bancaires canadiens, qui rend principalement compte de changements défavorables concernant la qualité du crédit. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la diminution de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

La correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts douteux a augmenté de 152 millions de dollars, ou 13 %, essentiellement en raison de l'accroissement de la correction de valeur pour pertes de crédit du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Pour plus de détails, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

### Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence de la conjoncture et des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits et pertes financiers potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2023. À l'aide de ce cadre de gestion, nous cherchons continuellement à nous assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives à l'appétit pour le risque établies par le Conseil d'administration.

Les contrôles du risque de marché prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque (VAR) et les simulations de crise. Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB). Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du RTIPB, nous évaluons deux principaux paramètres, soit le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction d'une variété de chocs sur les marchés, de scénarios et d'horizons temporels. Il n'y a eu aucun changement important à la méthodologie de mesure du RTIPB ni aux contrôles et limites relatifs à cette mesure, depuis ceux décrits dans notre rapport annuel 2023. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2023.

## Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

### VAR et VAR des activités de négociation

Le tableau ci-après présente les données ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR des activités de négociation.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2024				31 octobre 2023		31 janvier 2023 (1)	
	Pour le trimestre clos à cette date				Pour le trimestre clos à cette date		Pour le trimestre clos à cette date	
	Au	Moyenne	Haut	Bas	Au	Moyenne	Au	Moyenne
Titres de participation	10 \$	9 \$	13 \$	6 \$	10 \$	8 \$	11 \$	15 \$
Change	3	4	7	2	4	5	3	3
Marchandises	5	5	7	4	5	5	5	6
Taux d'intérêt (2)	30	34	44	26	38	37	23	31
Risque de crédit spécifique (3)	8	7	8	7	7	6	5	5
Effet de diversification (4)	(31)	(29)	n.s.	n.s.	(35)	(33)	(27)	(34)
<b>VAR des activités de négociation</b>	<b>25 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>23 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>28 \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>26 \$</b>
<b>VAR totale</b>	<b>123 \$</b>	<b>122 \$</b>	<b>138 \$</b>	<b>109 \$</b>	<b>121 \$</b>	<b>68 \$</b>	<b>42 \$</b>	<b>55 \$</b>

(1) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin de concorder avec la VAR des activités de négociation.

(2) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(3) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(4) La VAR des activités de négociation est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification des facteurs de risque.

n.s. non significatif

### Premier trimestre de 2024 par rapport au premier trimestre de 2023

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 30 millions de dollars, en hausse de 4 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de risques accrus dans nos portefeuilles de titres à revenu fixe et de dérivés sur taux d'intérêt, facteur en partie contrebalancé par les variations du risque lié à notre portefeuille de dérivés sur titres de participation

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 122 millions de dollars, en hausse de 67 millions, principalement en raison de l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à l'acquisition prévue de HSBC Canada, comme indiqué plus haut, facteur compensé en partie par la réduction des risques des engagements de souscription de prêts.

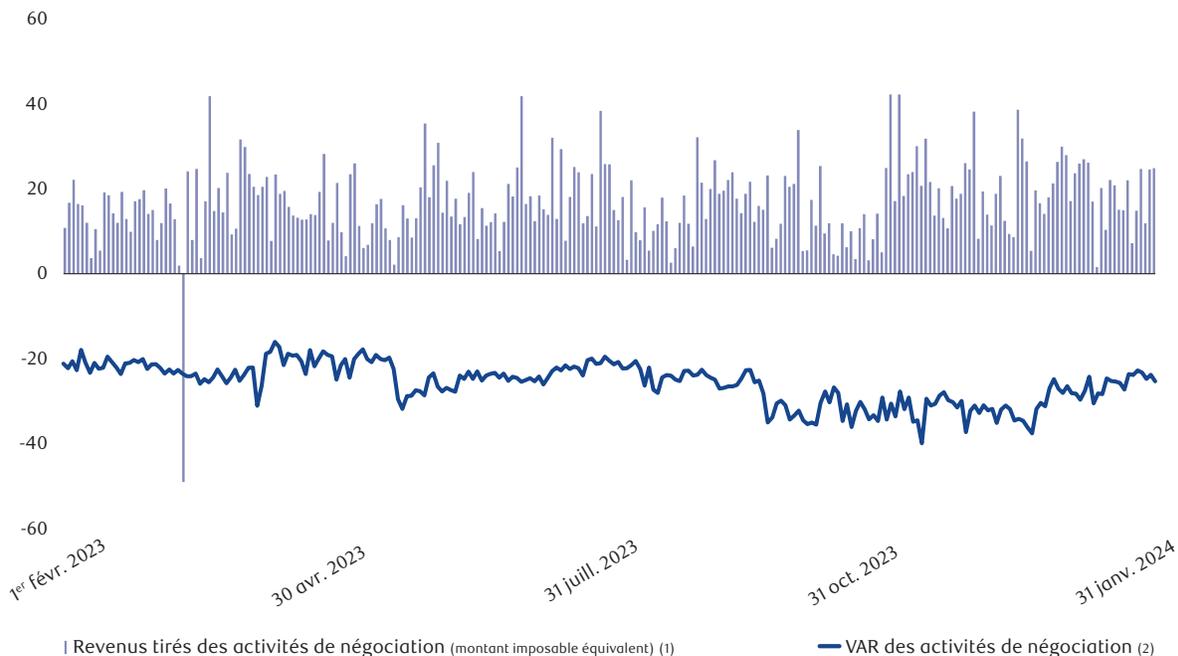
### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

La moyenne de la VAR des activités de négociation s'est établie à 30 millions de dollars, demeurant relativement stable par rapport au trimestre précédent.

La moyenne de la VAR totale s'est chiffrée à 122 millions de dollars, en hausse de 54 millions, ce qui rend compte de l'incidence de la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à l'acquisition prévue de HSBC Canada, comme indiqué plus haut.

Le graphique ci-après illustre nos revenus tirés des activités de négociation quotidiens (graphique à barres), ainsi que notre VAR des activités de négociation quotidienne liée à la gestion du risque de marché (graphique linéaire). Nous n'avons subi aucune perte de négociation nette au cours des trimestres clos le 31 janvier 2024 et le 31 octobre 2023.

Revenus tirés des activités de négociation (montant imposable équivalent), (1) et VAR des activités de négociation (2)  
(en millions de dollars canadiens)



- (1) Les revenus tirés des activités de négociation (majoration au montant imposable équivalent) dans le graphique ci-dessus excluent l'incidence des engagements de souscription de prêts.
- (2) Au quatrième trimestre de 2023, la VAR dans le graphique ci-dessus a été révisée par rapport à celle qui avait été présentée précédemment afin de refléter la VAR des activités de négociation de nos portefeuilles de négociation.

**Évaluations du risque de marché – Actifs et passifs de RBC Assurances<sup>①</sup>**

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations des taux d'actualisation utilisés dans le calcul des actifs et des passifs de contrat d'assurance et de réassurance, et l'incidence de ces éléments est reflétée dans le résultat des placements d'assurance dans l'état consolidé du résultat net. Au 31 janvier 2024, nous détenons des passifs liés aux contrats d'assurance de 19 milliards de dollars, déduction faite des actifs liés aux contrats d'assurance et des soldes de contrats de réassurance détenus (17 milliards au 31 octobre 2023).

**Évaluations du risque de marché – Sensibilités au RTIPB**

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 p.b. des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres et sur le revenu net d'intérêt prévus sur 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les positions du bilan et hors bilan actuelles, lesquelles peuvent changer avec le temps en réaction aux activités commerciales et aux mesures prises par la direction.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2024						31 octobre 2023		31 janvier 2023	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (1)
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain	Total				
<b>Incidence avant impôt d'une :</b>										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 619)\$	(30)\$	(1 649)\$	296 \$	239 \$	535 \$	(1 552)\$	651 \$	(2 069)\$	663 \$
diminution des taux de 100 p.b.	1 574	(265)	1 309	(331)	(291)	(622)	1 353	(751)	1 808	(776)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

Au 31 janvier 2024, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 622 millions de dollars sur notre revenu net d'intérêt, contre 751 millions au trimestre précédent. Au 31 janvier 2024, un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 p.b. aurait eu une incidence négative de 1 649 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la banque, comparativement à 1 552 millions au trimestre précédent. D'un trimestre à l'autre, la variation de la sensibilité du revenu net d'intérêt et de la valeur économique des capitaux propres reflète une augmentation des positions représentant un actif à taux fixe. Au cours du premier trimestre de 2024, les risques liés au revenu net d'intérêt et à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés dans les limites approuvées.

<sup>1</sup> Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

## Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Les tableaux ci-après illustrent le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ce qui illustre la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

	Au 31 janvier 2024			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		
(en millions de dollars canadiens)		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	74 347 \$	– \$	74 347 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	61 080	1	61 079	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	193 597	171 135	22 462	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	212 216	–	212 216	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	347 871	312 834	35 037	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	569 894	2	569 892	Taux d'intérêt
Prêts de gros	293 721	7 144	286 577	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 299)	–	(5 299)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	105 038	101 688	3 350	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	106 130	9 017	97 113	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (3)</b>	15 810			
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 974 405 \$</b>	<b>601 821 \$</b>	<b>1 356 774 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 241 168 \$	56 202 \$	1 184 966 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 012	35 007	5	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	334 490	313 197	21 293	Taux d'intérêt
Dérivés	106 974	98 998	7 976	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	107 065	13 166	93 899	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	11 525	–	11 525	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (4)</b>	21 683			
<b>Total du passif</b>	<b>1 857 917 \$</b>	<b>516 570 \$</b>	<b>1 319 664 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>116 488</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 974 405 \$</b>			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(3) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(4) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

Au 31 octobre 2023 (1)

(en millions de dollars canadiens)	Évaluation du risque de marché			Risque principal lié aux activités autres que de négociation
	Montant figurant au bilan	Risque lié aux activités de négociation (2)	Risque lié aux activités autres que de négociation (3)	
<b>Actifs exposés au risque de marché</b>				
Trésorerie et montants à recevoir de banques	61 989 \$	– \$	61 989 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	71 086	1	71 085	Taux d'intérêt
Titres				
Titres détenus à des fins de transaction	190 151	171 483	18 668	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	219 579	–	219 579	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	340 191	304 672	35 519	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail	569 951	–	569 951	Taux d'intérêt
Prêts de gros	287 826	3 134	284 692	Taux d'intérêt
Correction de valeur pour pertes sur prêts	(5 004)	–	(5 004)	Taux d'intérêt
Autres				
Dérivés	142 450	139 011	3 439	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs	112 477	8 699	103 778	Taux d'intérêt
<b>Actifs non exposés au risque de marché (4)</b>	15 835			
<b>Total de l'actif</b>	<b>2 006 531 \$</b>	<b>627 000 \$</b>	<b>1 363 696 \$</b>	
<b>Passifs exposés au risque de marché</b>				
Dépôts	1 231 687 \$	51 025 \$	1 180 662 \$	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 651	33 555	96	Taux d'intérêt, cours des actions
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	335 238	312 551	22 687	Taux d'intérêt
Dérivés	142 629	130 094	12 535	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs	116 445	12 491	103 954	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	11 386	–	11 386	Taux d'intérêt
<b>Passifs non exposés au risque de marché (5)</b>	20 348			
<b>Total du passif</b>	<b>1 891 384 \$</b>	<b>539 716 \$</b>	<b>1 331 320 \$</b>	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>115 147</b>			
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>2 006 531 \$</b>			

(1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 des états financiers résumés.

(2) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées à la juste valeur par le biais du résultat net et les positions pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus de nos portefeuilles de négociation. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(3) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du RTIPB et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à RBC Assurances et les titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable, non pris en compte dans le RTIPB.

(4) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs.

(5) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs.

## Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Nos activités de gestion du risque de liquidité sont menées conformément aux cadres et politiques internes, notamment le cadre de gestion du risque d'entreprise, le cadre d'appétit pour le risque d'entreprise, le cadre de gestion du risque de liquidité d'entreprise, la politique sur le risque de liquidité d'entreprise et la politique de mise en gage d'entreprise. Collectivement, nos cadres et politiques stipulent les exigences en matière de gestion de la liquidité et du financement appropriées à l'exécution de notre stratégie et permettant de nous assurer que le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure dans les limites de notre appétit pour le risque. Aucun changement important n'a été apporté, tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2023.

### Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidités est uniquement constituée d'actifs liquides non grevés disponibles. Notre capacité inutilisée en matière de financement de gros pourrait constituer une autre source de liquidités, mais nous ne la prenons pas en considération pour le calcul de la réserve de liquidités.

	Au 31 janvier 2024				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques (1)	137 887 \$	– \$	137 887 \$	3 075 \$	134 812 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	320 261	373 167	693 428	438 250	255 178
Autres titres	138 801	126 761	265 562	157 158	108 404
Autres actifs liquides (3)	27 886	–	27 886	24 768	3 118
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>624 835 \$</b>	<b>499 928 \$</b>	<b>1 124 763 \$</b>	<b>623 251 \$</b>	<b>501 512 \$</b>

	Au 31 octobre 2023				
	Actifs liquides détenus par la banque	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
(en millions de dollars canadiens)					
Trésorerie et dépôts auprès de banques (1)	135 353 \$	– \$	135 353 \$	3 329 \$	132 024 \$
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	325 002	363 377	688 379	425 109	263 270
Autres titres	130 209	118 651	248 860	153 700	95 160
Autres actifs liquides (3)	31 706	–	31 706	28 953	2 753
<b>Total des actifs liquides</b>	<b>622 270 \$</b>	<b>482 028 \$</b>	<b>1 104 298 \$</b>	<b>611 091 \$</b>	<b>493 207 \$</b>

	Aux	
	31 janvier 2024	31 octobre 2023
(en millions de dollars canadiens)		
Banque Royale du Canada	215 036 \$	210 191 \$
Succursales à l'étranger	76 053	79 947
Filiales	210 423	203 069
<b>Total des actifs liquides non grevés</b>	<b>501 512 \$</b>	<b>493 207 \$</b>

- (1) Inclut les soldes qui sont classés comme détenus en vue de la vente et présentés dans les autres actifs. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.
- (2) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités parrainées par le gouvernement américain et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).
- (3) Le montant des actifs liquides grevés représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires en espèces qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

D'ordinaire, la réserve de liquidités reflète surtout l'activité bancaire courante des clients de détail et commerciaux, alors que les portefeuilles d'actifs liquides reflètent les variations des soldes des dépôts et des prêts, ainsi que les stratégies commerciales et les opérations des clients liés aux activités du secteur Marchés des Capitaux. La Trésorerie générale a également une incidence sur la réserve de liquidités en raison des activités de gestion d'émission de titres d'emprunt, ce qui pourrait entraîner des différences temporelles entre l'émission de titres d'emprunt et le déploiement du financement aux activités.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le total des actifs liquides non grevés a progressé de 8 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent sous l'effet principalement d'une augmentation des titres reçus en vertu de conventions de revente, ainsi que de la trésorerie et des dépôts auprès de banques, ce qui reflète la hausse des niveaux des dépôts et de financement.

### Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des montants figurant au bilan et des montants hors bilan au titre de la trésorerie, des titres et des autres actifs et indique ceux qui sont grevés et ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent aussi être monétisés, mais cela nécessite un plus long délai d'exécution que pour les titres négociables. Au 31 janvier 2024, nos actifs non grevés et pouvant être donnés en garantie représentaient 25 % du total de l'actif (24 % au 31 octobre 2023).

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2024					31 octobre 2023				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total
Trésorerie et dépôts auprès de banques (4)	- \$	3 075 \$	134 812 \$	- \$	137 887 \$	- \$	3 329 \$	132 024 \$	- \$	135 353 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction	94 705	-	108 905	2 302	205 912	99 990	-	100 517	2 252	202 759
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	7 850	-	204 366	-	212 216	7 752	-	211 827	-	219 579
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (5)	512 994	27 480	10 936	1 986	553 396	495 233	27 343	6 876	1 862	531 314
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	26 090	-	28 879	-	54 969	26 365	-	28 079	-	54 444
Prêts hypothécaires	72 716	-	34 489	271 390	378 595	69 802	-	37 313	272 942	380 057
Prêts autres qu'hypothécaires	5 997	-	-	130 333	136 330	6 775	-	-	128 675	135 450
Prêts de gros	-	-	24 279	269 716	293 995	-	-	10 056	278 052	288 108
Correction de valeur pour pertes sur prêts	-	-	-	(5 299)	(5 299)	-	-	-	(5 004)	(5 004)
Actif net des fonds distincts	-	-	-	-	-	-	-	-	2 760	2 760
Autres										
Dérivés	-	-	-	105 038	105 038	-	-	-	142 450	142 450
Autres (6)	24 768	-	3 118	91 320	119 206	28 953	-	2 753	89 747	121 453
<b>Total de l'actif</b>	<b>745 120 \$</b>	<b>30 555 \$</b>	<b>549 784 \$</b>	<b>866 786 \$</b>	<b>2 192 245 \$</b>	<b>734 870 \$</b>	<b>30 672 \$</b>	<b>529 445 \$</b>	<b>913 736 \$</b>	<b>2 208 723 \$</b>

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent pas être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Représente les actifs qui peuvent être immédiatement donnés en garantie, dont les titres adossés à des créances hypothécaires dans le cadre de la *Loi nationale sur l'habitation*, nos prêts hypothécaires non grevés qui sont admissibles à titre de garantie auprès d'une FHLB, ainsi que les prêts qui sont admissibles à titre de garantie au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons et que nous avons déposés en garantie auprès de la FRBNY.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas considérés comme immédiatement disponibles.

(4) Inclut les soldes qui sont classés comme détenus en vue de la vente et présentés dans les autres actifs. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 de nos états financiers résumés.

(5) Inclut les actifs liquides détenus par la banque et les titres reçus en garantie dans le cadre de financement de titres hors bilan, de transactions sur dérivés et de prêts sur marges. Comprend des garanties de 27 milliards de dollars (27 milliards au 31 octobre 2023) reçues dans le cadre d'opérations de revente qui ne peuvent pas être redonnées en garantie dans leur forme juridique actuelle.

(6) Le montant des actifs donnés en garantie représente les garanties en espèces et les dépôts de garantie obligatoires qui ont été fournis en lien avec des transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

### Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023

Le total des actifs non grevés pouvant être donnés en garantie a augmenté de 20 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent en raison principalement d'une augmentation des prêts disponibles qui sont admissibles à titre de garanties et des titres reçus en vertu de conventions de revente.

## Financement

### Stratégie de financement

Le maintien d'une diversification des sources de financement est une stratégie importante de gestion de notre profil de risque de liquidité.

Le financement de base, qui inclut les fonds propres, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers, ainsi qu'une portion stable de nos dépôts d'entreprises et dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position de liquidité structurelle.

Les activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent.

Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse de financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement.

Nous évaluons régulièrement notre concentration du financement et avons mis en place des limites relativement à certaines sources de financement afin de favoriser la diversification de notre base de financement.

### Profil des dépôts et du financement

Au 31 janvier 2024, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts commerciaux, s'établissaient à 847 milliards de dollars, ou 52 % du total du financement (844 milliards, ou 52 %, au 31 octobre 2023). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation de ces actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

La dette à long terme de premier rang émise par la banque depuis le 23 septembre 2018, inclusivement, ayant une échéance initiale supérieure à 400 jours et étant négociable, sous réserve de certaines exceptions, est assujettie au régime de recapitalisation interne des banques canadiennes. Aux termes de ce régime, si le surintendant des institutions financières détermine qu'une banque pourrait ne plus être viable, le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre des Finances, lorsque ce dernier juge qu'il en va de l'intérêt du public, ordonner que la Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC) convertisse une partie ou la totalité de certaines actions et de certains passifs de cette banque en actions ordinaires. Au 31 janvier 2024, la valeur nominale des titres d'emprunt à long terme émis et en cours qui étaient assujettis à une conversion en vertu du régime de recapitalisation interne s'élevait à 106 milliards de dollars (106 milliards au 31 octobre 2023).

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-après.

### Émission de titres d'emprunt à long terme

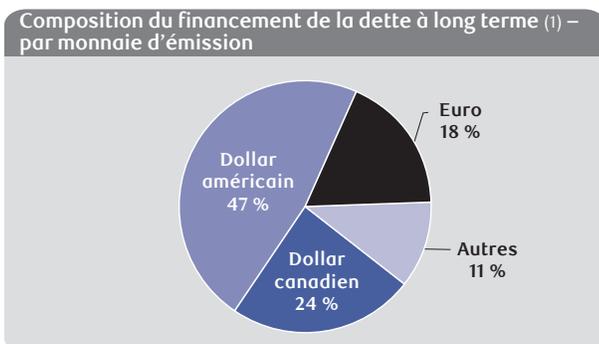
Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à long terme. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos programmes inscrits et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

#### Programmes par secteur géographique

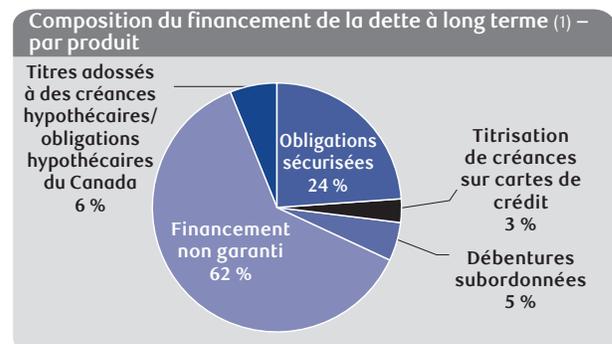
Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prospectus préalable de base aux États-Unis – 75 milliards de dollars US</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 75 milliards de dollars US</li> <li>Programme mondial d'obligations sécurisées – 75 milliards d'euros</li> <li>Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens</li> </ul>

Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de premier rang canadiens, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères).

Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.



(1) Comprend du financement à long terme non garanti et garanti et des débetures subordonnées ayant une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Les tableaux ci-après montrent la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

### Composition du financement de gros <sup>(1)</sup>

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2024							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	6 568 \$	136 \$	344 \$	20 \$	7 068 \$	– \$	– \$	7 068 \$
Certificats de dépôt et papier commercial <sup>(3), (4)</sup>	7 850	12 466	26 019	22 190	68 525	–	–	68 525
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(5)</sup>	4 466	5 417	6 025	1 666	17 574	–	–	17 574
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4), (6)</sup>	43	691	13 797	16 683	31 214	17 205	56 171	104 590
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(7)</sup>	1 483	1 362	1 980	3 205	8 030	5 726	16 270	30 026
Titrisation de prêts hypothécaires	–	362	1 065	841	2 268	2 243	10 297	14 808
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(8)</sup>	–	–	–	3 831	3 831	11 780	45 799	61 410
Passif subordonné	–	–	1 500	1 500	3 000	3 266	5 700	11 966
Autres <sup>(4), (9)</sup>	6 637	2 223	1 728	1 612	12 200	15 658	133	27 991
<b>Total</b>	<b>27 047 \$</b>	<b>22 657 \$</b>	<b>52 458 \$</b>	<b>51 548 \$</b>	<b>153 710 \$</b>	<b>55 878 \$</b>	<b>134 370 \$</b>	<b>343 958 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	10 998 \$	7 811 \$	8 553 \$	6 338 \$	33 700 \$	14 023 \$	56 096 \$	103 819 \$
– Financement non garanti	16 049	14 846	43 905	45 210	120 010	41 855	78 274	240 139

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2023							Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an Sous-total	De 1 à 2 ans	2 ans et plus	
Dépôts provenant de banques <sup>(2)</sup>	4 606 \$	460 \$	319 \$	355 \$	5 740 \$	– \$	– \$	5 740 \$
Certificats de dépôt et papier commercial <sup>(3), (4)</sup>	11 558	8 231	12 575	28 202	60 566	69	–	60 635
Papier commercial adossé à des actifs <sup>(5)</sup>	4 533	3 829	6 354	2 155	16 871	–	–	16 871
Billets à moyen terme non garantis de premier rang <sup>(4), (6)</sup>	1 118	6 311	733	18 828	26 990	22 790	54 070	103 850
Obligations structurées non garanties de premier rang <sup>(7)</sup>	1 343	1 898	2 081	3 343	8 665	5 495	15 744	29 904
Titrisation de prêts hypothécaires	–	530	375	1 484	2 389	2 225	9 607	14 221
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs <sup>(8)</sup>	–	3 236	–	1 685	4 921	10 844	44 733	60 498
Passif subordonné	–	–	–	1 500	1 500	2 748	7 791	12 039
Autres <sup>(4), (9)</sup>	6 415	3 887	976	1 289	12 567	14 058	90	26 715
<b>Total</b>	<b>29 573 \$</b>	<b>28 382 \$</b>	<b>23 413 \$</b>	<b>58 841 \$</b>	<b>140 209 \$</b>	<b>58 229 \$</b>	<b>132 035 \$</b>	<b>330 473 \$</b>
Comprend :								
– Financement garanti	10 861 \$	10 124 \$	7 483 \$	5 324 \$	33 792 \$	13 069 \$	54 340 \$	101 201 \$
– Financement non garanti	18 712	18 258	15 930	53 517	106 417	45 160	77 695	229 272

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons aux banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut les billets de dépôt au porteur (non garantis).

(4) Nous avons modifié notre présentation pour inclure les billets de dépôt au porteur (non garantis) dans les certificats de dépôt et le papier commercial et pour inclure les billets à taux variable (non garantis) dans les billets à moyen terme non garantis de premier rang afin de refléter plus fidèlement la façon dont nous percevons la composition de notre financement de gros. Ces montants étaient précédemment inclus dans le poste Autres. Les montants de la période précédente ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour la période considérée.

(5) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(6) Inclut les billets de dépôt et les billets à taux variable (non garantis).

(7) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(8) Inclut les obligations sécurisées garanties par les emprunts hypothécaires résidentiels et les titres adossés à des créances sur cartes de crédit.

(9) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 4 987 millions de dollars (5 104 millions au 31 octobre 2023), d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 17 774 millions (16 896 millions au 31 octobre 2023), et des avances d'une FHLB (garanties) de 5 040 millions (4 507 millions au 31 octobre 2023) et des certificats de placement garanti de gros de 190 millions (208 millions au 31 octobre 2023).

### Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle, nos liquidités ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau suivant présente nos principales notations :

### Notations (1)

	Au 27 février 2024			
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang existante (2)	Dettes à long terme de premier rang (3)	Perspective
Moody's (4)	P-1	Aa1	A1	stable
Standard & Poor's (5)	A-1+	AA-	A	stable
Fitch Ratings (6)	F1+	AA	AA-	stable
DBRS (7)	R-1 (élevée)	AA (élevée)	AA	stable

- (1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.
- (2) Comprend la dette à long terme de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 ainsi que celle émise à cette date ou par la suite, laquelle est ignorée aux fins du régime de recapitalisation interne.
- (3) Comprend la dette à long terme de premier rang émise le 23 septembre 2018 ou après cette date, laquelle peut être convertie aux termes du régime de recapitalisation interne.
- (4) Le 6 novembre 2023, Moody's<sup>+</sup> a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (5) Le 25 mai 2023, Standard & Poor's<sup>+</sup> a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (6) Le 20 juin 2023, Fitch Ratings<sup>+</sup> a confirmé nos notations avec une perspective stable.
- (7) Le 12 mai 2023, DBRS<sup>+</sup> a confirmé nos notations avec une perspective stable.

### Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après présente les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse d'un cran, de deux crans ou de trois crans. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que les positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

	Aux					
	31 janvier 2024			31 octobre 2023		
(en millions de dollars canadiens)	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	327 \$	90 \$	186 \$	217 \$	138 \$	199 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	45	55	50	41	57	42

- (1) Inclut les certificats de placement garanti (CPG) émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

**Ratio de liquidité à court terme**

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le BSIF est de 100 %.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

**Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)**

	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2024	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
<b>Actifs liquides de haute qualité</b>		
Total des actifs liquides de haute qualité		392 630 \$
<b>Sorties de trésorerie</b>		
<b>Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :</b>		
Dépôts stables (3)	363 040 \$	35 566 \$
Dépôts moins stables	120 813	3 624
Dépôts moins stables	242 227	31 942
<b>Financement de gros non garanti, dont :</b>	409 784	200 846
Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives (4)	150 386	35 636
Dépôts non opérationnels	227 840	133 652
Dettes non garanties	31 558	31 558
<b>Financement de gros garanti</b>		40 385
<b>Exigences supplémentaires, dont :</b>	353 698	81 253
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	66 777	20 393
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	10 616	10 616
Facilités de crédit et de liquidité	276 305	50 244
<b>Autres obligations de financement contractuelles (5)</b>	29 759	29 759
<b>Autres obligations de financement conditionnelles (6)</b>	767 922	12 630
<b>Total des sorties de trésorerie</b>		400 439 \$
<b>Entrées de trésorerie</b>		
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	332 652 \$	53 217 \$
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	16 526	10 106
Autres entrées de trésorerie	38 732	38 732
<b>Total des entrées de trésorerie</b>		102 055 \$
		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		392 630 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		298 384
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		132 %

	le 31 octobre 2023	
		Total de la valeur ajustée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		
Total des actifs liquides de haute qualité		384 290 \$
Total des sorties de trésorerie nettes		293 328
<b>Ratio de liquidité à court terme</b>		131 %

- (1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 janvier 2024 correspond à une moyenne de 62 positions quotidiennes.
- (2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnelles, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.
- (6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidité à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète notre tolérance à l'égard du risque de liquidité, la composition des activités et des actifs ainsi que les capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement, considérant les modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie sont conçues afin de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 88 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, des banques centrales ou des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, et sont classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et la prorogation des engagements de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché qui, à notre avis, pourrait être disponible advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

### **Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023**

La moyenne du ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 31 janvier 2024 s'est établie à 132 %, ce qui représente un excédent d'environ 94 milliards de dollars, comparativement à 131 % et à un excédent d'environ 91 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à court terme moyen est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, car la hausse des volumes de financement et des dépôts de gros a été largement contrebalancée par une augmentation des titres au bilan et la croissance des prêts.

### **Ratio de liquidité à long terme**

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des liquidités à long terme disponibles par rapport au montant des liquidités à long terme requises. Le ratio de liquidité à long terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 %.

Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel d'un an pris en compte aux fins du ratio de liquidité à long terme. Le montant du financement stable requis est fonction des caractéristiques de liquidité et de la durée résiduelle des divers actifs bancaires et de celles de ses positions hors bilan.

Le BSIF exige que les banques d'importance systémique intérieure présentent leur ratio de liquidité à long terme à l'aide du modèle de déclaration du Comité de Bâle. Les montants indiqués dans ce modèle de déclaration sont déterminés conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et ne sont pas nécessairement conformes aux exigences de classement des IFRS.

## Modèle de déclaration courant du ratio de liquidité à long terme (1)

	Au 31 janvier 2024				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle (2)				
	Sans échéance	Moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Valeur pondérée
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
<b>Élément de financement stable disponible</b>					
Fonds propres :	118 158 \$	– \$	– \$	10 725 \$	128 883 \$
<i>Fonds propres réglementaires</i>	118 158	–	–	10 725	128 883
<i>Autres instruments de fonds propres</i>	–	–	–	–	–
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises :	304 380	109 114	47 799	61 878	477 615
<i>Dépôts stables (3)</i>	94 154	47 886	23 966	29 546	187 252
<i>Dépôts moins stables</i>	210 226	61 228	23 833	32 332	290 363
Financement de gros :	277 649	509 942	55 897	153 115	352 374
<i>Dépôts opérationnels (4)</i>	157 806	–	–	–	78 903
<i>Autres financements de gros</i>	119 843	509 942	55 897	153 115	273 471
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants (5)	95	2 858	1 686	21 100	–
Autres passifs :	46 771	–	261 818	–	15 953
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>	–	–	28 712	–	–
<i>Tous autres passifs et fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus</i>	46 771	216 345	1 616	15 145	15 953
<b>Total du financement stable disponible</b>					974 825 \$
<b>Élément de financement stable exigé</b>					
Total des actifs liquides de haute qualité du ratio de liquidité à long terme					44 946 \$
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	1 781	–	–	891
Prêts et titres productifs :	218 925	328 794	121 820	510 882	703 457
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1</i>	–	114 445	14 433	287	13 401
<i>Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs non garantis à des institutions financières</i>	4 553	114 187	29 661	25 298	56 785
<i>Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts de détail et prêts aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, y compris :</i>	138 789	66 198	34 772	162 597	306 147
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	–	711	752	2 661	2 461
<i>Prêts hypothécaires résidentiels productifs, dont :</i>	36 968	26 639	41 071	302 402	272 444
<i>Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit</i>	36 968	26 619	41 057	301 540	271 694
<i>Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les actifs liquides de haute qualité, y compris les titres de participation négociés en Bourse</i>	38 615	7 325	1 883	20 298	54 680
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants (5)	95	2 858	1 686	21 100	–
Autres actifs :	3 035	–	338 721	–	83 488
<i>Produits de base physiques, y compris l'or</i>	3 035	–	–	–	2 580
<i>Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contrepartie centrale</i>	–	–	19 987	–	16 989
<i>Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme</i>	–	–	29 743	–	1 031
<i>Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée</i>	–	–	53 453	–	2 673
<i>Tous autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus</i>	–	178 193	17	57 328	60 215
Éléments hors bilan	–	–	778 355	–	29 565
<b>Total du financement stable exigé</b>					862 347 \$
<b>Ratio de liquidité à long terme (%)</b>					113 %

Au 31 octobre 2023

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Valeur pondérée
<b>Total du financement stable disponible</b>	972 239 \$
<b>Total du financement stable exigé</b>	863 631
<b>Ratio de liquidité à long terme (%)</b>	113 %

- (1) Le ratio de liquidité à long terme est calculé conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB.
- (2) Les totaux des rangées suivantes englobent les catégories d'échéances résiduelles de moins de 6 mois, de 6 mois à moins de 1 an et de 1 an et plus, conformément aux exigences du modèle de déclaration courant prescrit par le BSIF : Autres passifs, Passifs d'instruments dérivés du ratio de liquidité à court terme, Autres actifs, Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et apports aux fonds de garantie de contreparties centrales, Actifs dérivés du ratio de liquidité à long terme, Passifs dérivés du ratio de liquidité à long terme avant déduction de la marge de variation versée et Éléments hors bilan.
- (3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.
- (4) Les dépôts opérationnels de clients qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.
- (5) Les actifs et passifs interdépendants représentent le passif des titres hypothécaires garantis par la *Loi nationale sur l'habitation*, y compris les passifs découlant des opérations relatives au programme des obligations hypothécaires du Canada et des prêts hypothécaires grevés correspondants.

Le financement stable disponible est composé principalement d'un portefeuille diversifié de dépôts de détail et de dépôts d'entreprises, de fonds propres et de passifs liés au financement de gros à long terme. Le financement stable exigé est principalement lié au portefeuille de prêts hypothécaires et de prêts de la banque, aux prêts à des institutions financières garantis et, dans une moindre mesure, à d'autres actifs moins liquides. Le ratio de liquidité à long terme ne tient pas compte de la capacité de financement inutilisée sur le marché présumément disponible.

Le volume et la composition du financement stable disponible font l'objet d'une gestion active visant à optimiser notre position de financement structurel et à atteindre les objectifs en matière de ratio de liquidité à long terme. Notre ratio de liquidité à long terme est géré conformément à notre cadre de gestion du risque de liquidité exhaustif.

#### **Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023**

Au 31 janvier 2024, le ratio de liquidité à long terme s'établissait à 113 %, ce qui se traduit par un excédent d'environ 112 milliards de dollars, comparativement à 113 % et à un excédent d'environ 109 milliards au trimestre précédent. Le ratio de liquidité à long terme est demeuré relativement stable par rapport au trimestre précédent, car la baisse des exigences de financement rattachées aux transactions de financement liées aux titres et aux prêts a été principalement contrebalancée par des exigences de financement liées aux titres supplémentaires.

## Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (p. ex., le coût amorti ou la juste valeur) et le profil des échéances des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance et de réassurance détenus à leur valeur comptable en fonction du calendrier estimatif de réalisation des flux de trésorerie, à la date de clôture. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source d'information aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la section Évaluation du risque et rapport interne sur la liquidité qui se trouve dans la rubrique Risque de liquidité et de financement de notre rapport annuel 2023.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2024									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	132 774 \$	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 648 \$	135 427 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	116 462	317	224	45	42	65	644	11 155	64 643	193 597
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	3 568	5 477	5 230	2 497	5 256	43 151	67 090	78 731	1 216	212 216
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (2)	153 149	81 540	55 243	16 142	20 274	294	–	–	21 229	347 871
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	33 721	25 246	35 402	40 527	48 927	206 339	302 877	75 492	89 785	858 316
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 613	4 216	–	–	2	–	5	–	(43)	16 793
Dérivés	7 533	8 518	5 694	4 695	6 271	13 128	26 658	32 541	–	105 038
Autres actifs financiers	35 206	5 883	2 703	324	622	229	268	2 387	3 669	51 291
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>495 026</b>	<b>131 202</b>	<b>104 496</b>	<b>64 230</b>	<b>81 394</b>	<b>263 206</b>	<b>397 542</b>	<b>200 306</b>	<b>183 147</b>	<b>1 920 549</b>
Autres actifs non financiers	6 335	2 510	2 035	155	123	2 087	2 410	9 506	28 695	53 856
<b>Total de l'actif</b>	<b>501 361 \$</b>	<b>133 712 \$</b>	<b>106 531 \$</b>	<b>64 385 \$</b>	<b>81 517 \$</b>	<b>265 293 \$</b>	<b>399 952 \$</b>	<b>209 812 \$</b>	<b>211 842 \$</b>	<b>1 974 405 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (3)										
Emprunts non garantis	97 982 \$	59 352 \$	91 861 \$	64 454 \$	73 303 \$	58 648 \$	77 653 \$	35 045 \$	576 489 \$	1 134 787 \$
Emprunts garantis	4 208	7 152	8 936	2 455	1 321	6 997	13 421	8 881	–	53 371
Obligations sécurisées	–	–	–	1 705	2 130	10 465	33 778	4 932	–	53 010
Autres										
Acceptations	12 613	4 216	–	–	2	–	5	–	–	16 836
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 012	–	–	–	–	–	–	–	–	35 012
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (2)	223 426	66 813	21 780	5	46	290	–	–	22 130	334 490
Dérivés	6 992	10 924	6 126	5 134	8 001	13 373	25 702	30 722	–	106 974
Autres passifs financiers	39 291	8 200	3 021	1 551	1 695	983	2 289	15 209	1 460	73 699
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	1 920	–	9 605	–	11 525
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>419 524</b>	<b>156 657</b>	<b>131 724</b>	<b>75 304</b>	<b>86 498</b>	<b>92 676</b>	<b>152 848</b>	<b>104 394</b>	<b>600 079</b>	<b>1 819 704</b>
Autres passifs non financiers	1 096	1 013	175	134	3 679	940	1 574	19 502	10 100	38 213
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	116 488	116 488
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>420 620 \$</b>	<b>157 670 \$</b>	<b>131 899 \$</b>	<b>75 438 \$</b>	<b>90 177 \$</b>	<b>93 616 \$</b>	<b>154 422 \$</b>	<b>123 896 \$</b>	<b>726 667 \$</b>	<b>1 974 405 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	1 228 \$	2 477 \$	3 432 \$	4 472 \$	3 409 \$	880 \$	7 594 \$	639 \$	25 \$	24 156 \$
Engagements de crédit	3 984	10 766	12 593	13 918	20 943	57 965	198 205	25 485	4 204	348 063
Autres engagements liés au crédit	15 281	1 143	1 814	1 666	1 528	149	386	66	80 653	102 686
Autres engagements	5	10	16	15	17	61	151	196	909	1 380
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>20 498 \$</b>	<b>14 396 \$</b>	<b>17 855 \$</b>	<b>20 071 \$</b>	<b>25 897 \$</b>	<b>59 055 \$</b>	<b>206 336 \$</b>	<b>26 386 \$</b>	<b>85 791 \$</b>	<b>476 285 \$</b>

(1) À l'exception des titres de créance du secteur Assurances, les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.

(3) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2023 (1)									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
<b>Actif</b>										
Trésorerie et dépôts auprès de banques	130 121 \$	8 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	2 946 \$	133 075 \$
Titres										
Titres détenus à des fins de transaction (2)	117 373	56	103	26	46	99	127	8 997	63 324	190 151
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	5 090	6 436	3 890	5 547	8 678	41 734	66 047	81 337	820	219 579
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (3)	146 722	71 346	60 468	20 475	16 889	3 754	–	–	20 537	340 191
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable	30 889	23 026	31 442	37 978	41 285	201 479	320 082	77 460	89 132	852 773
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	16 493	5 247	–	–	–	–	5	–	(50)	21 695
Dérivés	10 074	13 655	9 292	6 955	6 173	18 905	33 260	44 136	–	142 450
Autres actifs financiers	41 115	2 803	3 205	212	588	191	279	2 513	3 170	54 076
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>497 877</b>	<b>122 577</b>	<b>108 400</b>	<b>71 193</b>	<b>73 659</b>	<b>266 162</b>	<b>419 800</b>	<b>214 443</b>	<b>179 879</b>	<b>1 953 990</b>
Autres actifs non financiers	5 651	666	1 765	190	2 550	1 976	2 422	8 615	28 706	52 541
<b>Total de l'actif</b>	<b>503 528 \$</b>	<b>123 243 \$</b>	<b>110 165 \$</b>	<b>71 383 \$</b>	<b>76 209 \$</b>	<b>268 138 \$</b>	<b>422 222 \$</b>	<b>223 058 \$</b>	<b>208 585 \$</b>	<b>2 006 531 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>										
Dépôts (4)										
Emprunts non garantis	109 666 \$	59 128 \$	62 531 \$	76 957 \$	66 846 \$	59 845 \$	77 782 \$	27 314 \$	588 165 \$	1 128 234 \$
Emprunts garantis	4 992	6 044	7 337	4 100	1 489	6 965	13 616	8 706	–	53 249
Obligations sécurisées	–	2 543	–	–	1 687	9 422	31 847	4 705	–	50 204
Autres										
Acceptations	16 493	5 247	–	–	–	–	5	–	–	21 745
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 651	–	–	–	–	–	–	–	–	33 651
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés (3)	254 955	37 121	19 509	(6)	(1)	279	–	–	23 381	335 238
Dérivés	9 716	16 359	9 311	6 346	5 974	19 290	32 400	43 233	–	142 629
Autres passifs financiers	43 397	5 295	3 028	1 382	1 673	959	2 253	14 402	3 945	76 334
Débiteures subordonnées	–	–	–	–	–	–	1 937	9 449	–	11 386
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>472 870</b>	<b>131 737</b>	<b>101 716</b>	<b>88 779</b>	<b>77 668</b>	<b>96 760</b>	<b>159 840</b>	<b>107 809</b>	<b>615 491</b>	<b>1 852 670</b>
Autres passifs non financiers	1 856	6 422	221	216	150	1 048	2 009	17 228	9 564	38 714
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	115 147	115 147
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>474 726 \$</b>	<b>138 159 \$</b>	<b>101 937 \$</b>	<b>88 995 \$</b>	<b>77 818 \$</b>	<b>97 808 \$</b>	<b>161 849 \$</b>	<b>125 037 \$</b>	<b>740 202 \$</b>	<b>2 006 531 \$</b>
<b>Éléments hors bilan</b>										
Garanties financières	544 \$	2 013 \$	3 528 \$	3 691 \$	4 716 \$	784 \$	7 314 \$	701 \$	23 \$	23 314 \$
Engagements de crédit	7 086	8 338	14 774	14 447	18 361	58 978	205 504	23 181	5 524	356 193
Autres engagements liés au crédit	14 799	1 173	1 563	1 858	1 659	169	435	49	95 099	116 804
Autres engagements	91	10	15	15	15	55	128	178	985	1 492
<b>Total des éléments hors bilan</b>	<b>22 520 \$</b>	<b>11 534 \$</b>	<b>19 880 \$</b>	<b>20 011 \$</b>	<b>24 751 \$</b>	<b>59 986 \$</b>	<b>213 381 \$</b>	<b>24 109 \$</b>	<b>101 631 \$</b>	<b>497 803 \$</b>

- (1) Les montants ont été retraités par rapport à ceux présentés précédemment dans le cadre de l'adoption d'IFRS 17, le 1<sup>er</sup> novembre 2023. Pour plus de détails sur ces changements, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.
- (2) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction et classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.
- (3) Les conventions de revente et les transactions de mise en pension de titre en cours, qui n'ont pas de date d'échéance établie et qui sont généralement à court terme, ont été incluses dans la catégorie Sans échéance précise.
- (4) Une grande partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou moyennant un court préavis selon les conditions du contrat; toutefois, dans les faits, ces soldes de clients procurent les fonds de base nous permettant de répondre à nos besoins en matière d'exploitation et de liquidité comme il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement plus haut.

## Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2023. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires, notamment les lignes directrices du BSIF, afin d'assurer le respect de ces exigences, tel qu'il est présenté à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2023, mise à jour ci-après.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment aux ratios cibles de Bâle III en ce qui concerne le ratio CET1, le ratio de fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. En vertu de l'accord de Bâle III, les banques doivent choisir l'une des deux approches principales suivantes pour calculer les fonds propres réglementaires minimaux nécessaires pour couvrir le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel : l'approche standard et l'approche fondée sur les notations internes.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) nous a désignés de nouveau en tant que banque d'importance systémique mondiale. Cette désignation exige que nous respections une exigence plus élevée en matière d'absorption des pertes (capitaux propres attribuables aux actionnaires en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques), soit 1 %, conformément à l'exigence applicable aux banques d'importance systémique intérieure. En plus des cibles en vertu de l'accord de Bâle III, le BSIF a fixé une réserve pour stabilité intérieure applicable à toutes les banques d'importance systémique intérieure canadiennes afin d'assurer davantage la stabilité financière du système financier canadien. L'exigence actuelle du BSIF en ce qui a trait à la réserve pour stabilité intérieure est fixée à 3,5 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques.

Aux termes de la ligne directrice sur la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF, les banques d'importance systémique intérieure sont tenues de maintenir un ratio de la capacité totale d'absorption des pertes fondé sur les risques, qui s'appuie sur les ratios de fonds propres fondés sur les risques décrits dans la ligne directrice sur les normes de fonds propres, et un ratio de levier TLAC, qui s'appuie sur le ratio de levier décrit dans la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. L'exigence TLAC vise à assurer une capacité suffisante d'absorption des pertes d'une banque d'importance systémique intérieure de manière à permettre sa recapitalisation interne dans l'éventualité d'une défaillance. On entend par « capacité totale d'absorption des pertes » ou « TLAC » l'ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permettent leur conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et moyennant satisfaction de tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice sur la TLAC.

Au deuxième trimestre de 2023, nous avons mis en œuvre la première phase de l'adoption des réformes définitives de Bâle III du CBCB du BSIF, qui comporte une révision des lignes directrices en matière de fonds propres, de levier et de communication de l'information. La deuxième phase de la mise en œuvre des réformes définitives de Bâle III du CBCB du BSIF liées aux révisions des lignes directrices sur les normes de fonds propres portant sur le rajustement de la valeur du crédit et le risque de marché sont entrées en vigueur au premier trimestre de 2024. L'adoption des règles révisées portant sur le rajustement de la valeur du crédit et le risque de marché reflète l'adoption d'un cadre d'approche standard révisé en matière de rajustement de la valeur du crédit et un cadre d'approche standard révisé lié au risque de marché, ainsi que l'abandon de notre approche fondée sur les modèles internes existante utilisée pour calculer l'actif pondéré en fonction des risques rattaché au risque de marché. Les exigences de divulgation en vertu du troisième pilier révisées qui sont entrées en vigueur à l'adoption des règles révisées ont été reflétées dans notre rapport distinct portant sur le troisième pilier du premier trimestre de 2024. De plus, comme le prescrivent les lignes directrices sur les normes de fonds propres, notre plancher de fonds propres réglementaire pour le trimestre est passé de 65 % de l'actif pondéré en fonction des risques pour l'exercice 2023 à 67,5 % de l'actif pondéré en fonction des risques pour l'exercice 2024. La transition à ce nouveau plancher de fonds propres réglementaire se fera sur deux ans, et l'exigence s'établira à 70 % pour l'exercice 2025 et à 72,5 % pour l'exercice 2026.

Notre méthode d'attribution des fonds propres à nos secteurs d'exploitation est fondée sur les exigences en matière de fonds propres réglementaires de Bâle III, sauf en ce qui a trait au secteur Assurances. Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2023, notre méthode d'attribution des fonds propres intègre les exigences de levier de manière à attribuer les fonds propres à nos secteurs d'exploitation. Les fonds propres seront encore attribués à notre plateforme d'assurance en fonction du capital économique pleinement diversifié, comme ce fut le cas au cours des derniers trimestres. Pour plus de détails sur les changements apportés à notre méthode d'attribution des fonds propres, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel 2023.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires actuels établis par le BSIF au titre de Bâle III ainsi que des exigences relatives au deuxième pilier. Nous respectons toutes les exigences en matière de fonds propres, de levier et de capacité totale d'absorption des pertes que nous impose le BSIF.

Ratios de fonds propres, de levier et TLAC au titre de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques au titre de Bâle III					Ratios de fonds propres, de levier et TLAC de RBC au 31 janvier 2024	Réserve pour stabilité intérieure (3)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres, le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale et la réserve pour stabilité intérieure au 31 janvier 2024 (4)
	Ratio minimal	Réserves de fonds propres	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (1)	Ratio minimal, y compris les réserves de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure et mondiale (1), (2)			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	2,6 %	7,1 %	1,0 %	8,1 %	14,9 %	3,5 %	11,6 %
Fonds propres de première catégorie	6,0 %	2,6 %	8,6 %	1,0 %	9,6 %	16,3 %	3,5 %	13,1 %
Total des fonds propres	8,0 %	2,6 %	10,6 %	1,0 %	11,6 %	18,1 %	3,5 %	15,1 %
Ratio de levier	3,5 %	s.o.	3,5 %	s.o.	3,5 %	4,4 %	s.o.	3,5 %
Ratio TLAC	21,6 %	s.o.	21,6 %	s.o.	21,6 %	31,4 %	3,5 %	25,1 %
Ratio de levier TLAC	7,25 %	s.o.	7,25 %	s.o.	7,25 %	8,5 %	s.o.	7,25 %

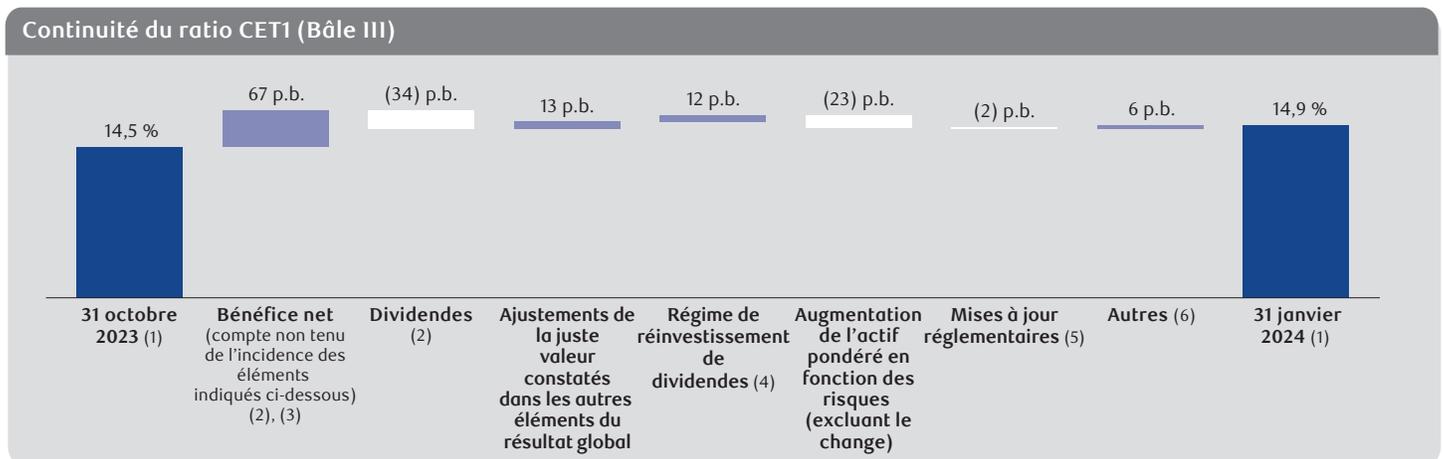
- (1) Un supplément de fonds propres équivalant à notre supplément applicable aux banques d'importance systémique intérieure et au supplément du CBCB applicable aux banques d'importance systémique mondiale, selon le plus élevé des deux montants, s'applique aux fonds propres pondérés en fonction des risques.
- (2) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres de 2,5 % et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit. La réserve de fonds propres anticyclique, calculée conformément aux lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF, était de 0,06 % au 31 janvier 2024 (0,06 % au 31 octobre 2023 et 0,03 % au 31 janvier 2023).
- (3) La réserve pour stabilité intérieure peut varier entre 0 % et 4 % du total de l'actif pondéré en fonction des risques et, actuellement, elle est établie à 3,5 %.
- (4) Les exigences cibles minimales reflètent les exigences concernant la réserve de fonds propres anticyclique au 31 janvier 2024, qui sont assujetties à des changements en fonction des positions détenues à la date de clôture.
- s.o. sans objet

Le tableau qui suit présente des informations détaillées sur nos fonds propres réglementaires, la TLAC disponible, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres, de levier et TLAC restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

	Aux		
	31 janvier 2024	31 octobre 2023	31 janvier 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)			
<b>Fonds propres (1), (2)</b>			
Fonds propres CET1	88 106 \$	86 611 \$	78 055 \$
Fonds propres de première catégorie	96 140	93 904	85 357
Total des fonds propres	106 865	104 952	96 438
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1), (2)</b>			
Risque de crédit	474 677 \$	475 842 \$	502 807 \$
Risque de marché	30 980	40 498	32 635
Risque opérationnel	84 600	79 883	78 808
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>590 257 \$</b>	<b>596 223 \$</b>	<b>614 250 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier (1), (2)</b>			
Ratio CET1	14,9 %	14,5 %	12,7 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	16,3 %	15,7 %	13,9 %
Ratio du total des fonds propres	18,1 %	17,6 %	15,7 %
Ratio de levier	4,4 %	4,3 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	2 173 \$	2 180 \$	1 921 \$
<b>TLAC disponible et ratios (1), (3)</b>			
TLAC disponible	185 556 \$	184 916 \$	173 179 \$
Ratio TLAC	31,4 %	31,0 %	28,2 %
Ratio de levier TLAC	8,5 %	8,5 %	9,0 %

- (1) Comme le BSIF n'exige pas le retraitement des chiffres de la période antérieure, l'adoption d'IFRS 17 n'a eu aucune incidence sur les fonds propres réglementaires, l'actif pondéré en fonction des risques, les ratios de fonds propres, le ratio de levier, la TLAC et les ratios TLAC pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2023.
- (2) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Les périodes closes le 31 janvier 2024 et le 31 octobre 2023 reflètent notre adoption des lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et le ratio de levier qui sont entrées en vigueur au deuxième trimestre de 2023, et mises à jour le 20 octobre 2023, dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III par le BSIF. La période close le 31 janvier 2024 reflète également l'adoption des cadres révisés de rajustement de la valeur de crédit et du risque de marché, qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2023.
- (3) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

## Premier trimestre de 2024 par rapport au quatrième trimestre de 2023



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Représente des capitaux autogénérés d'un montant net de 2 milliards de dollars, ou 33 p.b., se composant du bénéfice net disponible pour les actionnaires, compte non tenu de l'incidence des éléments spécifiés, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres.
- (3) Compte non tenu des éléments spécifiés pour les coûts de transaction et d'intégration liés à l'acquisition prévue de HSBC Canada et à la gestion de la volatilité des fonds propres de clôture liée à l'acquisition prévue de HSBC Canada.
- (4) Pour plus de détails sur le régime de réinvestissement de dividendes, se reporter à la note 11 de nos états financiers résumés.
- (5) Comprend une incidence défavorable de 13 p.b. de l'adoption d'IFRS 17, contrebalancée en partie par une incidence favorable de 11 p.b. découlant de la deuxième phase de l'adoption des réformes de Bâle III par le BSIF dont il est question plus haut.
- (6) Comprend l'incidence des éléments spécifiés plus haut.

Notre ratio CET1 s'est établi à 14,9 %, en hausse de 40 p.b. par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du montant net des capitaux autogérés, de l'incidence favorable d'ajustements de la juste valeur constatés dans les autres éléments du résultat global et des émissions d'actions dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques (excluant le change) et l'incidence nette des mises à jour réglementaires.

Le total de l'actif pondéré en fonction des risques a diminué de 6 milliards de dollars, du fait principalement de l'incidence du change, de l'incidence nette des mises à jour réglementaires et des réductions liées à la titrisation de créances sur cartes de crédit. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence défavorable de la variation nette de notation et l'incidence nette de l'expansion des activités, en raison principalement de l'actif pondéré en fonction du risque opérationnel découlant de l'accroissement des revenus et de la croissance des prêts dans le secteur Services bancaires canadiens. L'expansion des activités a été partiellement annulée par la baisse du risque de marché entraîné par une réduction des activités de négociation. Pour ce qui est de notre ratio CET1, l'incidence du change sur l'actif pondéré en fonction des risques a été largement compensée par les couvertures économiques.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie, soit 16,3 %, a augmenté de 60 p.b., et ce, en raison surtout des facteurs relatifs au ratio CET1 mentionnés précédemment et d'une incidence favorable de l'émission d'actions privilégiées.

Notre ratio du total des fonds propres s'est chiffré à 18,1 %, en hausse de 50 p.b., et ce, en raison surtout des facteurs relatifs au ratio de fonds propres de première catégorie mentionnés précédemment.

Notre ratio de levier de 4,4 % a augmenté de 10 p.b., principalement en raison du montant net des capitaux autogérés, de l'incidence favorable des ajustements de la juste valeur constatés dans les autres éléments du résultat global, de l'émission d'actions privilégiées et des émissions d'actions dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la progression des positions de levier attribuable à l'expansion des activités et l'incidence de l'adoption d'IFRS 17.

Les positions de levier ont fléchi de 7 milliards de dollars en raison surtout de l'incidence du change et des réductions liées à la titrisation de créances sur cartes de crédit, contrebalancées en partie par l'expansion des activités, principalement les transactions de mise en pension de titres, les prêts de gros et engagements inutilisés.

Notre ratio TLAC s'est établi à 31,4 % en hausse de 40 p.b., ce qui reflète les facteurs indiqués ci-dessus concernant le ratio du total des fonds propres.

Notre ratio de levier TLAC s'est établi à 8,5 %, en hausse de 6 p.b., ce qui reflète les facteurs énoncés ci-dessus en ce qui a trait au ratio de levier.

Les instruments de TLAC externe englobent les titres d'emprunt à long terme assujettis à une conversion aux termes du régime de recapitalisation interne. Pour plus de détails, se reporter au profil des dépôts et du financement à la rubrique Risque de liquidité et de financement.

### Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Fonds propres de première catégorie</b>			
Activités liées aux actions ordinaires			
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)		400	38 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes (2)		6 135	720
Rachat d'actions privilégiées de série C-2 (3)	7 novembre 2023	(15)	(23)
Émission d'actions privilégiées de série BU (3), (4)	25 janvier 2024	750	750

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2024, les exigences du régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen de l'émission d'actions propres.

(3) Pour plus de détails, se reporter à la note 11 de nos états financiers résumés.

(4) Instruments de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).

Au 31 janvier 2024, nous n'avions aucune offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur.

Le 7 novembre 2023, nous avons racheté la totalité de nos 15 000 actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série C-2 émises et en circulation à un prix de rachat de 1 000 \$ US l'action. Parallèlement, nous avons racheté la totalité des 615 000 actions représentatives d'actions étrangères de série C-2, chacune représentant un quarantième de droit sur une action de série C-2.

Le 25 janvier 2024, nous avons émis, à l'intention de certains investisseurs institutionnels, 750 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BU (FPUNV) au prix de 1 000 \$ l'action.

## Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 janvier 2024		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires émises	1 408 908	20 156 \$	1,38 \$
Actions propres – actions ordinaires (2)	(651)	(84)	
Actions ordinaires en circulation	1 408 257	20 072 \$	
Options sur actions et attribution d'actions			
En cours	9 059		
Exerçables	4 549		
Actions privilégiées de premier rang émises			
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500 \$	0,23 \$
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,23
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,20
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,19
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BO (3), (4)	14 000	350	0,30
À dividende non cumulatif, série BT (3), (4), (5)	750	750	4,20 %
À dividende non cumulatif, série BU (3), (4), (5)	750	750	7,41 %
Autres instruments de capitaux propres émis			
Billets de capital à recours limité de série 1 (3), (4), (6), (7)	1 750	1 750	4,50 %
Billets de capital à recours limité de série 2 (3), (4), (6), (7)	1 250	1 250	4,00 %
Billets de capital à recours limité de série 3 (3), (4), (6), (7)	1 000	1 000	3,65 %
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres émis	107 500	8 050	
Instruments en propre – actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (2)	(34)	(19)	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres en circulation	107 466	8 031 \$	
Dividendes sur actions ordinaires		1 944 \$	
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres (8)		58	

- (1) Pour plus de détails au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 11 de nos états financiers résumés.
- (2) Les montants positifs représentent une position vendeur, et les montants négatifs représentent une position acheteur.
- (3) Le taux de dividende est révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments relatifs aux FPUNV.
- (5) Les dividendes déclarés par action correspondent au taux de dividende annuel s'appliquant aux actions émises à la date de clôture.
- (6) En ce qui concerne les séries de billets de capital à recours limité (LRCN), le nombre d'actions correspond au nombre de billets émis, et les dividendes déclarés par action correspondent au taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.
- (7) Dans le cadre de l'émission des billets LRCN de série 1, le 28 juillet 2020, nous avons émis 1 750 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BQ (série BQ). En lien avec l'émission des billets LRCN de série 2, le 2 novembre 2020, nous avons émis 1 250 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BR (série BR). Aux termes de l'émission des billets LRCN de série 3, le 8 juin 2021, nous avons émis 1 000 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang de série BS (série BS). Les actions privilégiées des séries BQ, BR et BS ont été émises au prix de 1 000 \$ chacune et en faveur d'une fiducie consolidée afin d'y être détenues en tant qu'actifs en fiducie en lien avec la structure des billets LRCN. Pour plus de détails, se reporter à la note 20 de nos états financiers consolidés annuels de 2023.
- (8) Compte non tenu des distributions versées aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Au 23 février 2024, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'établissait à 1 413 885 959, déduction faite des 771 298 actions propres détenues, et le nombre d'options sur actions et d'attributions d'actions en cours était de 9 001 777.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires dès lors que le BSIF considère une banque comme non viable ou que le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement qu'une banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BO, BT et BU, les billets LRCN de séries 1, 2 et 3 et les débentures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, le 25 juillet 2029, le 23 décembre 2029, le 30 juin 2030, le 28 janvier 2033, le 3 novembre 2031, le 3 mai 2032 et le 1<sup>er</sup> février 2033, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, au 31 janvier 2024, seraient convertis en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; et ii) le cours de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimés, ces instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV se convertiraient au total en un maximum de 5 149 millions d'actions ordinaires, d'où un effet dilutif de 78,52 % selon le nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 janvier 2024.

**Banques d'importance systémique mondiale selon 13 indicateurs d'évaluation** (1)

Le CBCB et le CSF se servent de 13 indicateurs dans le cadre de la méthodologie d'évaluation servant à déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. Comme nous l'avons mentionné antérieurement, nous avons été désignés comme banque d'importance systémique mondiale. Le tableau ci-après présente les 13 indicateurs à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	31 octobre 2023	31 octobre 2022
<b>Activité transfrontalière</b> (2)		
Créances transfrontalières	1 095 074 \$	1 046 441 \$
Passifs transfrontaliers	822 122	819 735
<b>Taille</b> (3)		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	2 205 597	2 107 274
<b>Interdépendance</b> (4)		
Actifs dans le système financier	178 747	185 901
Passifs dans le système financier	154 580	182 473
Titres en circulation	453 282	470 005
<b>Substituabilité/infrastructure financière</b> (5)		
Activité de paiement	48 548 510	50 504 158
Actifs sous garde	3 903 071	4 214 247
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	217 449	224 039
Volume de transactions		
Titres à revenu fixe	8 692 240	7 484 605
Titres de participation et autres titres	5 488 456	5 086 612
<b>Complexité</b> (6)		
Capital nominal des dérivés de gré à gré	26 584 099	25 226 394
Titres détenus à des fins de négociation et titres de placement	79 676	71 774
Actifs de niveau 3	5 190	4 552

(1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans les lignes directrices publiées par le CBCB en juillet 2018, et sont présentés conformément au préavis du BSIF intitulé Banques d'importance systémique mondiale – Obligations redditionnelles. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui exclut les filiales RBC Assurances, sauf indication contraire dans la méthodologie d'évaluation. Pour obtenir nos informations indépendantes sur les banques d'importance systémique mondiale pour 2023, se reporter à la section Information réglementaire à l'adresse [rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs).

(2) Représente le niveau d'interaction d'une banque hors de son territoire.

(3) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la banque, selon les règles de ratio de levier, lesquelles reflètent la mise en œuvre par le BSIF des réformes définitives de Bâle III, avant les ajustements réglementaires.

(4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.

(5) Représente la mesure dans laquelle les services de la banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.

(6) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la banque visant les dérivés, les titres détenus à des fins de transaction, les titres de placement et les actifs de niveau 3.

**2023 par rapport à 2022**

En 2023, le capital nominal des dérivés de gré à gré a augmenté, principalement sous l'effet de l'intensification des activités de négociation pour les contrats de taux d'intérêt et les contrats de change. Les actifs sous garde ont diminué principalement en raison de l'incidence de la vente partielle des activités de RBC Investor Services au troisième trimestre de 2023.

L'augmentation des expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III est principalement attribuable à l'expansion des activités en ce qui concerne surtout les titres, les prêts personnels et commerciaux au Canada, les mises en pension de titres et les engagements inutilisés, facteurs en partie annulés par la baisse des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques et la trésorerie. L'incidence du change a aussi contribué à la hausse des expositions totales. Ces facteurs ont été contrebalancés par l'incidence de la vente partielle des activités de RBC Investor Services. Les autres différences par rapport à l'exercice précédent résultent essentiellement des fluctuations normales des activités commerciales.

## Questions en matière de comptabilité et de contrôle

### Résumé des méthodes comptables et estimations

Nos états financiers résumés sont présentés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes comptables sont décrites à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023 et la note 2 de nos états financiers résumés.

### Changements de méthodes comptables et d'informations à fournir

#### Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre de 2024, nous avons adopté IFRS 17 *Contrats d'assurance* (IFRS 17), qui remplace IFRS 4 *Contrats d'assurance* (IFRS 4). Nos estimations et méthodes comptables critiques mises à jour à l'égard des contrats d'assurance et de réassurance sont décrites ci-après. Nous avons appliqué IFRS 17 de façon rétrospective et nous avons retraité les résultats de la période comparative à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022. Les ajustements de la valeur comptable des contrats d'assurance et de réassurance à la date de transition du 1<sup>er</sup> novembre 2022 ont été comptabilisés dans les bénéfices non distribués. L'information de la période comparative pour les contrats d'assurance et les contrats de réassurance antérieurs au 1<sup>er</sup> novembre 2022 est présentée conformément à nos méthodes comptables antérieures.

Comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 17, nous avons reclassé certains actifs financiers entre les catégories de classement à la juste valeur à la date de l'application initiale d'IFRS 17. Les reclassements n'ont donné lieu à aucun ajustement de la valeur comptable des actifs financiers au 1<sup>er</sup> novembre 2023. Les bénéfices non distribués et les autres composantes des capitaux propres au 1<sup>er</sup> novembre 2023 ont été ajustés en conséquence, sans incidence nette sur le total des capitaux propres. Comme il est permis, nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats de la période comparative pour tenir compte de ces changements et, par conséquent, l'information de la période comparative pour les actifs financiers touchés avant le 1<sup>er</sup> novembre 2023 est présentée conformément à nos classements antérieurs.

Se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés pour plus de détails sur ces changements.

#### Contrats d'assurance et de réassurance

Pour les contrats d'assurance et de réassurance évalués à l'aide de la méthode d'évaluation générale ou de la méthode des honoraires variables, la valeur comptable d'un groupe de contrats est évaluée comme la somme des flux de trésorerie d'exécution et de la marge sur services contractuels. Les flux de trésorerie d'exécution correspondent à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et à un ajustement au titre du risque non financier, actualisés au moyen des taux actuels à la date de clôture déterminés au moyen des méthodes de détermination des taux d'actualisation ci-dessous. Les estimations des flux de trésorerie futurs tiennent compte de scénarios fondés sur des pondérations probabilistes et comprennent tous les flux de trésorerie futurs qui se situent dans le périmètre du contrat. L'ajustement au titre du risque non financier est estimé au moyen de l'approche fondée sur les marges et représente la rémunération dont nous avons besoin pour assumer l'incertitude quant au montant et au calendrier des flux de trésorerie découlant du risque non financier à mesure que le contrat d'assurance est exécuté. L'évaluation du groupe de contrats nécessite le recours au jugement pour établir les méthodes et les hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance et aux autres comportements des titulaires de police, aux taux d'actualisation, à la politique relative aux dividendes et aux charges directement attribuables, y compris les coûts d'acquisition, qui sont attribuées selon une méthode systématique et rationnelle. Des changements aux hypothèses et estimations sous-jacentes peuvent avoir une incidence importante sur le résultat des activités d'assurance et le résultat des placements d'assurance des revenus autres que d'intérêt.

Les taux d'actualisation utilisés reflètent la valeur temps de l'argent et sont fondés sur les caractéristiques des contrats d'assurance et de réassurance. Les flux de trésorerie qui varient en fonction des rendements d'éléments sous-jacents sont actualisés à des taux qui reflètent cette variabilité. Dans le cas des flux de trésorerie qui ne varient pas en fonction des rendements d'éléments sous-jacents, nous utilisons principalement l'approche descendante pour déterminer les taux d'actualisation. Selon cette approche, les taux d'actualisation pour les périodes observables sont déterminés au moyen de courbes de rendement implicites d'un portefeuille d'actifs de référence, ajustées pour éliminer les facteurs (risque de marché et risque de crédit des actifs financiers) qui ne sont pas pertinents pour les contrats d'assurance. Pour les périodes non observables, le taux d'actualisation est interpolé à l'aide du dernier point observable et du taux d'actualisation ultime qui est composé d'un taux sans risque et d'une prime d'illiquidité. Pour un portefeuille sélectionné, l'approche ascendante est utilisée pour déterminer le taux d'actualisation, qui utilise un taux sans risque plus une prime d'illiquidité pour refléter les caractéristiques des contrats. La direction doit faire preuve de jugement pour estimer les facteurs de risque de marché et de crédit ainsi que les primes d'illiquidité dans la détermination du taux d'actualisation.

En ce qui a trait aux contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (entrées nettes) pour la couverture d'assurance fournie. Pour ce qui est des contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net à l'achat de contrat de réassurance. La marge sur services contractuels des contrats d'assurance et de réassurance est portée au résultat en fonction des unités de couverture, qui représentent la quantité des services fournis par un groupe de contrats (couverture d'assurance et services liés au rendement des placements et aux placements) et sont déterminés en tenant compte de la quantité d'indemnité fournie aux termes de chaque contrat et de la durée prévue de la couverture.

Pour plus de détails, se reporter à la note 2 de nos états financiers résumés.

## Contrôles et procédures

### Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2024, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de présentation de l'information conformément aux règles adoptées par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances, qui ont conclu que nos contrôles et procédures de présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2024.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2024, nous n'avons effectué aucune modification de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le 1<sup>er</sup> novembre 2023, nous avons adopté IFRS 17 et avons mis à jour et modifié certains contrôles internes à l'égard de l'information financière par suite de l'adoption de la nouvelle norme comptable.

## Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires et des services d'exploitation habituels, et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 26 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023.

## Glossaire

### Acceptations

Lettre de change ou instrument négociable tiré sur une banque par un emprunteur qui s'engage à effectuer le paiement à l'échéance. L'acceptation représente une garantie de paiement par la Banque et est négociable sur le marché monétaire. En contrepartie de cette garantie, la Banque reçoit une commission d'acceptation.

### Correction de valeur pour pertes de crédit (CVPC)

Montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de crédit attendues à la date de clôture. La correction de valeur est déterminée pour tous les actifs financiers soumis à des tests de dépréciation, y compris certains prêts, titres de créance, engagements de clients en contrepartie d'acceptations, garanties financières et engagements inutilisés. La correction de valeur est modifiée du montant de la dotation à la provision pour pertes de crédit comptabilisée, laquelle est imputée au résultat et réduite en fonction du montant des radiations, après déduction des recouvrements au cours de la période.

### Ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts

Le ratio de la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts correspond à la correction de valeur pour pertes de crédit liée aux prêts exprimée en pourcentage du total des prêts et des acceptations.

### Titres adossés à des actifs

Titres créés au moyen de la titrisation d'un groupe d'actifs, par exemple des prêts automobiles ou des prêts sur cartes de crédit.

### Biens administrés

Biens que nous administrons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens administrés sont de nature administrative et comprennent notamment les services de garde, le recouvrement des revenus de placement, le règlement des opérations de vente et d'achat et la tenue de registres.

### Biens sous gestion

Biens que nous gérons et qui sont la propriété effective de nos clients, à moins d'indication contraire. Les services fournis relativement aux biens sous gestion comprennent le choix des placements et les services-conseils en matière d'investissement. Nous détenons des biens sous gestion que nous administrons également et qui sont inclus dans les biens administrés.

### Capital attribué

Le capital attribué à nos secteurs d'exploitation repose sur les exigences en matière de fonds propres et de levier réglementaires de Bâle III pour nos secteurs d'exploitation autres que l'assurance, pour lequel nous attribuons le capital uniquement en fonction du capital économique.

### Titres à enchères

Titres d'emprunt dont les taux d'intérêt sont régulièrement réévalués à la suite d'un processus d'enchères.

### Moyenne des actifs productifs, montant net

La moyenne des actifs productifs tient compte des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques, des titres, déduction faite de la correction de valeur applicable, des actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés et des prêts, déduction faite de la correction de valeur, des garanties en espèces et des dépôts de garantie en espèces. Les actifs liés aux assurances et tous les autres actifs non spécifiés sont exclus. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

### Point de base (p.b.)

Un centième pour cent (0,01 %).

### Sûretés

Sûretés pour un prêt ou toute autre obligation. Les sûretés peuvent être des espèces, des titres assortis de notations élevées, des propriétés, des stocks, du matériel et des créances.

### Titres garantis par des créances (TGC)

Titres comportant plusieurs tranches qui sont émis par des entités structurées et garantis par des créances, y compris des obligations et des prêts. Chaque tranche offre un degré différent de risque et de rendement pouvant répondre à la demande des investisseurs.

### Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

Titres créés au moyen de la titrisation de créances hypothécaires commerciales.

### Engagements de crédit

Montants inutilisés de facilités de crédit offertes aux clients, sous la forme de prêts, d'acceptations bancaires ou d'autres types de financement au bilan, ou encore d'instruments hors bilan tels que les garanties et les lettres de crédit.

### Fonds propres CET1

Mesure de fonds propres prévue par l'accord de Bâle III se composant principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions et ajustements réglementaires pour le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs des régimes de retraite à prestations définies, le déficit au titre des provisions et d'autres éléments spécifiés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres de notre rapport annuel.

### Ratio CET1

Mesure de fonds propres basée sur le risque correspondant aux fonds propres CET1 divisés par l'actif pondéré en fonction des risques.

### Marge sur services contractuels

En ce qui a trait aux contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (entrées nettes) pour la couverture d'assurance fournie. Pour ce qui est des contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net à l'achat de contrat de réassurance.

### Obligations sécurisées

Obligations avec plein recours figurant au bilan émises par les banques et les établissements de crédit qui sont également entièrement garanties par des actifs sur lesquels les investisseurs ont priorité en cas d'insolvabilité de l'émetteur.

### Swaps sur défaillance

Contrat dérivé qui offre à l'acquéreur un paiement non récurrent en cas de défaillance de l'entité ou des entités (ou si un événement déclencheur semblable survient).

### Dérivé

Contrat conclu entre deux parties qui ne nécessite que peu ou pas d'investissements initiaux et en vertu duquel les paiements faits de part et d'autre sont tributaires de la variation du prix d'un instrument, d'un indice boursier ou d'un taux financier sous-jacent. Les dérivés comprennent notamment les swaps, les options, les contrats de garantie de taux d'intérêt et les contrats à terme standardisés. Le capital nominal du dérivé est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués entre les parties sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement.

### Ratio de distribution

Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires.

### Rendement de l'action

Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.

### Bénéfice par action – de base

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation.

### Bénéfice par action – dilué

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions en circulation ajusté pour tenir compte de l'effet de dilution des options sur actions et des autres titres convertibles.

### Ratio d'efficience

Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus.

### Pertes de crédit attendues

Différence entre les flux de trésorerie contractuels qui nous sont dus conformément aux conditions du contrat et les flux de trésorerie que nous nous attendons à recevoir, actualisée à la date de clôture.

### Juste valeur

La juste valeur d'un instrument financier correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

### Ajustement de l'évaluation lié au financement

Les ajustements de l'évaluation liés au financement sont calculés afin de tenir compte du coût et de l'avantage du financement dans l'évaluation des dérivés négociés hors cote sous-garantis ou non garantis. Les flux de trésorerie futurs prévus de ces dérivés sont actualisés de manière à refléter le coût et l'avantage du financement des dérivés en utilisant comme données une courbe de financement, les volatilités implicites et les corrélations.

**Garanties et lettres de crédit**

Représentent principalement des garanties de paiement irrévocables par une banque dans le cas où un client serait incapable d'honorer ses obligations financières envers des tiers. Certaines autres garanties (comme les cautionnements de soumission et les garanties de bonne exécution) sont de nature non financière.

**Couverture**

Technique de gestion du risque visant à réduire l'exposition aux risques de marché, de taux d'intérêt ou de change liés aux transactions bancaires courantes.

L'élimination ou la réduction du risque est obtenue au moyen de la prise de positions compensatoires. Par exemple, des actifs libellés dans une devise peuvent être couverts au moyen de passifs libellés dans cette même devise ou au moyen de divers instruments de couverture de change (comme les contrats à terme standardisés, les options sur devises et les contrats de change à terme).

**Fonds de couverture**

Fonds d'investissement offert aux investisseurs accrédités disposant d'un avoir net élevé, qui est assujéti à une réglementation et à des restrictions limitées à l'égard de ses placements comparativement aux fonds communs de placement de détail et qui a souvent recours à des stratégies audacieuses comme la vente à découvert, l'endettement, la négociation informatisée, les swaps, l'arbitrage et les dérivés.

**Actifs liquides de haute qualité**

Trésorerie ou actifs qui peuvent être convertis en espèces rapidement en étant vendus (ou donnés en garantie), sans perte de valeur importante.

**Prêts douteux**

Un prêt est classé comme prêt douteux si la qualité de crédit s'est détériorée de telle sorte que la direction juge que le plein recouvrement des intérêts et du capital aux dates prévues conformément aux modalités du contrat de prêt n'est plus raisonnablement assuré. Les soldes de cartes de crédit ne sont pas classés comme douteux étant donné qu'ils sont directement sortis du bilan après 180 jours de retard.

**Contrats d'assurance**

Contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice à ce titulaire de la police. Les contrats d'assurance comprennent également les contrats de réassurance émis par nous pour indemniser une autre société au titre des demandes d'indemnisation résultant de contrats d'assurance sous-jacents émis par cette autre société.

**Résultat des placements d'assurance**

Correspond aux revenus de placement nets tirés du secteur Assurances, aux revenus (charges) financiers d'assurance tirés des contrats d'assurance et aux revenus (charges) financiers de réassurance tirés des contrats de réassurance détenus.

**Résultat des activités d'assurance**

Calculé comme le produit des activités d'assurance moins les charges des activités d'assurance des contrats d'assurance et les revenus (charges) nets des contrats de réassurance détenus.

**Normes internationales d'information financière (IFRS)**

Les IFRS comprennent les normes, les interprétations et le cadre fondés sur des principes adoptés par l'International Accounting Standards Board.

**Ratio de levier**

Mesure réglementaire prévue par l'accord de Bâle III consistant à diviser les fonds propres de première catégorie par la somme du total de l'actif et d'éléments hors bilan particuliers. Le ratio de levier est une mesure non axée sur les risques.

**Ratio de liquidité à court terme**

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III conçue pour veiller à ce que les banques prévoient une réserve suffisante d'actifs liquides de haute qualité leur permettant d'assurer le service sur une période de 30 jours civils advenant une sévère crise touchant les liquidités.

**Ratio prêt-valeur**

Calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio RBC divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

**Convention-cadre de compensation**

Accord conclu entre la Banque et une contrepartie et conçu afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

**Revenu net d'intérêt**

Écart entre le montant gagné sur les actifs (tels que les prêts et les titres) et le montant versé au titre des passifs (tels que les dépôts et les débiteures subordonnées).

**Marge nette d'intérêt – selon la moyenne des actifs productifs, montant net**

Représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne des actifs productifs, montant net.

**Ratio de liquidité à long terme**

Le ratio de liquidité à long terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III définie comme le montant du financement stable disponible par rapport au montant du financement stable exigé. Le ratio devrait en permanence être au moins égal à 100 %.

**Offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

Programme visant le rachat de nos propres actions aux fins d'annulation, par l'intermédiaire d'une Bourse, assujéti aux divers règlements de la Bourse et de la commission des valeurs mobilières pertinentes.

**Capital nominal**

Montant contractuel de référence utilisé pour calculer les paiements relatifs aux dérivés.

**Instruments financiers hors bilan**

Divers types d'ententes offertes aux clients, qui comprennent les dérivés de crédit, les ventes d'options de vente, les facilités de garantie de liquidités, les produits à valeur stable, les lettres de garantie financière, les garanties de bonne fin, les rehaussements de crédit, les prêts hypothécaires vendus avec recours, les engagements de crédit, les prêts de titres, les lettres de crédit documentaire et commerciales, les garanties des membres parrainés, les garanties pour prêt de titres et les indemnisations.

**Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)**

Principale autorité de réglementation des institutions financières constituées sous le régime d'une loi fédérale canadienne et des régimes de retraite administrés par le gouvernement fédéral canadien. Le BSIF a pour mission de protéger les titulaires de police, les déposants et les participants aux régimes de retraite contre les pertes indues.

**Levier d'exploitation**

Écart entre le taux de croissance de nos revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

**Options**

Contrat ou disposition d'un contrat qui donne à une partie (le porteur de l'option) le droit, et non l'obligation, d'effectuer une opération déterminée avec une autre partie (l'émetteur ou le vendeur de l'option) selon des conditions établies.

**Dotation à la provision pour pertes de crédit (DPPC)**

Montant imputé au résultat en vue de porter la correction de valeur pour pertes de crédit au niveau jugé approprié par la direction. Elle se compose des dotations liées aux actifs financiers productifs et dépréciés.

**Ratio de la DPPC liée aux prêts**

Le ratio de la DPPC liée aux prêts représente la DPPC liée aux prêts exprimée en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations.

**Produits de la gamme Marge Proprio RBC**

Comprennent les prêts hypothécaires résidentiels et les prêts aux particuliers garantis aux termes desquels l'emprunteur fournit des biens immobiliers en garantie.

**Convention de rachat**

Prévoit à la fois la vente de titres contre espèces et le rachat de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

**Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires**

Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.

**Contrats de réassurance détenus**

Contrats aux termes desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des réclamations se rattachant à des contrats d'assurance sous-jacents émis par nous et qui sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rattachent.

**Convention de revente**

Prévoit à la fois l'achat de titres contre espèces et la vente de ces titres contre valeur à une date ultérieure. Ces transactions ne constituent habituellement pas des ventes économiques et, par conséquent, sont traitées comme des transactions de financement garanties.

**Actif pondéré en fonction des risques**

Actif ajusté en fonction d'un facteur de pondération du risque prévu par règlement afin de refléter le degré de risque lié aux éléments présentés au bilan et aux éléments hors bilan. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais déduits des fonds propres. Le calcul est défini dans les lignes directrices sur les normes de fonds propres du BSIF. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

**Prêt de titres**

Opération dans le cadre de laquelle le propriétaire de titres accepte le prêt en contrepartie d'une commission aux termes d'un contrat négocié au préalable avec l'emprunteur. La garantie pour le prêt est constituée soit de titres de grande qualité, soit de trésorerie, et la valeur de la garantie doit être au moins égale à la valeur de marché des titres prêtés. Lorsque les prêts sont garantis par des titres, l'emprunteur paie une commission négociée. Inversement, lorsque les prêts sont garantis en espèces, le prêteur verse des intérêts à l'emprunteur à un taux négocié et réinvestit la garantie en espèces pour réaliser un rendement. Un intermédiaire, comme une banque, agit souvent à titre de mandataire d'opérations de prêt pour le compte du propriétaire des titres en échange d'une partie des revenus touchés par le propriétaire sur le prêt de titres. La plupart du temps, le mandataire indemnise le propriétaire relativement au risque lié à l'incapacité de l'emprunteur de remettre les titres prêtés, notamment au risque de contrepartie en cas de défaillance de l'emprunteur et au risque de marché si la valeur des garanties autres qu'en espèces diminue. Le mandataire n'indemnise pas le propriétaire des titres relativement au risque lié au réinvestissement de la garantie en espèces; ce risque est entièrement assumé par le propriétaire.

**Titres vendus à découvert**

Transaction dans le cadre de laquelle une partie vend des titres pour ensuite les emprunter afin de les céder à l'acheteur au moment du règlement. À une date ultérieure, le vendeur achète des titres identiques sur le marché pour remplacer les titres empruntés.

**Titrisation**

Opération dans le cadre de laquelle divers actifs financiers sont regroupés en titres nouvellement émis adossés à ces actifs.

**Approche standard pour évaluer le risque de crédit**

La pondération de risques prescrite par le BSIF permet de calculer l'actif pondéré en fonction des risques pour déterminer l'exposition au risque de crédit. L'évaluation du crédit par les agences de notation externes reconnues par le BSIF, soit Standard & Poor's Financial Services LLP, Moody's, Investor Service, Inc., Fitch, Ratings, Inc., et DBRS Limited, sert à pondérer notre exposition au risque lié aux organismes souverains et aux banques en fonction des normes et des lignes directrices formulées par le BSIF. Quant au calcul de notre exposition au risque lié aux entreprises et au secteur du détail, nous avons recours à la pondération du risque standard prescrite par le BSIF.

**Entités structurées**

Une entité structurée est une entité pour laquelle les droits de vote ou autres droits similaires ne sont pas les principaux facteurs permettant de déterminer qui contrôle l'entité, comme lorsque les activités qui ont une incidence importante sur le rendement de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Souvent, les entités structurées exercent des activités restreintes, ont des objectifs précis et bien définis, ont des capitaux propres insuffisants pour financer leurs activités et disposent de financement sous forme de multiples instruments liés entre eux par contrat.

**Majoration au montant imposable équivalent**

Augmentation du revenu provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes admissibles) à un niveau permettant de le rendre comparable aux revenus provenant de sources imposables. Il y a un ajustement correspondant de la charge d'impôt qui permet d'obtenir le même bénéfice net après impôt.

**Fonds propres de première catégorie**

Les fonds propres de première catégorie comprennent essentiellement les fonds propres CET1 et d'autres éléments additionnels de fonds propres de première catégorie, comme les actions privilégiées, les billets de capital à recours limité et les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de première catégorie de filiales.

**Fonds propres de deuxième catégorie**

Les fonds propres de deuxième catégorie comprennent principalement des débetures subordonnées qui répondent à certains critères, certaines provisions pour pertes sur prêts ainsi que les participations ne donnant pas le contrôle dans des instruments de fonds propres de deuxième catégorie de filiales.

**Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC)**

Ensemble des fonds propres de première catégorie, des fonds propres de deuxième catégorie et des instruments de TLAC externe, qui permet la conversion, en tout ou en partie, en actions ordinaires en vertu de la *Loi sur la SADC* et qui satisfait à tous les critères d'admissibilité de la ligne directrice.

**Ratio TLAC**

Le ratio TLAC fondé sur le risque correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le total de l'actif pondéré en fonction des risques.

**Ratio de levier TLAC**

Le ratio de levier TLAC correspond à la capacité totale d'absorption des pertes divisée par le ratio de levier.

**Total des fonds propres et ratio du total des fonds propres**

Le total des fonds propres se définit comme le total des fonds propres de première et de deuxième catégorie. On obtient le ratio du total des fonds propres en divisant le total des fonds propres par l'actif pondéré en fonction des risques.

**Tranche**

Type de titre créé de façon à ce que les risques et le rendement liés à un groupe d'actifs soient regroupés en plusieurs catégories de titres assortis de niveaux de risque et de rendement différents de ceux du groupe d'actifs sous-jacent. Les tranches sont habituellement notées par des agences de notation et reflètent à la fois la qualité de crédit de la garantie sous-jacente et le niveau de protection en fonction de la subordination intrinsèque de la tranche.

**Capital non attribué**

Le capital non attribué représente l'excédent des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à notre secteur d'exploitation et est présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

**Valeur à risque (VAR)**

Mesure du risque généralement reconnue qui utilise des modèles statistiques fondés sur des informations historiques pour estimer, selon un degré de confiance déterminé, la perte de valeur de marché maximale que subiraient les portefeuilles financier de la Banque en cas de changement défavorable des taux et des cours du marché au cours d'une séance.

## Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

La publication de notre rapport annuel 2023, de notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024, du document d'information financière complémentaire (IFC) et du rapport portant sur le troisième pilier a pour objectif la présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements du CSF. L'information figurant dans l'IFC et le rapport portant sur le troisième pilier n'est pas et ne doit pas être considérée comme étant intégrée par renvoi à notre rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2024.

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements.

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	56	145	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		71-77, 143-144	-
	3	Risques connus et risques émergents		68-71	-
	4	Nouveaux ratios réglementaires	45-48	119-127	-
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		71-77	-
	6	Culture à l'égard du risque		71-77	-
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		129	-
	8	Simulation de crise		74-76, 89	-
Adéquation des fonds propres et actif pondéré en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	46	119-127	-
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		-	*
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		-	19
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		119-127	-
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		-	20
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		77-81	*
	15	Information relative au risque de crédit lié à l'actif pondéré en fonction des risques et mesures de risque connexes		-	*
Liquidités	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		-	20
	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		75, 77-79	31
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	35-36	97-98, 102-103	-
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	36, 39	98, 101	-
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	43-45	105-106	-
	21	Sources de financement et stratégie de financement	37-38	98-100	-
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	33-34	93-94	-
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	30-32	88-94	-
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		89	-
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		89-93	-
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	26-30	77-88, 199-206	21-31,*
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	73-79	137-142	*
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		80-82, 131-132, 165-168	-
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		-	23, 28
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		83	32
Autres	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		81-82	*
	31	Autres types de risque		108-119	-
	32	Événements publics comportant des risques		113-114, 251-253	-

\* Ces exigences de communication sont remplies en totalité ou en partie grâce aux informations incluses dans le rapport portant sur le troisième pilier pour le trimestre clos le 31 janvier 2024 et l'exercice clos le 31 octobre 2023.

## États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

## Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2024	31 octobre 2023 (retraité – note 2)
<b>Actif</b>		
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques</b>	74 347 \$	61 989 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	61 080	71 086
<b>Titres</b>		
Titres détenus à des fins de transaction	193 597	190 151
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable (note 4)	212 216	219 579
	405 813	409 730
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	347 871	340 191
<b>Prêts (note 5)</b>		
Prêts de détail	569 894	569 951
Prêts de gros	293 721	287 826
	863 615	857 777
Correction de valeur pour pertes sur prêts (note 5)	(5 299)	(5 004)
	858 316	852 773
<b>Autres</b>		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	16 793	21 695
Dérivés	105 038	142 450
Locaux et matériel	6 633	6 749
Goodwill	12 430	12 594
Autres immobilisations incorporelles	5 790	5 903
Autres actifs	80 294	81 371
	226 978	270 762
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 974 405 \$</b>	<b>2 006 531 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Dépôts (note 7)</b>		
Particuliers	452 189 \$	441 946 \$
Entreprises et gouvernements	743 772	745 075
Banques	45 207	44 666
	1 241 168	1 231 687
<b>Autres</b>		
Acceptations	16 836	21 745
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 012	33 651
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	334 490	335 238
Dérivés	106 974	142 629
Passifs au titre des contrats d'assurance (note 8)	21 342	19 026
Autres passifs	90 570	96 022
	605 224	648 311
<b>Débiteures subordonnées (note 11)</b>	<b>11 525</b>	<b>11 386</b>
<b>Total du passif</b>	<b>1 857 917</b>	<b>1 891 384</b>
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	8 031	7 314
Actions ordinaires (note 11)	20 072	19 167
Bénéfices non distribués	82 049	81 715
Autres composantes des capitaux propres	6 239	6 852
	116 391	115 048
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>97</b>	<b>99</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>116 488</b>	<b>115 147</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 974 405 \$</b>	<b>2 006 531 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat net (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023 (retraité – note 2)
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (note 3)		
Prêts	12 269 \$	9 997 \$
Titres	4 554	3 003
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	7 221	4 766
Dépôts et autres	1 565	1 571
	<b>25 609</b>	<b>19 337</b>
<b>Charge d'intérêt</b> (note 3)		
Dépôts et autres	11 305	7 772
Autres passifs	7 786	5 225
Débitures subordonnées	186	138
	<b>19 277</b>	<b>13 135</b>
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>6 332</b>	<b>6 202</b>
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>		
Résultat des activités d'assurance (note 8)	187	192
Résultat des placements d'assurance (note 8)	141	(73)
Revenus tirés des activités de négociation	804	1 069
Commissions de gestion de placements et de services de garde	2 185	2 056
Revenus tirés des fonds communs de placement	1 030	1 015
Commissions de courtage en valeurs mobilières	388	361
Frais bancaires	554	511
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	606	512
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	262	433
Revenus sur cartes	326	325
Commissions de crédit	395	379
Profits nets sur les titres de placement	70	53
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées	12	29
Autres	193	293
	<b>7 153</b>	<b>7 155</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>13 485</b>	<b>13 357</b>
<b>Dotation à la provision pour pertes de crédit</b> (notes 4 et 5)	<b>813</b>	<b>532</b>
<b>Frais autres que d'intérêt</b>		
Ressources humaines (note 9)	5 163	4 850
Matériel	619	569
Frais d'occupation	407	404
Communications	321	278
Honoraires	624	382
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	352	362
Autres	838	744
	<b>8 324</b>	<b>7 589</b>
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>4 348</b>	<b>5 236</b>
Impôt sur le résultat	766	2 103
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 582 \$</b>	<b>3 133 \$</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux :</b>		
Actionnaires	3 580 \$	3 131 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2	2
	<b>3 582 \$</b>	<b>3 133 \$</b>
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars) (note 12)	<b>2,50 \$</b>	<b>2,23 \$</b>
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars) (note 12)	<b>2,50</b>	<b>2,23</b>
<b>Dividendes par action ordinaire</b> (en dollars)	<b>1,38</b>	<b>1,32</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023 (retraité – note 2)
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 582 \$</b>	<b>3 133 \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>		
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :</b>		
<b>Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	788	632
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(49)	(32)
	<b>739</b>	<b>600</b>
<b>Écarts de change</b>		
Profits (pertes) de change latents	(2 151)	(955)
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	922	64
Reclassement en résultat de pertes (profits) liés aux activités de couverture de l'investissement net	1	–
	<b>(1 228)</b>	<b>(891)</b>
<b>Variation nette des couvertures de flux de trésorerie</b>		
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(602)	(398)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(181)	2
	<b>(783)</b>	<b>(396)</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :</b>		
Réévaluations des profits (pertes) des régimes d'avantages du personnel (note 9)	42	(230)
Profits nets (pertes nettes) résultant des variations de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(701)	(796)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	55	10
	<b>(604)</b>	<b>(1 016)</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt</b>	<b>(1 876)</b>	<b>(1 703)</b>
<b>Total du résultat global</b>	<b>1 706 \$</b>	<b>1 430 \$</b>
<b>Total du résultat global attribuable aux :</b>		
Actionnaires	1 707 \$	1 431 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(1)
	<b>1 706 \$</b>	<b>1 430 \$</b>

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023
<b>Impôt sur les autres éléments du résultat global</b>		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	303 \$	171 \$
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres d'emprunt et les prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(16)	(9)
Profits (pertes) de change latents	(17)	–
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	340	162
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(262)	(64)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(68)	1
Profits (pertes) de réévaluations des régimes d'avantages du personnel	22	(23)
Profits nets (pertes nettes) découlant des variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(271)	(306)
Profits nets (pertes nettes) sur les titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	20	12
<b>Total de la charge (l'économie) d'impôt</b>	<b>51 \$</b>	<b>(56) \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024									
	Autres composantes des capitaux propres					Autres composantes des capitaux propres				
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions propres – ordinaires	Bénéfices distribués non	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)	7 323 \$	19 398 \$	(9) \$	81 715 \$ (656)	6 612 \$	2 756 \$	6 852 \$ 656	115 048 \$	99 \$	115 147 \$
<b>Solde retraité au début de la période</b>	7 323 \$	19 398 \$	(9) \$	81 059 \$	6 612 \$	2 756 \$	7 508 \$	115 048 \$	99 \$	115 147 \$
Ajustements à la suite de la transition (note 2)										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	750	758	-	(6)	-	-	-	1 502	-	1 502
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(23)	-	-	2	-	-	-	(21)	-	(21)
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	113	1 227	-	-	-	1 340	-	1 340
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(123)	(1 080)	-	-	-	(1 203)	-	(1 203)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	8 (1 944)	-	-	-	8 (1 944)	-	8 (1 944)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	(58) 12	-	-	-	(58) 12	(1)	(59)
Autres	-	-	-	3 580	-	-	-	3 580	2	3 582
Bénéfice net	-	-	-	-	739	(1 225)	(783)	(1 873)	(3)	(1 876)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(604)	(1 225)	(783)	(1 269)	(1 873)	(3)	(1 876)
<b>Solde retraité à la fin de la période</b>	8 050 \$	20 156 \$	(19) \$	82 049 \$ (84)	5 387 \$	1 973 \$	6 239 \$	116 391 \$	97 \$	116 488 \$

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 (retraité – note 2)									
	Autres composantes des capitaux propres					Autres composantes des capitaux propres				
	Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	Actions ordinaires	Actions propres – ordinaires	Bénéfices distribués non	Titres et prêts évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Écart de change	Couverture de flux de trésorerie	Total des autres composantes des capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle
(en millions de dollars canadiens)	7 323 \$	17 318 \$	(5) \$	78 037 \$ (2 359)	5 688 \$	2 394 \$	5 725 \$	108 064 \$ (2 359)	111 \$	108 175 \$ (2 359)
<b>Solde retraité au début de la période</b>	7 323 \$	17 318 \$	(5) \$	75 678 \$	5 688 \$	2 394 \$	5 725 \$	105 705 \$	111 \$	105 816 \$
Ajustements à la suite de la transition (note 2)										
Variation des capitaux propres										
Capital social et autres instruments de capitaux propres émis	-	24	-	1	-	-	-	25	-	25
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	-	-	277	742	-	-	-	1 019	-	1 019
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	-	-	(262)	(797)	-	-	-	(1 059)	-	(1 059)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	5 (1 829)	-	-	-	5 (1 829)	-	5 (1 829)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	-	-	-	(44) 3	-	-	-	(44) 3	(7)	(51) 3
Autres	-	-	-	3 131	-	-	-	3 131	2	3 133
Bénéfice net	-	-	-	-	600	(888)	(684)	(1 700)	(3)	(1 703)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	(1 016)	(888)	(396)	(684)	(1 700)	(3)	(1 703)
<b>Solde retraité à la fin de la période</b>	7 323 \$	17 342 \$	10 \$	75 929 \$ (389)	4 800 \$	1 998 \$	5 041 \$	105 256 \$	103 \$	105 359 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023 (retraité – note 2)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	3 582 \$	3 133 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres		
Dotation à la provision pour pertes de crédit	813	532
Amortissement	320	315
Impôt différé	(606)	(261)
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	354	373
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(12)	(29)
Pertes (profits) sur les titres de placement	(70)	(53)
Pertes (profits) à la cession d'activités	(4)	–
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation		
Passifs au titre des contrats d'assurance	2 316	991
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	175	397
Impôt exigible	315	883
Actifs dérivés	37 412	24 156
Passifs dérivés	(35 655)	(21 999)
Titres détenus à des fins de transaction	(2 521)	2 688
Prêts, déduction faite de la titrisation	(5 838)	(4 704)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(7 680)	(10 534)
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(748)	16 420
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	1 361	(264)
Dépôts, déduction faite de la titrisation	9 481	16 145
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(497)	(971)
Autres	(4 141)	(9 359)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>(1 643)</b>	<b>17 859</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	10 006	(3 666)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de titres de placement	65 480	34 282
Achat de titres de placement	(60 887)	(40 515)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(482)	(698)
Produit net reçu (trésorerie transférée) de cessions	9	–
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>14 126</b>	<b>(10 597)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émission de débentures subordonnées	–	1 500
Remboursement de débentures subordonnées	–	(60)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	36	22
Émission d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres, déduction faite des frais d'émission	744	–
Rachat d'actions privilégiées et d'autres instruments de capitaux propres	(21)	–
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – vente	1 340	1 019
Actions propres et autres instruments de capitaux propres – achat	(1 203)	(1 059)
Dividendes versés sur les actions et distributions versées sur les autres instruments de capitaux propres	(1 240)	(1 841)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(7)
Variation des emprunts à court terme des filiales	533	4 491
Remboursement d'obligations locatives	(153)	(166)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>	<b>35</b>	<b>3 899</b>
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(160)	2 719
<b>Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques</b>	<b>12 358</b>	<b>13 880</b>
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	61 989	72 397
<b>Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)</b>	<b>74 347 \$</b>	<b>86 277 \$</b>
<b>Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :</b>		
Intérêts versés	18 920 \$	11 226 \$
Intérêts reçus	24 950	17 492
Dividendes reçus	1 058	832
Impôt sur le résultat payé	855	1 436

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes en raison d'exigences réglementaires ou de restrictions contractuelles imposées par les banques centrales, d'autres organismes de réglementation et d'autres contreparties. Le total des soldes était de 3 milliards de dollars au 31 janvier 2024 (3 milliards au 31 octobre 2023; 2 milliards au 31 janvier 2023; 2 milliards au 31 octobre 2022).

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels et ils doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés annuels audités de 2023 et les notes annexes présentés aux pages 160 à 263 de notre rapport annuel 2023. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars, sauf indication contraire. Le 27 février 2024, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

## Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Sauf indication contraire ci-après, les états financiers résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2023. Nos principales méthodes comptables et les changements futurs de méthodes comptables et d'informations à fournir non encore entrés en vigueur pour nous sont décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023 et des mises à jour sont fournies ci-dessous.

### Changements de méthodes comptables

Au cours du premier trimestre de 2024, nous avons adopté IFRS 17 *Contrats d'assurance* (IFRS 17) qui remplace IFRS 4 *Contrats d'assurance* (IFRS 4). Nos méthodes comptables mises à jour applicables aux contrats d'assurance ou de réassurance sont décrites ci-dessous. Nous avons appliqué IFRS 17 de façon rétrospective et nous avons retraité les résultats de la période comparative à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022, le cas échéant. Les ajustements de la valeur comptable des contrats d'assurance et de réassurance à la date de transition du 1<sup>er</sup> novembre 2022 ont été comptabilisés au poste Bénéfices non distribués.

Comme le permettent les dispositions transitoires d'IFRS 17, nous avons reclassé certains actifs financiers entre les catégories de classement à la juste valeur à la date de l'application initiale d'IFRS 17, comme décrit ci-après. Les reclassements n'ont donné lieu à aucun ajustement de la valeur comptable des actifs financiers au 1<sup>er</sup> novembre 2023. Les bénéfices non distribués et les autres composantes des capitaux propres au 1<sup>er</sup> novembre 2023 ont été ajustés en conséquence, sans incidence nette sur le total des capitaux propres. Nous avons choisi de ne pas retraiter les résultats de la période comparative pour tenir compte de ces changements et, par conséquent, les informations de la période comparative pour les actifs financiers touchés avant le 1<sup>er</sup> novembre 2023 sont présentées conformément à nos classements antérieurs.

### Contrats d'assurance et de réassurance

Les contrats d'assurance, y compris les contrats de réassurance émis, sont définis comme des contrats en vertu desquels nous prenons en charge un risque d'assurance important pour un titulaire en convenant d'indemniser le titulaire de la police si un événement futur incertain spécifié porte préjudice au titulaire. Les contrats de réassurance détenus sont définis comme des contrats en vertu desquels nous transférons un risque d'assurance important à un réassureur qui nous indemnise pour des sinistres liés aux contrats d'assurance sous-jacents que nous avons émis et ils sont comptabilisés séparément des contrats d'assurance sous-jacents auxquels ils se rapportent. Les dérivés incorporés, les composants investissements et les promesses de fournir des services autres que des services prévus au contrat d'assurance sont séparés des contrats d'assurance et de réassurance, à condition que certains critères soient respectés. Les contrats d'assurance et de réassurance sont regroupés dans des portefeuilles qui comportent des risques similaires et sont gérés ensemble, puis ils sont subdivisés en groupes en fonction de la période à laquelle ils ont été émis et de la rentabilité attendue. Les groupes sont présentés et évalués séparément au moyen d'un des trois modèles d'évaluation, selon les caractéristiques des contrats :

- La méthode des honoraires variables est appliquée pour les contrats d'assurance avec participation directe (applicables principalement à nos contrats d'assurance de fonds distincts).
- La méthode de la répartition des primes est utilisée pour évaluer les contrats d'assurance et les contrats de réassurance détenus pour une courte durée de un an ou moins (applicables principalement à nos contrats de réassurance crédit émis, à nos contrats d'assurance collective et de soins de santé et à nos contrats d'assurance voyage).
- La méthode d'évaluation générale est utilisée pour tous les autres contrats.

Selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, la valeur comptable d'un groupe de contrats d'assurance ou de réassurance est évaluée en fonction de la somme des flux de trésorerie d'exécution et de la marge sur services contractuels. La valeur comptable correspond également à la somme du solde au titre de la couverture restante et au solde au titre des sinistres survenus. Le solde de la couverture restante comprend les flux de trésorerie d'exécution liés aux services qui seront fournis en vertu des contrats au cours des périodes futures et de la marge sur services contractuels restante à une date donnée. Le solde des sinistres survenus comprend les flux de trésorerie d'exécution au titre des sinistres survenus et des charges engagées qui n'ont pas encore été payées, y compris les sinistres survenus mais non encore déclarés. Les flux de trésorerie d'exécution correspondent à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs et à un ajustement au titre du risque non financier, actualisés au moyen des taux actuels à la date de clôture déterminés au moyen des méthodes de détermination des taux d'actualisation ci-dessous. Les estimations des flux de trésorerie futurs tiennent compte de scénarios fondés sur des pondérations probabilistes et comprennent tous les flux de trésorerie futurs qui se situent dans le périmètre du contrat. L'ajustement au titre du risque non financier est estimé au moyen de l'approche fondée sur les marges et représente la rémunération dont nous avons besoin pour assumer l'incertitude quant au montant et au calendrier des flux de trésorerie découlant du risque non financier à mesure que le contrat d'assurance est exécuté. L'évaluation des groupes de contrats nécessite le recours au jugement pour établir les méthodes et les hypothèses relatives à la mortalité, à la morbidité, aux polices tombées en déchéance et aux autres comportements des titulaires de police, à la politique relative aux dividendes et aux charges directement attribuables, y compris les coûts d'acquisition, qui sont attribués selon une méthode systématique et rationnelle. Des changements aux hypothèses et estimations sous-jacentes peuvent avoir une incidence importante sur le poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance et Résultat des placements d'assurance. Les changements ultérieurs aux flux de trésorerie d'exécution liés aux services futurs ajustent la marge sur services contractuels, sauf si le groupe est déficitaire, auquel cas ces changements, et ceux liés aux services passés ou courants, sont inscrits au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance.

Les taux d'actualisation utilisés reflètent la valeur temps de l'argent et sont fondés sur les caractéristiques des contrats d'assurance et de réassurance. Les flux de trésorerie qui varient en fonction des rendements d'éléments sous-jacents sont actualisés à des taux qui reflètent cette variabilité. Dans le cas des flux de trésorerie qui ne varient pas en fonction des rendements d'éléments sous-jacents, nous utilisons principalement l'approche descendante pour déterminer les taux d'actualisation. Selon cette approche, les taux d'actualisation pour les périodes observables sont déterminés au moyen de courbes de rendement implicites d'un portefeuille d'actifs de référence, ajustées pour éliminer les facteurs (risque de crédit et risque de marché des actifs financiers) qui ne sont pas pertinents pour les contrats d'assurance. Pour les périodes non observables, le taux d'actualisation est interpolé à l'aide du dernier point observable et du taux d'actualisation ultime, qui est composé d'un taux sans risque et d'une prime d'illiquidité. Pour un portefeuille sélectionné, l'approche ascendante est utilisée pour déterminer le taux d'actualisation, qui utilise un taux sans risque plus une prime d'illiquidité pour refléter les caractéristiques des contrats. La direction doit faire preuve de jugement pour estimer les facteurs de risque de marché et de crédit ainsi que les primes d'illiquidité dans la détermination du taux d'actualisation.

En ce qui a trait aux contrats d'assurance, la marge sur services contractuels représente le profit non acquis (entrées nettes) pour la couverture d'assurance fournie. S'il y a une sortie nette à la comptabilisation initiale du groupe, celui-ci est déficitaire et la sortie nette est comptabilisée immédiatement au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance. Pour ce qui est des contrats de réassurance détenus, la marge sur services contractuels représente le coût net ou le profit net de l'acquisition de contrats de réassurance. La marge sur services contractuels des contrats d'assurance et de réassurance est portée au résultat en fonction des unités de couverture, qui représentent la quantité des services fournis par un groupe de contrats (couverture d'assurance ainsi que services de rendement d'investissement et services liés à l'investissement) et sont déterminés en considération du volume de prestations fourni pour chaque contrat et de la période de couverture prévue. Selon la méthode d'évaluation générale, la marge sur services contractuels est ajustée en fonction du cumul des intérêts au moyen des taux d'actualisation ayant été fixés à la comptabilisation initiale des groupes ou à la date de la transition, dans le cas des groupes pour lesquels l'approche fondée sur la juste valeur a été appliquée. Selon la méthode des honoraires variables, la marge sur services contractuels est ajustée en fonction des variations du montant de notre quote-part de la juste valeur des éléments sous-jacents, tandis que les variations de la juste valeur des éléments sous-jacents, qui reflètent les variations liées à l'obligation de payer le titulaire de la police, sont inscrites au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des placements d'assurance.

Selon la méthode de la répartition des primes, le passif au titre de la couverture restante pour chaque groupe est calculé comme les primes reçues, moins le produit des activités d'assurance comptabilisé pour les services fournis, alors que le passif au titre des sinistres survenus est calculé comme les flux de trésorerie d'exécution au titre des sinistres survenus.

Les pertes sur le groupe de contrats d'assurance déficitaires sont immédiatement comptabilisées au poste Revenus autres que d'intérêt – Résultat des activités d'assurance, et ce, sans égard au modèle d'évaluation utilisé. Le cas échéant, les pertes comptabilisées au titre des services futurs peuvent être reprises aux périodes ultérieures si le groupe de contrats n'est plus déficitaire.

Les soldes des contrats d'assurance et de réassurance sont réévalués à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Nous avons choisi de mettre à jour les estimations comptables faites au cours de la période intermédiaire précédente au moment de réévaluer les contrats d'assurance et de réassurance aux périodes intermédiaires et annuelles subséquentes.

Un contrat d'assurance ou de réassurance est décomptabilisé lorsqu'il est éteint ou modifié de sorte que la modification entraîne un changement de modèle d'évaluation, un paramètre de contrat substantiellement différent ou un changement de la portée de la norme applicable pour l'évaluation d'une composante du contrat.

## Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements (suite)

Le résultat des activités d'assurance comprend le produit des activités d'assurance, moins les charges afférentes aux activités d'assurance et les produits nets (les charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus.

- Les produits des activités d'assurance sont comptabilisés au fur et à mesure que nous fournissons des services prévus au contrat d'assurance en vertu des groupes de contrats d'assurance. En ce qui concerne les contrats évalués selon la méthode de répartition des primes, les produits des activités d'assurance sont généralement comptabilisés selon la répartition des encaissements de primes prévus en fonction de l'écoulement du temps. Pour ce qui est des contrats évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, les produits des activités d'assurance représentent le montant de contrepartie auquel nous nous attendons à avoir droit en échange des services fournis au cours de la période, ce qui comprend les sinistres et les charges prévus directement attribuables à l'exécution des contrats d'assurance (à l'exclusion des composants investissements), la reprise de l'ajustement au titre des risques pour la période, l'amortissement de la marge sur services contractuels pour refléter les services fournis au cours de la période, une attribution de primes liée au recouvrement des coûts d'acquisition au titre des activités d'assurance, et les ajustements liés à l'expérience pour tenir compte des encaissements de primes liés aux services courants ou passés.
- Les charges afférentes aux activités d'assurance découlant des contrats d'assurance comprennent les sinistres survenus et les autres charges directement attribuables au cours de la période considérée (à l'exclusion des composants investissements), l'amortissement et les pertes de valeur au titre des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition, le cas échéant, les variations liées aux services passés ou courants et les variations de l'élément de perte des groupes de contrats déficitaires.
- Les produits nets (les charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus représentent les sommes recouvrées auprès des réassureurs, moins l'imputation des primes payées sur les contrats de réassurance détenus.

Le résultat des placements d'assurance comprend le revenu d'investissement net, les produits (charges) financiers d'assurance nets et les produits (charges) financiers de réassurance nets afférents aux contrats de réassurance détenus.

- Le revenu d'investissement net comprend principalement le revenu d'intérêt et de dividende et les profits nets (les pertes nettes) sur les actifs financiers, y compris les actifs des fonds distincts et les dérivés liés au secteur Assurances. Les actifs financiers relatifs au secteur Assurances sont principalement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.
- Les produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance représentent l'effet net et les variations de la valeur temps de l'argent (y compris la valeur temps de l'argent liée à l'ajustement au titre du risque non financier) et des risques financiers sur les contrats d'assurance et de réassurance détenus, respectivement.

### *Incidence de la transition vers IFRS 17, compte non tenu de l'incidence du reclassement des actifs financiers*

À l'adoption d'IFRS 17, nous avons appliqué la norme de façon rétrospective en ajustant nos bilans consolidés au 1<sup>er</sup> novembre 2022, et nous avons retraité les données comparatives pour l'exercice clos le 31 octobre 2023. L'approche rétrospective intégrale a été appliquée à tous les contrats d'assurance et de réassurance, sauf si c'était impossible de le faire. L'approche rétrospective intégrale a été appliquée à tous les contrats évalués selon la méthode de la répartition des primes et à tous les nouveaux contrats émis à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2022 évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables, comme si IFRS 17 avait toujours été appliquée. En raison de la disponibilité des données et de l'impossibilité d'utiliser des connaissances a posteriori, l'approche fondée sur la juste valeur a été appliquée à tous les contrats émis avant le 1<sup>er</sup> novembre 2022 ayant été évalués selon la méthode d'évaluation générale et la méthode des honoraires variables. Selon l'approche fondée sur la juste valeur, chaque portefeuille se compose d'un groupe seulement, et la marge sur services contractuels a été calculée comme la différence entre la juste valeur d'un groupe de contrats et les flux de trésorerie d'exécution en utilisant les informations raisonnables et justifiables disponibles à la date de transition. Les exigences d'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* ont été appliquées pour déterminer la juste valeur d'un groupe de contrats en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus à l'intérieur du périmètre du contrat à l'aide d'hypothèses ajustées pour tenir compte du point de vue des intervenants du marché, et comprennent une marge bénéficiaire au-delà de l'ajustement au titre du risque non financier pour refléter ce qu'un intervenant du marché exigerait pour accepter de telles obligations en vertu de contrats. Les flux de trésorerie d'exécution et les taux d'actualisation ont été déterminés à la date de transition selon les méthodes applicables aux nouvelles activités décrites ci-dessus.

L'adoption d'IFRS 17 a entraîné une diminution des bénéfices non distribués de 2,4 milliards de dollars, après impôt, au 1<sup>er</sup> novembre 2022. Cette diminution est attribuable à la mise en œuvre de la marge sur services contractuels, à d'autres changements de réévaluation apportés aux contrats d'assurance et de réassurance, et à l'incidence fiscale qui s'y rattache. Le montant de la marge sur services contractuels des contrats de réassurance, déduction faite des contrats de réassurance détenus, au 1<sup>er</sup> novembre 2022, s'élève à 1,8 milliard de dollars. Le tableau suivant présente les soldes et les totaux touchés, présentés dans notre bilan consolidé au 1<sup>er</sup> novembre 2022 :

(en millions de dollars canadiens)	Au 1 <sup>er</sup> novembre 2022 Avant la transition	Ajustements à la suite de la transition	Au 1 <sup>er</sup> novembre 2022 Après la transition
<b>Actifs</b>			
Actif net des fonds distincts (1)	2 638 \$	(2 638)\$	– \$
Autres			
Autres actifs (2)	80 300	4 261	84 561
<b>Total de l'actif</b>	<b>1 917 219 \$</b>	<b>1 623 \$</b>	<b>1 918 842 \$</b>
<b>Passifs</b>			
Passif net des fonds distincts (3)	2 638 \$	(2 638)\$	– \$
Autres			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance (4)	11 511	(11 511)	–
Passifs au titre des contrats d'assurance (4)	–	18 226	18 226
Autres passifs (5)	95 235	(95)	95 140
<b>Total du passif</b>	<b>1 809 044 \$</b>	<b>3 982 \$</b>	<b>1 813 026 \$</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>108 175</b>	<b>(2 359)</b>	<b>105 816</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>1 917 219 \$</b>	<b>1 623 \$</b>	<b>1 918 842 \$</b>

(1) L'actif net des fonds distincts est désormais présenté au poste Autres actifs.

(2) L'augmentation est principalement attribuable à l'inclusion de l'actif net des fonds distincts, à l'augmentation des actifs au titre des contrats d'assurance, aux actifs au titre des contrats de réassurance détenus et à l'incidence fiscale de l'ajustement à la suite de la transition à IFRS 17.

(3) Les contrats d'assurance de fonds distincts sont désormais présentés au poste Passifs au titre des contrats d'assurance.

(4) Les sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance, évalués selon les dispositions d'IFRS 4, sont remplacés par les Passifs au titre des contrats d'assurance, évalués selon les dispositions d'IFRS 17. L'augmentation de ces soldes est attribuable aux changements de présentation et à l'incidence de la réévaluation, y compris l'établissement de la marge sur services contractuels pour les contrats en vigueur au moment de la transition.

(5) Certains passifs auparavant présentés au poste Autres passifs sont désormais compris dans l'évaluation des contrats d'assurance ou de réassurance détenus.

#### Incidence du reclassement des actifs financiers à la suite de la transition vers IFRS 17

Comme le permet IFRS 17, nous avons reclassé certains actifs financiers admissibles détenus relativement à des activités liées aux contrats d'assurance à l'adoption d'IFRS 17. Les changements découlent principalement de modifications apportées aux modèles économiques fondés sur des faits et circonstances au 1<sup>er</sup> novembre 2023, date de l'application initiale d'IFRS 17. Nous avons appliqué ces modifications de manière rétrospective en ajustant notre bilan consolidé au 1<sup>er</sup> novembre 2023, sans retraitement des données comparatives.

Les éléments suivants ont été reclassés au 1<sup>er</sup> novembre 2023 :

- Des titres d'un montant de 8,3 milliards de dollars et des prêts d'un montant de 2,0 milliards classés à la juste valeur par le biais du résultat net, auparavant désignés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Des titres d'un montant de 0,5 milliard de dollars et des prêts d'un montant de 0,3 milliard classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, auparavant désignés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Des prêts d'un montant de 1,7 milliard de dollars classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, auparavant classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat net;
- Des prêts d'un montant de 0,3 milliard de dollars désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, auparavant classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

L'incidence de ces reclassements a entraîné une augmentation des autres composantes des capitaux propres de 656 millions de dollars, déduction faite de l'impôt, et une diminution des bénéfices non distribués du même montant, sans incidence nette sur le total des capitaux propres ni sur la valeur comptable de ces actifs.

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers

#### Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Les tableaux suivants présentent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers classés ou désignés à la juste valeur par le biais du résultat net avec la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les dérivés incorporés sont présentés sur une base combinée avec les contrats hôtes. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2024							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	51 812 \$	– \$	– \$	9 268 \$	9 268 \$	61 080 \$	61 080 \$
Titres								
Titres détenus à des fins de transaction	192 679	918	–	–	–	–	193 597	193 597
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	–	–	120 281	1 239	90 696	85 727	212 216	207 247
	192 679	918	120 281	1 239	90 696	85 727	405 813	400 844
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	292 204	–	–	–	55 667	55 667	347 871	347 871
Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable								
Prêts de détail	490	–	390	–	566 006	550 375	566 886	551 255
Prêts de gros	12 740	1 318	952	–	276 420	271 120	291 430	286 130
	13 230	1 318	1 342	–	842 426	821 495	858 316	837 385
Autres								
Dérivés	105 038	–	–	–	–	–	105 038	105 038
Autres actifs (1)	8 892	6	–	–	59 389	59 389	68 287	68 287
<b>Passifs financiers</b>								
Dépôts								
Particuliers	241 \$	28 089 \$			423 859 \$	423 208 \$	452 189 \$	451 538 \$
Entreprises et gouvernements (2)	180	151 518			592 074	592 014	743 772	743 712
Banques (3)	–	9 401			35 806	35 807	45 207	45 208
	421	189 008			1 051 739	1 051 029	1 241 168	1 240 458
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 012	–			–	–	35 012	35 012
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	300 662			33 828	33 828	334 490	334 490
Dérivés	106 974	–			–	–	106 974	106 974
Autres passifs (4)	(1 099)	6			84 201	84 356	83 108	83 263
Débiteures subordonnées	–	–			11 525	11 511	11 525	11 511

	Au 31 octobre 2023 (retraité – note 2)							
	Valeur comptable et juste valeur				Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)								
<b>Actifs financiers</b>								
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	60 856 \$	- \$	- \$	10 230 \$	10 230 \$	71 086 \$	71 086 \$
<b>Titres</b>								
Titres détenus à des fins de transaction	180 651	9 500	-	-	-	-	190 151	190 151
Titres de placement, déduction faite de la correction de valeur applicable	-	-	127 624	842	91 113	83 667	219 579	212 133
	180 651	9 500	127 624	842	91 113	83 667	409 730	402 284
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	285 869	-	-	-	54 322	54 322	340 191	340 191
<b>Prêts, déduction faite de la correction de valeur applicable</b>								
Prêts de détail	114	362	280	-	566 376	542 480	567 132	543 236
Prêts de gros	5 629	3 619	597	-	275 796	268 843	285 641	278 688
	5 743	3 981	877	-	842 172	811 323	852 773	821 924
<b>Autres</b>								
Dérivés	142 450	-	-	-	-	-	142 450	142 450
Autres actifs (1)	7 579	5	-	-	68 450	68 450	76 034	76 034
<b>Passifs financiers</b>								
<b>Dépôts</b>								
Particuliers	109 \$	26 702 \$			415 135 \$	412 886 \$	441 946 \$	439 697 \$
Entreprises et gouvernements (2)	174	137 454			607 447	605 260	745 075	742 888
Banques (3)	-	11 462			33 204	33 160	44 666	44 622
	283	175 618			1 055 786	1 051 306	1 231 687	1 227 207
<b>Autres</b>								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	33 651	-			-	-	33 651	33 651
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	298 679			36 559	36 559	335 238	335 238
Dérivés	142 629	-			-	-	142 629	142 629
Autres passifs (4)	(937)	11			92 539	92 441	91 613	91 515
Débiteures subordonnées	-	-			11 386	11 213	11 386	11 213

(1) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(2) Les dépôts des entreprises et des gouvernements comprennent les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(3) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant de banques réglementées et de banques centrales.

(4) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

### Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

#### Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Aux									
	31 janvier 2024					31 octobre 2023 (retraité – note 2)				
	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Ajustements de compensation	Juste valeur
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1			Niveau 2	Niveau 3			
<b>Actifs financiers</b>										
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	51 812 \$	– \$		\$ 51 812 \$	– \$	60 856 \$	– \$		\$ 60 856 \$
<b>Titres</b>										
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	19 907	3 320	–		23 227	26 675	2 581	–		29 256
Provinces et municipalités	–	17 816	–		17 816	–	16 389	–		16 389
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1), (2)	1 734	55 806	–		57 540	2 249	50 439	–		52 688
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (3)	2 047	2 942	–		4 989	2 055	2 577	–		4 632
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2	–		2	–	2	–		2
Titres adossés à des actifs										
Titres non garantis par des créances	–	1 205	–		1 205	–	1 245	–		1 245
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	24 175	–		24 175	–	22 615	–		22 615
Titres de participation	60 184	2 173	2 286		64 643	58 826	2 232	2 266		63 324
	83 872	107 439	2 286		193 597	89 805	98 080	2 266		190 151
<b>Titres de placement</b>										
Titres d'emprunt émis ou garantis par :										
Gouvernement canadien (1)										
Gouvernement fédéral	313	3 730	–		4 043	2 731	3 528	–		6 259
Provinces et municipalités	–	1 957	–		1 957	–	2 748	–		2 748
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains (1)	729	63 053	–		63 782	275	73 020	–		73 295
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	2 029	7 620	–		9 649	–	6 192	–		6 192
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	–	2 502	30		2 532	–	2 672	29		2 701
Titres adossés à des actifs										
TGC (4)	–	7 766	–		7 766	–	8 265	–		8 265
Titres non garantis par des créances	–	410	–		410	–	441	–		441
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	29 994	148		30 142	–	27 574	149		27 723
Titres de participation	369	408	462		1 239	38	338	466		842
	3 440	117 440	640		121 520	3 044	124 778	644		128 466
<b>Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	–	292 204	–		292 204	–	285 869	–		285 869
<b>Prêts</b>	–	14 075	1 815		15 890	–	8 742	1 859		10 601
<b>Autres</b>										
<b>Dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	–	30 982	329		31 311	–	39 243	290		39 533
Contrats de change	–	59 066	9		59 075	–	89 644	4		89 648
Dérivés de crédit	–	160	–		160	–	224	–		224
Autres contrats	2 478	14 187	42		16 707	2 352	13 927	111		16 390
Ajustements d'évaluation	–	(1 503)	4		(1 499)	–	(1 805)	4		(1 801)
Total des dérivés, montant brut	2 478	102 892	384		105 754	2 352	141 233	409		143 994
Ajustements de compensation	–	–	–		(716)	–	–	–		(1 544)
Total des dérivés	2 478	102 892	384		105 038	2 352	141 233	409		142 450
Autres actifs	4 602	4 286	10		8 898	4 152	3 421	11		7 584
	94 392 \$	690 148 \$	5 135 \$		(716)\$ 788 959 \$	99 353 \$	722 979 \$	5 189 \$		(1 544)\$ 825 977 \$
<b>Passifs financiers</b>										
<b>Dépôts</b>										
Particuliers	– \$	27 901 \$	429 \$		\$ 28 330 \$	– \$	26 428 \$	383 \$		\$ 26 811 \$
Entreprises et gouvernements	–	151 698	–		151 698	–	137 628	–		137 628
Banques	–	9 401	–		9 401	–	11 462	–		11 462
<b>Autres</b>										
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	13 343	21 669	–		35 012	14 391	19 260	–		33 651
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	300 662	–		300 662	–	298 679	–		298 679
<b>Dérivés</b>										
Contrats de taux d'intérêt	–	28 964	864		29 828	–	41 249	952		42 201
Contrats de change	–	51 620	58		51 678	–	81 750	53		81 803
Dérivés de crédit	–	166	–		166	–	176	–		176
Autres contrats	3 411	22 894	391		26 696	3 119	17 306	549		20 974
Ajustements d'évaluation	–	(678)	–		(678)	–	(982)	1		(981)
Total des dérivés, montant brut	3 411	102 966	1 313		107 690	3 119	139 499	1 555		144 173
Ajustements de compensation	–	–	–		(716)	–	–	–		(1 544)
Total des dérivés	3 411	102 966	1 313		106 974	3 119	139 499	1 555		142 629
Autres passifs	394	(1 487)	–		(1 093)	370	(1 296)	–		(926)
	17 148 \$	612 810 \$	1 742 \$		(716)\$ 630 984 \$	17 880 \$	631 660 \$	1 938 \$		(1 544)\$ 649 934 \$

(1) Au 31 janvier 2024, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 13 307 millions de dollars et à néant (14 345 millions et néant au 31 octobre 2023), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres de placement se chiffrait respectivement à 26 826 millions et à 2 454 millions (24 365 millions et 2 618 millions au 31 octobre 2023).

(2) États-Unis.

(3) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

(4) Titres garantis par des créances (TGC).

### Évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)

Un instrument financier est classé au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude quant à l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2024, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques et fourchettes d'évaluation et les moyennes pondérées des données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au 31 janvier 2024, l'incidence de l'ajustement d'une ou plusieurs données non observables par d'autres hypothèses raisonnablement possibles n'a pas varié de façon importante par rapport à l'incidence indiquée dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2023.

### Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres de participation	2 266	(18)	(36)	98	(24)	–	–	2 286	1
	2 266	(18)	(36)	98	(24)	–	–	2 286	1
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires	29	–	1	–	–	–	–	30	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	149	–	3	–	(4)	–	–	148	s.o.
Titres de participation	466	–	(4)	–	–	–	–	462	s.o.
	644	–	–	–	(4)	–	–	640	s.o.
<b>Prêts</b>	1 859	(46)	(8)	165	(193)	38	–	1 815	(44)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(662)	80	–	12	16	17	2	(535)	84
Contrats de change	(49)	(11)	1	5	5	–	–	(49)	(11)
Autres contrats	(438)	(123)	14	(15)	(2)	(7)	222	(349)	(71)
Ajustements d'évaluation	3	–	–	1	–	–	–	4	–
Autres actifs	11	–	–	–	(1)	–	–	10	–
	3 634 \$	(118)\$	(29)\$	266 \$	(203)\$	48 \$	224 \$	3 822 \$	(41)\$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(383)\$	(47)\$	3 \$	(122)\$	13 \$	(1)\$	108 \$	(429)\$	(33)\$
	(383)\$	(47)\$	3 \$	(122)\$	13 \$	(1)\$	108 \$	(429)\$	(33)\$

**Note 3 Juste valeur des instruments financiers** (suite)

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023								
	Juste valeur au début de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat	Profits (pertes) compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs (émissions de passifs)	Règlements de passifs (ventes d'actifs) et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
<b>Actif</b>									
<b>Titres</b>									
<b>Titres détenus à des fins de transaction</b>									
Titres d'emprunt émis ou garantis par :									
États, municipalités et organismes américains									
	4 \$	- \$	- \$	- \$	(4)\$	- \$	- \$	- \$	- \$
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances									
	2	-	-	-	(2)	-	-	-	-
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	7	-	-	-	-	-	(7)	-	-
Titres de participation	1 874	(14)	(25)	250	(20)	41	-	2 106	(32)
	1 887	(14)	(25)	250	(26)	41	(7)	2 106	(32)
<b>Titres de placement</b>									
Titres adossés à des créances hypothécaires									
	28	-	-	-	-	-	-	28	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	151	-	(1)	-	(1)	-	-	149	s.o.
Titres de participation	397	-	24	-	(1)	-	-	420	s.o.
	576	-	23	-	(2)	-	-	597	s.o.
<b>Prêts</b>	1 692	(52)	(7)	1 193	(120)	28	(137)	2 597	(15)
<b>Autres</b>									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt									
	(859)	5	5	(20)	173	18	24	(654)	8
Contrats de change									
	(132)	5	8	4	37	-	15	(63)	8
Autres contrats									
	(785)	(55)	17	(8)	62	(31)	253	(547)	(26)
Ajustements d'évaluation									
	53	-	-	-	(36)	-	-	17	-
Autres actifs									
	15	-	-	-	(2)	-	-	13	-
	2 447 \$	(111)\$	21 \$	1 419 \$	86 \$	56 \$	148 \$	4 066 \$	(57)\$
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>	(241)\$	(20)\$	1 \$	(35)\$	2 \$	(34)\$	77 \$	(250)\$	(14)\$
	(241)\$	(20)\$	1 \$	(35)\$	2 \$	(34)\$	77 \$	(250)\$	(14)\$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Les profits latents sur les titres de placement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ont été de 10 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2024 (profits de 18 millions au 31 janvier 2023), exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés dans le bénéfice net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2024 comprenait des actifs dérivés de 384 millions de dollars (336 millions au 31 janvier 2023) et des passifs dérivés de 1 313 millions (1 583 millions au 31 janvier 2023).

s.o. sans objet

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 et les transferts d'instruments vers le niveau 3 et hors de ce niveau sont présumés avoir eu lieu à la fin de la période. Pour un actif ou un passif transféré vers le niveau 3 au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est exclue de la colonne Profits (pertes) compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus du tableau de rapprochement ci-dessus, alors que pour les transferts hors du niveau 3 effectués au cours de la période, la variation totale de la juste valeur pour la période est comprise dans cette même colonne.

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2024, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 123 millions de dollars détenus à titre de placements. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, les transferts depuis le niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains de 435 millions de dollars.

Au cours des trimestres clos le 31 janvier 2024 et le 31 janvier 2023, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Au cours des trimestres clos le 31 janvier 2024 et le 31 janvier 2023, aucun transfert important n'a été effectué depuis le niveau 2 vers le niveau 3.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2024, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats et dépôts en raison de changements dans l'observabilité de données sur le marché ou de changements dans l'importance de données non observables. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, les transferts depuis le niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient d'autres contrats et prêts en raison de changements dans l'observabilité de données sur le marché ou de changements dans l'importance de données non observables.

### Revenu net d'intérêt tiré des instruments financiers

Le revenu d'intérêt et le revenu de dividende découlant des actifs financiers et passifs financiers et les coûts de financement connexes sont inclus dans le revenu net d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023
<b>Revenu d'intérêt et de dividende</b> (1), (2)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	9 474 \$	6 709 \$
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 608	942
Instruments financiers évalués au coût amorti	14 527	11 686
	<b>25 609</b>	19 337
<b>Charge d'intérêt</b> (1)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	9 084	6 240
Instruments financiers évalués au coût amorti	10 193	6 895
	<b>19 277</b>	13 135
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>6 332 \$</b>	6 202 \$

(1) Exclut le revenu d'intérêt et de dividende de 272 millions de dollars (143 millions au 31 janvier 2023) et la charge d'intérêt de 11 millions (4 millions au 31 janvier 2023) présentés au poste Résultat des placements d'assurance de l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

(2) Inclut un revenu de dividende de 957 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2024 (792 millions au 31 janvier 2023), présenté à titre de revenu d'intérêt et de dividende dans l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat net.

## Note 4 Titres

### Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2024 (3)				31 octobre 2023			
	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/ coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres d'emprunt émis ou garantis par :								
Gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	4 058 \$	3 \$	(18)\$	4 043 \$	6 609 \$	1 \$	(351)\$	6 259 \$
Provinces et municipalités	1 937	48	(28)	1 957	3 396	2	(650)	2 748
Gouvernement fédéral, États, municipalités et organismes américains	65 178	367	(1 763)	63 782	75 326	343	(2 374)	73 295
Entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	9 664	6	(21)	9 649	6 200	1	(9)	6 192
Titres adossés à des créances hypothécaires	2 566	1	(35)	2 532	2 762	–	(61)	2 701
Titres adossés à des actifs								
TGC	7 769	9	(12)	7 766	8 308	3	(46)	8 265
Titres non garantis par des créances	414	–	(4)	410	444	2	(5)	441
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	30 131	95	(84)	30 142	27 774	44	(95)	27 723
Titres de participation	816	429	(6)	1 239	493	357	(8)	842
	<b>122 533 \$</b>	<b>958 \$</b>	<b>(1 971)\$</b>	<b>121 520 \$</b>	<b>131 312 \$</b>	<b>753 \$</b>	<b>(3 599)\$</b>	<b>128 466 \$</b>

(1) Compte non tenu de titres détenus afin d'en percevoir les flux de trésorerie de 90 696 millions de dollars au 31 janvier 2024 comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'une correction de valeur pour pertes de crédit (91 113 millions au 31 octobre 2023).

(2) Les profits et les pertes bruts latents comprennent une correction de valeur pour pertes de crédit de (33) millions de dollars liée à des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2024 ((33) millions au 31 octobre 2023) comptabilisée en résultat et dans les autres composantes des capitaux propres.

(3) Ces montants tiennent compte de certains reclassements effectués lors de l'adoption d'IFRS 17 le 1<sup>er</sup> novembre 2023, sans retraitement des données comparatives. Se reporter à la note 2 pour plus de détails.

**Note 4 Titres (suite)****Correction de valeur pour pertes de crédit sur les titres de placement**

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur, par stade, pour les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Achats – Ils reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Ventes et arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives, les remboursements partiels, les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps.

**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2024				le 31 janvier 2023			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (2)	Total
Solde au début de la période	4 \$	– \$	(37)\$	(33)\$	3 \$	1 \$	(23)\$	(19)\$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	2	–	–	2
Ventes et arrivées à échéance	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	–	(2)	(4)	(1)	–	(2)	(3)
Écart de change et autres	–	–	2	2	–	–	1	1
Solde à la fin de la période	4 \$	– \$	(37)\$	(33)\$	4 \$	1 \$	(24)\$	(19)\$

(1) Les pertes de crédit attendues sur les titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ne sont pas comptabilisées séparément dans le bilan, car les titres visés sont inscrits à la juste valeur. Le cumul des pertes de crédit comptabilisé en résultat est présenté dans les autres composantes des capitaux propres.

(2) Comprend les variations de la correction de valeur sur les titres dépréciés acquis.

**Correction de valeur pour pertes de crédit – titres au coût amorti**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2024				le 31 janvier 2023			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Solde au début de la période	8 \$	15 \$	– \$	23 \$	8 \$	14 \$	– \$	22 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 2	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts vers le stade 3	–	–	–	–	–	–	–	–
Achats	3	–	–	3	4	–	–	4
Ventes et arrivées à échéance	–	–	–	–	–	–	–	–
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(2)	–	–	(2)	(2)	(1)	–	(3)
Écart de change et autres	–	(1)	–	(1)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	9 \$	14 \$	– \$	23 \$	10 \$	13 \$	– \$	23 \$

**Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque**

Le tableau suivant présente la juste valeur des titres d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi que la valeur comptable brute des titres évalués au coût amorti. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture, telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2023.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2024				31 octobre 2023			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3 (1)	Total	
<b>Titres de placement</b>								
<b>Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>								
Qualité investissement	119 277 \$	8 \$	– \$	119 285 \$	126 732 \$	1 \$	– \$	126 733 \$
Qualité inférieure	848	–	–	848	742	–	–	742
Titres dépréciés	–	–	148	148	–	–	149	149
	120 125	8	148	120 281	127 474	1	149	127 624
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				1 239				842
				121 520 \$				128 466 \$
<b>Titres au coût amorti</b>								
Qualité investissement	89 598 \$	– \$	– \$	89 598 \$	89 947 \$	– \$	– \$	89 947 \$
Qualité inférieure	941	180	–	1 121	990	199	–	1 189
Titres dépréciés	–	–	–	–	–	–	–	–
	90 539	180	–	90 719	90 937	199	–	91 136
Correction de valeur pour pertes de crédit	9	14	–	23	8	15	–	23
	90 530 \$	166 \$	– \$	90 696 \$	90 929 \$	184 \$	– \$	91 113 \$

(1) Rend compte des titres dépréciés acquis de 148 millions de dollars (149 millions au 31 octobre 2023).

(2) Les titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des titres de participation désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit****Correction de valeur pour pertes de crédit**

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos									
	le 31 janvier 2024					le 31 janvier 2023				
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes de crédit	Sorties du bilan, montant net	Écart de change et autres	Solde à la fin de la période
<b>Prêts de détail</b>										
Prêts hypothécaires résidentiels	481 \$	74 \$	(1)\$	(12)\$	542 \$	432 \$	51 \$	(5)\$	(9)\$	469 \$
Prêts aux particuliers	1 228	202	(139)	(4)	1 287	1 043	169	(83)	–	1 129
Prêts sur cartes de crédit	1 069	183	(150)	(1)	1 101	893	136	(102)	(1)	926
Prêts aux petites entreprises	194	37	(15)	(4)	212	194	17	(9)	2	204
Prêts de gros	2 326	329	(149)	(61)	2 445	1 574	161	(17)	(38)	1 680
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	50	(7)	–	–	43	45	(4)	–	–	41
	5 348 \$	818 \$	(454)\$	(82)\$	5 630 \$	4 181 \$	530 \$	(216)\$	(46)\$	4 449 \$
<b>Présentation ventilée :</b>										
Correction de valeur pour pertes sur prêts	5 004 \$				5 299 \$	3 753 \$				3 999 \$
Autres passifs – Dotations	288				282	378				403
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	50				43	45				41
Autres composantes des capitaux propres	6				6	5				6

**Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit** (suite)

Le tableau qui suit présente le rapprochement du solde d'ouverture et du solde de clôture de la correction de valeur pour chaque grande catégorie de produits de prêts et d'engagements tels qu'ils ont été déterminés dans notre modèle de correction de valeur pondéré en fonction des scénarios et de l'application d'un jugement expert en matière de crédit, le cas échéant. Les éléments de rapprochement sont les suivants :

- Transferts entre les stades – On présume qu'ils surviennent avant toute réévaluation correspondante de la correction de valeur.
- Originations – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs nouvellement comptabilisés durant la période, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Arrivées à échéance – Elles reflètent la correction de valeur établie pour les actifs décomptabilisés durant la période sans qu'une perte de crédit ait été subie, y compris les actifs décomptabilisés à la suite d'une modification des conditions.
- Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition – Ils reflètent les faits suivants : l'incidence des variations des données ou hypothèses relatives aux modèles, y compris les changements dans les conditions macroéconomiques prospectives; les remboursements partiels et les prélèvements supplémentaires sur les facilités existantes; les changements d'évaluation à la suite d'un transfert entre les stades et la désactualisation de la valeur temps de l'argent du fait du passage du temps au stade 1 et au stade 2.

## Correction de valeur pour pertes de crédit – prêts de détail et prêts de gros

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							
	le 31 janvier 2024				le 31 janvier 2023			
	Productifs		Dépréciés		Productifs		Dépréciés	
Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
<b>Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Solde au début de la période	223 \$	90 \$	168 \$	481 \$	235 \$	65 \$	132 \$	432 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	17	(17)	–	–	13	(13)	–	–
Transferts vers le stade 2	(6)	10	(4)	–	(6)	10	(4)	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(8)	9	–	–	(3)	3	–
Originations	19	–	–	19	30	–	–	30
Arrivées à échéance	(4)	(4)	–	(8)	(4)	(2)	–	(6)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(1)	40	24	63	(13)	25	15	27
Sorties du bilan	–	–	(4)	(4)	–	–	(8)	(8)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	3	3
Écart de change et autres	(2)	(1)	(9)	(12)	(1)	–	(8)	(9)
Solde à la fin de la période	245 \$	110 \$	187 \$	542 \$	254 \$	82 \$	133 \$	469 \$
<b>Prêts aux particuliers</b>								
Solde au début de la période	280 \$	793 \$	155 \$	1 228 \$	285 \$	661 \$	97 \$	1 043 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	125	(125)	–	–	150	(150)	–	–
Transferts vers le stade 2	(19)	20	(1)	–	(23)	23	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(28)	29	–	–	(13)	13	–
Originations	22	–	–	22	23	–	–	23
Arrivées à échéance	(12)	(46)	–	(58)	(12)	(25)	–	(37)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(114)	229	123	238	(138)	231	90	183
Sorties du bilan	–	–	(169)	(169)	–	–	(112)	(112)
Recouvrements	–	–	30	30	–	–	29	29
Écart de change et autres	(1)	–	(3)	(4)	1	(2)	1	–
Solde à la fin de la période	280 \$	843 \$	164 \$	1 287 \$	286 \$	725 \$	118 \$	1 129 \$
<b>Prêts sur cartes de crédit</b>								
Solde au début de la période	203 \$	866 \$	– \$	1 069 \$	177 \$	716 \$	– \$	893 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	137	(137)	–	–	164	(164)	–	–
Transferts vers le stade 2	(28)	28	–	–	(20)	20	–	–
Transferts vers le stade 3	(1)	(108)	109	–	–	(94)	94	–
Originations	3	–	–	3	4	–	–	4
Arrivées à échéance	(1)	(8)	–	(9)	(1)	(7)	–	(8)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(125)	272	42	189	(139)	271	8	140
Sorties du bilan	–	–	(259)	(259)	–	–	(142)	(142)
Recouvrements	–	–	109	109	–	–	40	40
Écart de change et autres	–	–	(1)	(1)	(1)	–	–	(1)
Solde à la fin de la période	188 \$	913 \$	– \$	1 101 \$	184 \$	742 \$	– \$	926 \$
<b>Prêts aux petites entreprises</b>								
Solde au début de la période	70 \$	66 \$	58 \$	194 \$	73 \$	73 \$	48 \$	194 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	5	(5)	–	–	10	(10)	–	–
Transferts vers le stade 2	(5)	5	–	–	(3)	3	–	–
Transferts vers le stade 3	–	(2)	2	–	–	(2)	2	–
Originations	9	–	–	9	8	–	–	8
Arrivées à échéance	(3)	(5)	–	(8)	(4)	(6)	–	(10)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(5)	15	26	36	(12)	13	18	19
Sorties du bilan	–	–	(18)	(18)	–	–	(11)	(11)
Recouvrements	–	–	3	3	–	–	2	2
Écart de change et autres	1	–	(5)	(4)	1	2	(1)	2
Solde à la fin de la période	72 \$	74 \$	66 \$	212 \$	73 \$	73 \$	58 \$	204 \$
<b>Prêts de gros</b>								
Solde au début de la période	774 \$	785 \$	767 \$	2 326 \$	597 \$	585 \$	392 \$	1 574 \$
Dotation à la provision pour pertes de crédit								
Transferts vers le stade 1	50	(50)	–	–	51	(51)	–	–
Transferts vers le stade 2	(55)	58	(3)	–	(20)	21	(1)	–
Transferts vers le stade 3	(3)	(9)	12	–	(3)	(14)	17	–
Originations	124	–	–	124	153	–	–	153
Arrivées à échéance	(97)	(87)	–	(184)	(118)	(71)	–	(189)
Changements touchant le risque, les paramètres et l'exposition	(101)	173	317	389	(55)	150	102	197
Sorties du bilan	–	–	(160)	(160)	–	–	(26)	(26)
Recouvrements	–	–	11	11	–	–	9	9
Écart de change et autres	17	(17)	(61)	(61)	(5)	(8)	(25)	(38)
Solde à la fin de la période	709 \$	853 \$	883 \$	2 445 \$	600 \$	612 \$	468 \$	1 680 \$

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

### Données et hypothèses clés

Les paragraphes qui suivent font le point sur les données et hypothèses clés utilisées pour faire l'évaluation des pertes de crédit attendues. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 2 et 5 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023.

Notre scénario de base tient compte de la hausse des taux de chômage à court terme et des baisses de taux d'intérêt de la banque centrale à compter du deuxième trimestre civil de 2024, alors que l'inflation s'essouffle et revient vers les niveaux cibles au Canada et aux États-Unis. Notre scénario de base tient également compte de baisses des prix de l'immobilier résidentiel à court terme par rapport aux récents sommets atteints au troisième trimestre de 2023.

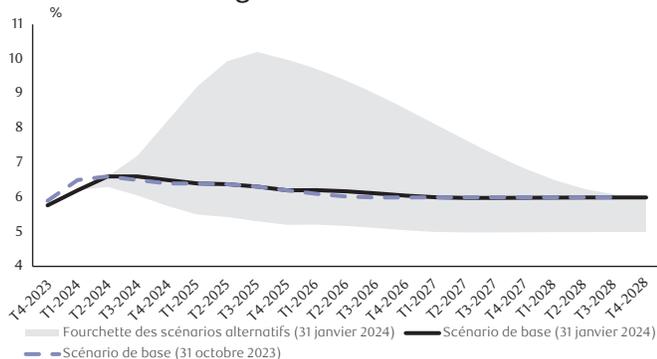
Les scénarios de fluctuation à la baisse, y compris deux scénarios supplémentaires plus pessimistes conçus pour les secteurs de l'énergie et de l'immobilier, reflètent la possibilité d'un choc macroéconomique plus sévère à compter du deuxième trimestre civil de 2024 par rapport à notre scénario de base. Dans ces scénarios, les conditions devraient se détériorer par rapport à ce qu'elles étaient au premier trimestre civil de 2024 pour une période d'au plus 18 mois, suivie par une reprise pour le reste de la période. Ces scénarios tablent sur une politique monétaire qui, en réponse, ramènera l'économie à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

Le scénario de fluctuation à la hausse reflète une croissance économique légèrement supérieure à celle du scénario de base, et ce, sans autre intervention de la politique monétaire pour la freiner, comparativement à notre scénario de base, suivi d'un retour à un rythme de croissance durable au cours de la période de prévision.

La section qui suit présente des renseignements supplémentaires sur nos prévisions pour les trimestres civils concernant les principales variables macroéconomiques utilisées dans les modèles servant à estimer les corrections de valeur pour pertes de crédit :

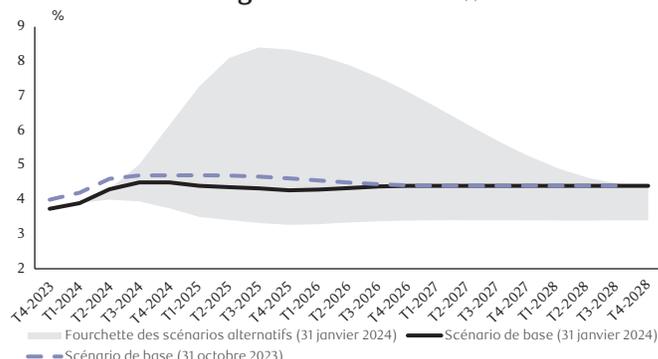
- **Taux de chômage** – Selon notre scénario de base, au premier trimestre civil de 2024, les taux de chômage au Canada devraient augmenter pour atteindre 6,2 %, et culminer à 6,6 % au deuxième trimestre de 2024; aux États-Unis, ils devraient augmenter jusqu'à 3,9 % et atteindre un sommet de 4,5 % au troisième trimestre de 2024, puis revenir à l'équilibre à long terme vers le milieu de notre horizon prévisionnel.

#### Taux de chômage au Canada (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

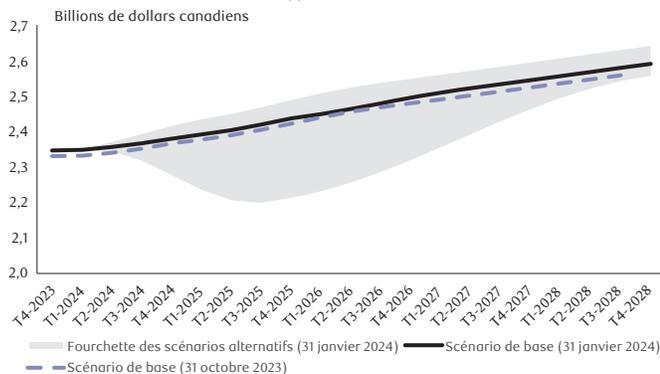
#### Taux de chômage aux États-Unis (1)



(1) Correspond au niveau trimestriel moyen du chômage pendant les trimestres civils présentés.

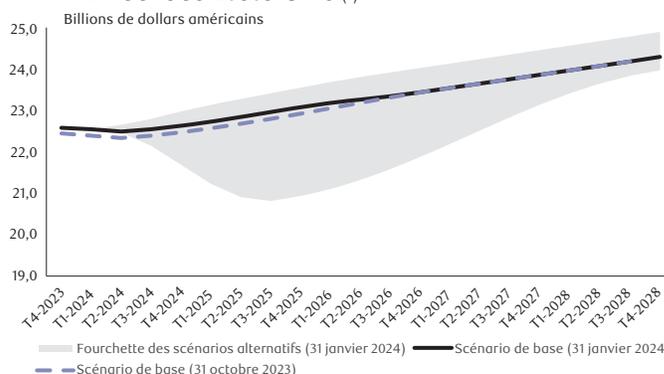
- **Produit intérieur brut (PIB)** – Selon notre scénario de base, la croissance du PIB au Canada devrait se poursuivre de manière stable après le premier trimestre civil de 2024, tandis que le PIB des États-Unis devrait d'abord diminuer, puis remonter en continu au troisième trimestre civil de 2024 et par la suite. Le PIB au quatrième trimestre civil de 2024 devrait être de 1,4 % et de 0,4 % supérieur à celui du quatrième trimestre de 2023 au Canada et aux États-Unis, respectivement.

#### PIB réel du Canada (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar canadien de 2017 pour les trimestres civils présentés.

#### PIB réel des États-Unis (1)



(1) Représente le taux annuel désaisonnalisé indexé au cours du dollar américain de 2017 pour les trimestres civils présentés.

- **Prix du pétrole (West Texas Intermediate en \$ US)** – Selon notre scénario de base, les prix du pétrole devraient s'établir en moyenne à 76 \$ le baril pour les 12 prochains mois à partir du premier trimestre civil de 2024 et à 67 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Les prix moyens figurant dans nos scénarios de fluctuation à la baisse et à la hausse varient de 27 \$ à 92 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 43 \$ à 71 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2023, notre scénario de base prévoyait un prix moyen de 81 \$ le baril pour les 12 prochains mois et de 67 \$ le baril pour les 2 à 5 années suivantes.
- **Indice des prix des maisons au Canada** – Selon notre scénario de base, les prix des maisons devraient augmenter de 1,4 % au cours des 12 prochains mois à partir du premier trimestre civil de 2024 et afficher un taux de croissance annuel composé de 5,0 % pour les 2 à 5 années suivantes. Dans nos scénarios de fluctuation à la hausse et à la baisse du secteur de l'immobilier, le taux de croissance (contraction) annuel composé des prix des maisons varie de (30,0) % à 10,9 % pour les 12 prochains mois et de 4,2 % à 9,6 % pour les 2 à 5 années suivantes. Au 31 octobre 2023, notre scénario de base prévoyait une hausse de 1,6 % des prix des maisons pour les 12 prochains mois et de 5,0 % pour les 2 à 5 années suivantes.

## Note 5 Prêts et correction de valeur pour pertes de crédit (suite)

### Exposition au risque de crédit selon la notation interne du risque

Le tableau qui suit présente la valeur comptable brute des prêts évalués au coût amorti et le montant contractuel total des engagements de prêt inutilisés soumis aux dispositions d'IFRS 9 *Instruments financiers* relatives à la dépréciation. Les notations du risque sont basées sur les évaluations internes utilisées pour l'évaluation des pertes de crédit attendues à la date de clôture telles qu'elles figurent dans les grilles de notations internes relatives aux prêts de gros et de détail de la rubrique Risque de crédit de notre rapport annuel 2023.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2024				31 octobre 2023			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
<b>Prêts de détail</b>								
<b>Prêts en cours – Prêts hypothécaires résidentiels</b>								
Risque faible	347 982 \$	2 453 \$	– \$	350 435 \$	349 001 \$	1 630 \$	– \$	350 631 \$
Risque moyen	19 103	1 586	–	20 689	19 126	1 610	–	20 736
Risque élevé	1 463	5 499	–	6 962	1 582	4 927	–	6 509
Non notés (1)	52 733	1 402	–	54 135	54 247	1 220	–	55 467
Dépréciés	–	–	853	853	–	–	682	682
<b>Total</b>	<b>421 281</b>	<b>10 940</b>	<b>853</b>	<b>433 074</b>	<b>423 956</b>	<b>9 387</b>	<b>682</b>	<b>434 025</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				490				476
<b>Total</b>				<b>433 564 \$</b>				<b>434 501 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux particuliers</b>								
Risque faible	76 351 \$	1 741 \$	– \$	78 092 \$	75 572 \$	1 676 \$	– \$	77 248 \$
Risque moyen	5 720	2 937	–	8 657	5 587	2 915	–	8 502
Risque élevé	468	2 145	–	2 613	477	2 088	–	2 565
Non notés (1)	9 330	266	–	9 596	9 982	157	–	10 139
Dépréciés	–	–	317	317	–	–	280	280
<b>Total</b>	<b>91 869 \$</b>	<b>7 089 \$</b>	<b>317 \$</b>	<b>99 275 \$</b>	<b>91 618 \$</b>	<b>6 836 \$</b>	<b>280 \$</b>	<b>98 734 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts sur cartes de crédit</b>								
Risque faible	16 331 \$	162 \$	– \$	16 493 \$	16 331 \$	135 \$	– \$	16 466 \$
Risque moyen	1 709	2 134	–	3 843	1 771	2 132	–	3 903
Risque élevé	45	1 851	–	1 896	41	1 734	–	1 775
Non notés (1)	741	32	–	773	856	35	–	891
<b>Total</b>	<b>18 826 \$</b>	<b>4 179 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>23 005 \$</b>	<b>18 999 \$</b>	<b>4 036 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>23 035 \$</b>
<b>Prêts en cours – Prêts aux petites entreprises</b>								
Risque faible	8 724 \$	899 \$	– \$	9 623 \$	8 641 \$	920 \$	– \$	9 561 \$
Risque moyen	2 275	969	–	3 244	2 238	936	–	3 174
Risque élevé	122	785	–	907	99	592	–	691
Non notés (1)	8	–	–	8	11	–	–	11
Dépréciés	–	–	268	268	–	–	244	244
<b>Total</b>	<b>11 129 \$</b>	<b>2 653 \$</b>	<b>268 \$</b>	<b>14 050 \$</b>	<b>10 989 \$</b>	<b>2 448 \$</b>	<b>244 \$</b>	<b>13 681 \$</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de détail</b>								
Risque faible	264 315 \$	769 \$	– \$	265 084 \$	266 209 \$	610 \$	– \$	266 819 \$
Risque moyen	11 705	332	–	12 037	10 759	298	–	11 057
Risque élevé	1 122	465	–	1 587	956	434	–	1 390
Non notés (1)	6 953	161	–	7 114	6 686	138	–	6 824
<b>Total</b>	<b>284 095 \$</b>	<b>1 727 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>285 822 \$</b>	<b>284 610 \$</b>	<b>1 480 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>286 090 \$</b>
<b>Prêts de gros – Prêts en cours</b>								
Qualité investissement	91 756 \$	356 \$	– \$	92 112 \$	89 037 \$	416 \$	– \$	89 453 \$
Qualité inférieure	149 767	24 149	–	173 916	156 211	19 210	–	175 421
Non notés (1)	10 676	199	–	10 875	10 968	238	–	11 206
Dépréciés	–	–	2 760	2 760	–	–	2 498	2 498
<b>Total</b>	<b>252 199</b>	<b>24 704</b>	<b>2 760</b>	<b>279 663</b>	<b>256 216</b>	<b>19 864</b>	<b>2 498</b>	<b>278 578</b>
Éléments non soumis à des tests de dépréciation (2)				14 058				9 248
<b>Total</b>				<b>293 721 \$</b>				<b>287 826 \$</b>
<b>Engagements inutilisés – Prêts de gros</b>								
Qualité investissement	311 697 \$	45 \$	– \$	311 742 \$	312 178 \$	186 \$	– \$	312 364 \$
Qualité inférieure	129 709	14 604	–	144 313	130 994	13 947	–	144 941
Non notés (1)	5 440	1	–	5 441	4 176	–	–	4 176
<b>Total</b>	<b>446 846 \$</b>	<b>14 650 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>461 496 \$</b>	<b>447 348 \$</b>	<b>14 133 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>461 481 \$</b>

(1) Il arrive qu'aucune note interne du risque ne soit attribuée. Dans ce cas, nous utilisons d'autres méthodes, politiques et outils approuvés afin de gérer notre risque de crédit.

(2) Les éléments qui ne sont pas soumis à des tests de dépréciation sont des prêts détenus à la juste valeur par le biais du résultat net.

**Prêts en souffrance mais non douteux (1), (2)**

(en millions de dollars canadiens)	Aux					
	31 janvier 2024			31 octobre 2023		
	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	1 933 \$	224 \$	2 157 \$	1 840 \$	208 \$	2 048 \$
Prêts de gros	1 220	57	1 277	1 823	49	1 872
	<b>3 153 \$</b>	<b>281 \$</b>	<b>3 434 \$</b>	<b>3 663 \$</b>	<b>257 \$</b>	<b>3 920 \$</b>

- (1) Exclut les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours, car ils ne sont généralement pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.
- (2) Les montants présentés peuvent inclure les prêts en souffrance en raison de procédures administratives, comme les prêts hypothécaires dont les paiements sont retenus dans l'attente des sommes reçues à la suite de la vente ou du refinancement, qui peuvent fluctuer en fonction du volume des transactions. Les prêts en souffrance en raison de procédures administratives ne sont pas représentatifs de la capacité des emprunteurs à respecter leurs obligations de paiement.

**Note 6 Acquisition et cession importantes****Acquisition****Banque HSBC Canada**

Le 29 novembre 2022, nous avons conclu une entente visant l'acquisition de la totalité des actions ordinaires de la Banque HSBC Canada (HSBC Canada) pour un prix d'achat entièrement au comptant de 13,5 milliards de dollars. HSBC Canada est une banque canadienne de premier plan au service de particuliers et d'entreprises axée sur les clients connectés du monde entier. De plus, nous achèterons toutes les actions privilégiées et les titres d'emprunt subordonnés existants de HSBC Canada détenus directement ou indirectement par HSBC Holdings plc à leur valeur nominale (2,1 milliards de dollars au 31 décembre 2023).

L'entente prévoit un mécanisme de prix fixe selon lequel le bénéfice de HSBC Canada pour la période allant du 30 juin 2022 à la date de clôture de la transaction revient à RBC et sera reflété dans l'actif net acquis à la clôture. Dans le même ordre d'idées, nous verserons un montant supplémentaire, accumulé entre le 30 août 2023 et la date de clôture de la transaction et calculé en fonction du prix d'achat entièrement au comptant des actions ordinaires de HSBC Canada et du taux des opérations de pension à un jour.

Le 21 décembre 2023, nous avons obtenu l'approbation du ministre des Finances du Canada pour procéder à l'acquisition prévue de HSBC Canada, qui devrait être conclue le 28 mars 2024, sous réserve des conditions de clôture d'usage. Les résultats de l'entreprise acquise seront consolidés à la date de clôture.

**Cession****Gestion de patrimoine**

Le 1<sup>er</sup> décembre 2023, nous avons finalisé la vente annoncée précédemment, à CACEIS, des activités de RBC Investor Services® à Jersey. L'opération n'a pas eu d'incidence significative sur nos états financiers. La conclusion de la vente des activités de l'antenne britannique de Fiducie RBC Services aux Investisseurs demeure assujettie aux conditions de clôture d'usage. Le groupe destiné à être cédé se compose d'actifs de 2,7 milliards de dollars, principalement composés de trésorerie et de montants à recevoir de banques, et de passifs de 2,7 milliards, principalement composés de dépôts, et demeure classé comme étant détenu en vue de la vente, et présenté dans les autres actifs et les autres passifs.

**Note 7 Dépôts**

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2024				31 octobre 2023			
	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	À préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	183 035 \$	59 654 \$	209 500 \$	452 189 \$	186 530 \$	57 614 \$	197 802 \$	441 946 \$
Entreprises et gouvernements	308 455	16 663	418 654	743 772	316 200	19 056	409 819	745 075
Banques	7 994	688	36 525	45 207	7 996	769	35 901	44 666
	<b>499 484 \$</b>	<b>77 005 \$</b>	<b>664 679 \$</b>	<b>1 241 168 \$</b>	<b>510 726 \$</b>	<b>77 439 \$</b>	<b>643 522 \$</b>	<b>1 231 687 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	128 063 \$	6 187 \$	193 \$	134 443 \$	132 994 \$	6 107 \$	168 \$	139 269 \$
États-Unis	36 514	–	–	36 514	40 646	–	–	40 646
Europe (5)	11	–	–	11	17	–	–	17
Autres pays	7 262	–	–	7 262	7 265	–	–	7 265
<b>Dépôts productifs d'intérêts (4)</b>								
Canada	300 806	14 502	515 934	831 242	302 746	14 641	493 347	810 734
États-Unis	16 206	55 499	83 225	154 930	16 210	55 895	78 837	150 942
Europe (5)	5 154	771	48 402	54 327	5 353	726	51 812	57 891
Autres pays	5 468	46	16 925	22 439	5 495	70	19 358	24 923
	<b>499 484 \$</b>	<b>77 005 \$</b>	<b>664 679 \$</b>	<b>1 241 168 \$</b>	<b>510 726 \$</b>	<b>77 439 \$</b>	<b>643 522 \$</b>	<b>1 231 687 \$</b>

- (1) Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait, dont les comptes d'épargne et les comptes-chèques.
- (2) Les dépôts à préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme sont remboursables à une date fixe et comprennent aussi les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2024, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 453 milliards de dollars, 34 milliards, 46 milliards et 30 milliards (445 milliards, 34 milliards, 49 milliards et 32 milliards au 31 octobre 2023, respectivement).
- (5) Comprend le Royaume-Uni et les îles Anglo-Normandes.

## Note 7 Dépôts (suite)

## Échéances contractuelles des dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)	Aux	
	31 janvier 2024	31 octobre 2023
Moins de 1 an :		
Moins de 3 mois	168 694 \$	182 373 \$
De 3 à 6 mois	100 797	69 868
De 6 à 12 mois	145 368	151 079
De 1 à 2 ans	76 110	76 232
De 2 à 3 ans	55 812	49 965
De 3 à 4 ans	39 359	36 774
De 4 à 5 ans	29 681	36 506
Plus de 5 ans	48 858	40 725
	<b>664 679 \$</b>	<b>643 522 \$</b>
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	<b>602 000 \$</b>	<b>586 000 \$</b>

## Note 8 Assurance et réassurance

Contrats d'assurance et de réassurance selon les composantes de l'évaluation <sup>(1)</sup>

Le tableau suivant présente les composantes de l'évaluation des actifs et des passifs au titre des contrats d'assurance émis et des contrats de réassurance détenus selon des estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, de l'ajustement au titre du risque non financier et de la marge sur services contractuels. Ces contrats sont présentés en fonction du portefeuille, de manière à ce que les portefeuilles de contrats en situation d'actif soient présentés distinctement de ceux en position passif. Les actifs financiers détenus à l'appui des contrats de réassurance ne sont pas pris en compte dans ce tableau.

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2024				31 octobre 2023			
	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	Total	Estimations de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs	Ajustement au titre du risque non financier	Marge sur services contractuels	Total
<b>Actifs au titre des contrats d'assurance <sup>(2)</sup></b>	1 952 \$	(630)\$	(558)\$	764 \$	1 790 \$	(544)\$	(565)\$	681 \$
<b>Passifs au titre des contrats d'assurance <sup>(3)</sup></b>								
Passifs au titre des contrats d'assurance de fonds distincts	(3 236)\$	(16)\$	(54)\$	(3 306)\$	(2 553)\$	(15)\$	(64)\$	(2 632)\$
Passifs au titre des contrats d'assurance, excluant les fonds distincts	(13 227)	(2 664)	(2 145)	(18 036)	(11 955)	(2 308)	(2 131)	(16 394)
	<b>(16 463)\$</b>	<b>(2 680)\$</b>	<b>(2 199)\$</b>	<b>(21 342)\$</b>	<b>(14 508)\$</b>	<b>(2 323)\$</b>	<b>(2 195)\$</b>	<b>(19 026)\$</b>
<b>Actifs au titre des contrats de réassurance détenus <sup>(2), (3)</sup></b>	360 \$	555 \$	780 \$	1 695 \$	327 \$	469 \$	786 \$	1 582 \$
<b>Passifs au titre des contrats de réassurance détenus <sup>(4)</sup></b>	– \$	– \$	– \$	– \$	(42)\$	6 \$	18 \$	(18)\$
<b>Marge sur services contractuels au titre des contrats d'assurance, déduction faite des contrats de réassurance détenus</b>			<b>(1 977)\$</b>				<b>(1 956)\$</b>	

(1) Comprend les contrats évalués selon le modèle d'évaluation général et l'approche fondée sur la juste valeur pour lesquels la marge sur services contractuels et les contrats évalués selon la méthode de répartition des primes ne s'applique pas.

(2) Présenté dans les autres actifs.

(3) Les passifs au titre des contrats d'assurance et les actifs au titre des contrats de réassurance détenus se rapportent essentiellement aux soldes de la couverture restante pour les services futurs des contrats évalués selon le modèle d'évaluation général et l'approche fondée sur la juste valeur.

(4) Présenté dans les autres passifs.

## Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance

Le tableau suivant présente la composition du résultat des activités d'assurance et du résultat des placements d'assurance pour les contrats d'assurance émis et les contrats de réassurance détenus.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023 (1)
<b>Résultat des activités d'assurance</b>		
Produit des activités d'assurance	1 205 \$	1 104 \$
Charges afférentes aux activités d'assurance	(984)	(853)
Produits nets (charges nettes) afférents aux contrats de réassurance détenus	(34)	(59)
	187 \$	192 \$
<b>Résultat des placements d'assurance</b>		
Revenu d'investissement net	2 018 \$	1 019 \$
Produits (charges) financiers d'assurance	(1 976)	(1 134)
Produits (charges) financiers de réassurance	99	42
	141 \$	(73) \$
<b>Résultats des activités d'assurance et des placements d'assurance</b>	<b>328 \$</b>	<b>119 \$</b>

(1) Les montants de 2023 pourraient ne pas être entièrement comparables à ceux de la période considérée, car nous ne gérons pas nos portefeuilles d'actifs et de passifs en vertu d'IFRS 17, et le revenu d'investissement net n'a pas été retraité pour tenir compte du reclassement de certains actifs financiers admissibles. Se reporter à la note 2 pour plus de détails.

### Note 9 Avantages du personnel – Régime de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et l'incidence des réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

#### Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023
Coûts des services rendus au cours de la période	46 \$	48 \$	8 \$	8 \$
Coûts des services passés	–	–	–	–
Charge (revenu) d'intérêt, montant net	(38)	(40)	20	19
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	10	2
Frais administratifs	4	3	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies (1)	12	11	38	29
Charge au titre des régimes à cotisations définies (1)	106	85	–	–
	118 \$	96 \$	38 \$	29 \$

(1) Les charges au titre des régimes de retraite sont principalement comprises au poste Frais autres que d'intérêt – Ressources humaines, et une partie est présentée au poste Résultat des activités d'assurance lorsque ces charges sont directement attribuables à des contrats d'assurance ou de réassurance.

#### Réévaluations des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023
(Gains) pertes actuariels :				
Modifications des hypothèses financières (2)	1 271 \$	772 \$	120 \$	75 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	1	–
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	(1 469)	(594)	–	–
	(198) \$	178 \$	121 \$	75 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement de l'actif des régimes, sont revues chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

(2) Les modifications des hypothèses financières liées à nos régimes de retraite à prestations définies portent principalement sur les changements de taux d'actualisation.

## Note 10 Impôts sur le résultat

### Modèle de règles du Pilier 2

Le budget fédéral canadien de 2023 a consolidé l'engagement du gouvernement du Canada à l'égard du plan à deux piliers pour la réforme fiscale internationale de l'Organisation de coopération et de développement économiques, y compris l'imposition d'un impôt minimum de 15 % sur les bénéfices des multinationales (selon le modèle de règles du Pilier 2), et le projet de loi connexe visant les règles sur l'impôt minimum mondial a été publié par le gouvernement le 4 août. Le moment de l'adoption de ces règles proposées au Canada demeure incertain, et la législation peut être modifiée avant son adoption. Bien que le modèle de règles du Pilier 2 ne soit pas encore quasi-adopté au Canada, certains territoires non canadiens où nous exerçons nos activités ont adopté ou quasi adopté des lois donnant effet à ces règles. Les effets sur RBC font encore l'objet d'une évaluation et dépendront de nombreuses variables, y compris, la législation définitive adoptée dans les différents territoires dans lesquels nous exerçons nos activités. Nous continuons de suivre attentivement l'évolution de la situation.

## Note 11 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement

### Actions privilégiées

Le 7 novembre 2023, nous avons racheté la totalité de nos 15 000 actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série C-2 émises et en circulation à un prix de rachat de 1 000 \$ US l'action. Parallèlement, nous avons racheté la totalité des 615 000 actions représentatives d'actions étrangères de série C-2, chacune représentant un quarantième de droit sur une action de série C-2.

Le 25 janvier 2024, nous avons émis 750 000 actions privilégiées de premier rang à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de série BU à des investisseurs institutionnels au prix de 1 000 \$ l'action, pour un produit brut totalisant 750 millions de dollars. Pour la période initiale se terminant le 24 février 2029, les actions généreront, s'ils sont déclarés, des dividendes en trésorerie semestriels à un taux annuel de 7,408 %. Le taux de dividende sera rajusté tous les cinq ans à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré d'une prime de 3,90 %. Sous réserve du consentement du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et des exigences de la *Loi sur les banques* (Canada), nous pouvons racheter, en tout ou en partie au pair, les actions privilégiées de série BU au cours de la période du 25 janvier 2029 au 24 février 2029 inclusivement, et au cours de la période du 24 janvier au 24 février inclusivement tous les cinq ans par la suite. Les actions comportent des clauses relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) nécessaires à leur admissibilité à titre de fonds propres réglementaires de première catégorie en vertu de l'accord de Bâle III.

### Actions ordinaires émises

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2024		le 31 janvier 2023	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	400	38 \$	269	24 \$
Actions émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (2)	6 135	720	–	–
	<b>6 535</b>	<b>758 \$</b>	269	24 \$

(1) Les montants comprennent la trésorerie reçue au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes (RRD) sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2024, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'actions propres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2023, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.

**Note 12 Bénéfice par action**

	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2024	le 31 janvier 2023 (retraité – note 2)
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et les montants par action)		
<b>Bénéfice de base par action</b>		
Bénéfice net	3 582 \$	3 133 \$
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(58)	(44)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(2)	(2)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 522 \$	3 087 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 406 324	1 382 754
Bénéfice de base par action (en dollars)	2,50 \$	2,23 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>		
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	3 522 \$	3 087 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 406 324	1 382 754
Options sur actions (1)	1 291	1 756
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	26	26
Nombre moyen d'actions ordinaires diluées (en milliers)	1 407 641	1 384 536
Bénéfice dilué par action (en dollars)	2,50 \$	2,23 \$

(1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024, en moyenne 2 216 903 options en cours au prix d'exercice moyen de 130,78 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023, en moyenne 591 472 options en cours au prix d'exercice moyen de 131,64 \$ ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

**Note 13 Actions en justice et questions de réglementation**

Nous sommes une importante institution mondiale assujettie à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes en constante évolution. Nous sommes et avons été partie à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de divers organismes de réglementation gouvernementaux et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Pour nombre de ces procédures, il est de par nature difficile de déterminer si des pertes sont probables ou d'estimer de manière fiable le montant des pertes. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement important et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des dotations courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation d'une période donnée, bien que nous estimions que le règlement ultime de ces questions n'aura pas d'incidence importante sur notre situation financière consolidée.

Nos procédures judiciaires et questions de réglementation principales sont décrites à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2023, rubrique mise à jour ci-dessous. Selon les faits connus à ce jour, sauf indication contraire, il nous est impossible à l'heure actuelle de prédire le dénouement de ces procédures ni le moment auquel elles seront réglées.

**Litiges relativement au taux interbancaire offert à Londres (LIBOR)**

Le 12 décembre 2023, l'entente de règlement réglant un des recours collectifs liés au LIBOR intentés pour le compte de certaines parties plaignantes ayant acheté des instruments fondés sur le LIBOR en dollars américains a reçu l'approbation définitive du tribunal.

**Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited**

Le 11 décembre 2023, le Department of Labor des États-Unis a publié une correction technique à l'exemption antérieure d'un an pour rendre compte du fait que la décision attendue de la Cour d'appel sera effectivement rendue par une cour d'appel, et non par un tribunal de district.

## Note 14 Résultats par secteur d'exploitation

### Composition des secteurs d'exploitation

Aux fins de la gestion, en fonction des produits et services offerts, nous sommes organisés en quatre secteurs d'exploitation : Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Assurances et Marchés des Capitaux.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2024					Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux (1)	Services de soutien généraux (1)	
Revenu net d'intérêt (2)	4 216 \$	1 150 \$	– \$	661 \$	305 \$	6 332 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 578	3 387	363	2 290	(465)	7 153
Total des revenus	5 794	4 537	363	2 951	(160)	13 485
Dotation à la provision pour pertes de crédit	634	11	1	167	–	813
Frais autres que d'intérêt	2 339	3 768	71	1 642	504	8 324
Bénéfice (perte) avant impôt	2 821	758	291	1 142	(664)	4 348
Charge (économie) d'impôt	760	152	71	(12)	(205)	766
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 061 \$</b>	<b>606 \$</b>	<b>220 \$</b>	<b>1 154 \$</b>	<b>(459)\$</b>	<b>3 582 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	235 \$	311 \$	4 \$	124 \$	(2)\$	672 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 (retraité – note 2)					Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (3), (4)	Assurances	Marchés des Capitaux (1), (4)	Services de soutien généraux (1), (3)	
Revenu net d'intérêt (2)	4 007 \$	1 216 \$	– \$	792 \$	187 \$	6 202 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 534	3 344	154	2 354	(231)	7 155
Total des revenus	5 541	4 560	154	3 146	(44)	13 357
Dotation à la provision pour pertes de crédit	401	66	–	65	–	532
Frais autres que d'intérêt	2 229	3 434	70	1 701	155	7 589
Bénéfice (perte) avant impôt	2 911	1 060	84	1 380	(199)	5 236
Charge (économie) d'impôt	785	230	17	139	932	2 103
<b>Bénéfice net</b>	<b>2 126 \$</b>	<b>830 \$</b>	<b>67 \$</b>	<b>1 241 \$</b>	<b>(1 131)\$</b>	<b>3 133 \$</b>
Les frais autres que d'intérêt comprennent : Amortissements	241 \$	301 \$	8 \$	127 \$	– \$	677 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des charges d'intérêt, puisque nous nous fions essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

(3) Les montants pour le trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

(4) Avec prise d'effet au quatrième trimestre de 2023, nous avons déplacé les activités de prêt des Services aux investisseurs de notre secteur Gestion de patrimoine à notre secteur Marchés des Capitaux. Par conséquent, les résultats correspondants du trimestre clos le 31 janvier 2023 ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

### Total de l'actif et total du passif par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2024					Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	640 193 \$	175 270 \$	26 956 \$	1 069 398 \$	62 588 \$	1 974 405 \$
Total du passif	640 114	174 043	26 904	1 069 685	(52 829)	1 857 917

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2023 (retraité – note 2)					Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	636 046 \$	179 227 \$	24 130 \$	1 100 172 \$	66 956 \$	2 006 531 \$
Total du passif	635 952	177 389	24 895	1 099 893	(46 745)	1 891 384

## Note 15 Gestion des fonds propres

### Fonds propres réglementaires et ratios

Le BSIF établit des seuils précis en ce qui concerne les fonds propres requis au titre des risques, les ratios de levier et les ratios TLAC applicables à l'intention des institutions de dépôt du Canada. Au premier trimestre de 2024, nous nous sommes conformés à toutes les exigences applicables de fonds propres, de levier et de TLAC, y compris la réserve pour stabilité intérieure, imposées par le BSIF.

	Aux	
	31 janvier 2024	31 octobre 2023
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
<b>Fonds propres</b> (1), (2)		
Fonds propres CET1	88 106 \$	86 611 \$
Fonds propres de première catégorie	96 140	93 904
Total des fonds propres	106 865	104 952
<b>Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres</b> (1), (2)		
Risque de crédit	474 677 \$	475 842 \$
Risque de marché	30 980	40 498
Risque opérationnel	84 600	79 883
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>	<b>590 257 \$</b>	<b>596 223 \$</b>
<b>Ratios de fonds propres et ratio de levier</b> (1), (2)		
Ratio CET1	14,9 %	14,5 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	16,3 %	15,7 %
Ratio du total des fonds propres	18,1 %	17,6 %
Ratio de levier	4,4 %	4,3 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	2 173 \$	2 180 \$
<b>TLAC disponible et ratios</b> (1), (3)		
TLAC disponible	185 556 \$	184 916 \$
Ratio TLAC	31,4 %	31,0 %
Ratio de levier TLAC	8,5 %	8,5 %

- (1) Comme le BSIF n'exige pas le retraitement des chiffres des périodes antérieures, l'adoption d'IFRS 17 n'a eu aucune incidence sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques, nos ratios de fonds propres, nos ratios de levier, notre TLAC disponible et nos ratios TLAC pour les périodes antérieures au 1<sup>er</sup> novembre 2023.
- (2) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément à la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF. Les lignes directrices sur les normes de fonds propres et les exigences de levier sont établies d'après le cadre de l'accord de Bâle III. Les résultats des périodes closes le 31 janvier 2024 et le 31 octobre 2023 reflètent l'adoption des lignes directrices révisées sur les normes de fonds propres et le ratio de levier entrées en vigueur au deuxième trimestre de 2023, et mises à jour le 20 octobre 2023, dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de Bâle III par le BSIF. Les résultats pour la période close le 31 janvier 2024 reflètent également notre adoption des cadres révisés liés au risque de marché et au rajustement de la valeur du crédit entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> novembre 2023.
- (3) La TLAC disponible et les ratios TLAC sont calculés au moyen de la ligne directrice sur la TLAC du BSIF. La norme TLAC s'applique aux entités de résolution pour lesquelles nous sommes réputés être la Banque Royale du Canada et à ses filiales. Une entité de résolution et ses filiales sont collectivement appelées groupe de résolution. Le ratio TLAC et le ratio de levier TLAC sont calculés au moyen de la TLAC disponible, en pourcentage de l'actif pondéré en fonction des risques et de l'exposition aux fins du ratio de levier, respectivement.

## Renseignements à l'intention des actionnaires

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Téléphone : 1-888-212-5533

### Pour toute correspondance :

P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Site Web : rbc.com

### Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
100 University Avenue, North Tower, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Canada  
Téléphone : 1-866-586-7635 (Canada et États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis) ou 416-263-9394 (appels internationaux)  
Site Web : computershare.com/rbc  
Courriel : service@computershare.com

### Co-agent des transferts (États-Unis) :

Computershare Trust Company, N.A.  
150 Royall Street, bureau 101  
Canton, Massachusetts 02021  
États-Unis

### Co-agent des transferts (Royaume-Uni) :

Computershare Investor Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road,  
Bristol BS99 6ZZ  
Royaume-Uni

### Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :  
Canada – Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis – New York Stock Exchange (NYSE)

Les actions privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO sont inscrites à la TSX.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession, aux inscriptions directes et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec : Société de fiducie Computershare du Canada 100 University Avenue, North Tower, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1 Canada

Téléphone : 1-866-586-7635 (Canada et États-Unis) ou 514-982-7555 (appels internationaux)  
Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis) ou 416-263-9394 (appels internationaux)  
Courriel : service@computershare.com

### Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
South Tower  
Toronto (Ontario) M5J 2J5  
Canada  
Courriel : invesrel@rbc.com  
ou visitez notre site Web au rbc.com/investisseurs

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires, il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Les actionnaires internationaux (autres que les porteurs des États-Unis ou du Canada) peuvent être en mesure de recevoir leurs dividendes et/ou leurs distributions dans la monnaie de leur choix. Computershare offre un service de change international qui permet aux actionnaires internationaux de RBC de recevoir leurs paiements de dividendes et/ou de distributions dans la devise de leur choix. Veuillez consulter le site investorcentre.com/rbc.

### Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

### Rachats d'actions ordinaires

Au 31 janvier 2024, nous n'avons pas d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur. Pour plus de détails, reportez-vous à la rubrique Gestion des fonds propres.

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2024

Premier trimestre 28 février  
Deuxième trimestre 30 mai  
Troisième trimestre 28 août  
Quatrième trimestre 4 décembre

### Assemblée annuelle de 2024

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le jeudi 11 avril 2024.

### Dates de paiement des dividendes pour 2024

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries AZ, BB, BD, BF, BH, BI et BO	25 janvier 25 avril 25 juillet 24 octobre	23 février 24 mai 23 août 22 novembre
Actions privilégiées de série BT	16 février 16 août	23 février 23 août
Actions privilégiées de série BU	16 août	23 août

### Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.